

MARGARET ATWOOD
QUAND LA DYSTOPIE DEVIENT RÉALITÉ

***RUSSIE* — UNE ARMÉE EN PERDITION**
***SOCIÉTÉ* — ARNAQUE AUX PLANTES VERTES SUR INTERNET !**

Courrier international

N° 1647 du 25 mai au 1er juin 2022
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Algérie 530 DA, **Allemagne** 5,70 €, **Andorre** 5,30 €, Canada 7,95 $CAN, **DOM** 5,10 €, **Espagne** 5,40 €, **Grande-Bretagne** 4,70 £, **Grèce** 5,40 €, **Italie** 5,40 €, **Japon** 850 Y, **Maroc** 43 DH, **Pays Bas** 5,40 €, **Portugal** cont. 5,40 €, **Sénégal** 3400 F CFA, **Suisse** 6,80 CHF, **TOM** 850 XPF, **Tunisie** 7,70 DT, **Afrique CFA autres** 3500 F CFA.

LES ÉVANGÉLIQUES prennent le pouvoir



Aux États-Unis, au Brésil, ces Églises chrétiennes se mettent au service de candidats conservateurs et nationalistes. La presse étrangère décrypte cet engagement politique.

M 03183 - 1647 - F: 4,50 €





Nous **semons des graines de soja** naturellement riches en protéines végétales pour vous proposer **des produits aussi gourmands que sains au quotidien.**

Depuis 20 ans

NOUS POUVONS COMPTER SUR L'EXPERTISE DES PRODUCTEURS DE NOTRE FILIÈRE BIOLOGIQUE 100 % FRANÇAISE.

Produits à retrouver exclusivement en magasins BIO
Retrouvez nos engagements sur nos-engagements.sojade.fr

Sojade



LES CHOIX DE "COURRIER"

VIRGINIE LEPETIT

Les évangéliques prennent le pouvoir

p.26

Une prière collective, un cierge qui passe de main en main, un chant pour louer Dieu et son œuvre… La stupéfiante description par laquelle s'ouvre l'article de **The New York Times** – et notre dossier de une – n'est pas celle d'une messe, mais celle d'un meeting politique conservateur à Phoenix, dans l'Arizona. Un meeting comme il y en a de plus en plus aux États-Unis, qui mêle allègrement religion et engagement politique. Ces rassemblements très inspirés sont organisés par des Églises évangéliques. Des mouvements chrétiens qui comptent désormais de 600 à 665 millions de fidèles dans le monde, principalement en Amérique du Nord, en Amérique du Sud et en Afrique subsaharienne. Mais c'est aux États-Unis et au Brésil qu'ils dominent de plus en plus la vie spirituelle et politique des citoyens, avec respectivement 92 millions et 51 millions de fidèles. C'est dans ces deux pays qu'ont été menés les deux reportages que nous avons choisi de mettre en avant dans notre dossier de la semaine. Leurs points communs ? Ils montrent la puissance de persuasion de ces Églises, qui convertissent vite et fort. Et ils décrivent leur engagement politique. Aux États-Unis, les évangéliques soutiennent la droite ultraconservatrice personnifiée par Donald Trump, *"seul et vrai président des États-Unis"*, et au Brésil, les actions du président, Jair Bolsonaro. Un soutien affiché, revendiqué, sacré ! *"Lors de nombreux événements politiques se tenant dans tout le pays, il n'est pas rare que des participants disent avoir rencontré Dieu et se sentent investis d'une mission : installer le royaume de Dieu sur terre. Pour eux, le militantisme politique relève du sacré"*, note le *New York Times*, qui précise : *"Les chrétiens conservateurs sont de plus en plus convaincus que les États-Unis vont connaître une véritable renaissance, où changements spirituels et politiques iront de pair."* Au Brésil, c'est toute une ville que les évangéliques se sont donné pour mission de convertir à Bolsonaro. Guaribas, commune du sud de l'État du Piauí, où le Parti des travailleurs de Lula avait fait son meilleur score en 2018, a été investie par plusieurs pasteurs hyperactifs qui affirment que *"le président est une bonne personne et qu'il ne veut que le bien"*. Une campagne qui semble porter ses fruits, constate le site **The Intercept Brasil,** qui consacre une longue enquête à ce phénomène. Et là encore, les valeurs sont très à droite : *"Les grandes Églises évangéliques brésiliennes, influencées par l'éthique néopentecôtiste, nourrissent des convictions en affinité avec le néolibéralisme, le conservatisme et l'autoritarisme"*, indique à l'*Intercept Brasil* le sociologue Matheus Alexandre. Ces positions très à droite sont loin de faire l'unanimité parmi les fidèles. Aux États-Unis, *"l'Église évangélique se déchire"*, titrait **The Atlantic** en octobre. Cité par le *New York Times*, le sociologue Michael O. Emerson décrit quant à lui *"un séisme"*. Les Églises évangéliques sont *"en train de se diviser en deux camps*, résume le journal, *celles qui adoptent une ligne et un style proches de Trump, en donnant dans le complotisme, et celles qui cherchent à prendre un autre chemin. Dans beaucoup d'Églises, des affrontements éclatent entre les chefs religieux en place et des fidèles."* Il n'empêche. Ces mouvements, qui recrutent de plus en plus de fidèles aux États-Unis, au Brésil et partout dans le monde, participent à la radicalisation de la vie politique. Évidemment, ces Églises ne sont pas les seules à vouloir s'approcher du pouvoir et à vouloir l'influencer. En Europe, les Églises orthodoxes n'ont rien à leur envier. En Afrique de l'Ouest, le Maroc déploie son *soft power* religieux, concurrencé directement par l'Iran. Au Moyen-Orient, c'est aussi la Turquie qui fait avancer son influence spirituelle et politique… Cette influence du religieux sur la politique, qui s'intensifie à l'échelle mondiale, comme le constate la presse étrangère, a été le point de départ de ce dossier. Et devant la richesse et la pluralité des exemples, nous avons décidé d'en faire une série, dont ce dossier est donc le premier volet. Bonne lecture !

En couverture : Une manifestation Let Us Worship ("Laissez-nous prier") à Washington, en octobre 2020. *Photo Mark Peterson/Redux-REA. Dessin d'***Edel Rodriguez** *paru dans* **The Washington Spectator,** *États-Unis.*

Sommaire



PHOTO AARON TILLEY/THE GUARDIAN/EYEVINE

360° p.38

Le Far West des plantes vertes

Les plantes exotiques d'intérieur, très à la mode sur Instagram, font l'objet de toutes sortes d'arnaques en ligne. Un business florissant, sur fond de flambée des prix, sur lequel a enquêté **The Observer.**

UKRAINE p.8

Le délabrement de l'armée russe

L'hebdomadaire de référence britannique **The Economist** se penche sur le fiasco russe en Ukraine, qu'il explique de deux manières : une piètre stratégie ou une piètre armée.

FRANCE p.24

"Un système de santé complet mais épuisé"

Pour la correspondante de **Die Zeit,** le Covid a jeté une lumière crue sur la situation de l'hôpital public. Il y a urgence à y mener une réforme en profondeur.

IDÉES p.42

Margaret Atwood : "Demain, une dictature religieuse ?"

Pour l'autrice canadienne, avec la remise en cause du droit à l'avortement par la Cour suprême américaine, les États-Unis sont en train de devenir la dictature théocratique prédite dans son chef-d'œuvre dystopique, *La Servante écarlate*. Une tribune traduite en exclusivité par *Courrier international*.

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

The Age Melbourne, quotidien. **Americas Quarterly** New York, trimestriel. **Ha'Aretz** Tel-Aviv, quotidien. **The Atlantic** Washington, mensuel. **Daraj** (daraj.com) Beyrouth, en ligne. **The Economist** Londres, hebdomadaire. **Frankfurter Allgemeine Zeitung** Francfort, quotidien. **Hankyoreh21** Séoul, hebdomadaire. **The Intercept Brasil** (theintercept.com/brasil) Rio de Janeiro, en ligne. **Al-Jazeera English** (aljazeera.com) Doha, en ligne. **Kisa Dalga** (kisadalga.net) Istanbul, en ligne. **Mainichi Shimbun** Tokyo, quotidien. **Maliweb** (maliweb.net) Bamako, en ligne. **The New York Times** New York, quotidien. **The Observer** Londres, hebdomadaire. **La Razón** Madrid, quotidien.

SOMMAIRE

7 jours dans le monde
6. Australie. Le grand basculement

D'un continent à l'autre
8. Ukraine. Les raisons du fiasco de l'armée russe
12. Colombie. La gauche à une marche du pouvoir
14. Niger. L'alliance crée la défiance
16. Mali. Damnés sur leur propre terre
18. Syrie. L'exil comme seul espoir
20. Turquie. Rojda, sauvée des griffes de Daech
22. Corée du Sud. Après Moon, une région sous tension
24. Santé. "Un système complet mais épuisé"

À la une
26. La croisade politique des évangéliques

Transversales
34. Économie. Elvira Nabioullina, commandante en chef de l'économie russe
36. Technologie. Du son pour se repérer sous l'océan
37. Signaux. Le poids des villes augmente

360°
38. Botanique. Le Far West des plantes vertes
42. Idées. Margaret Atwood : "Demain, une dictature religieuse ?
44. Culture. Georges Brassens dans la langue de Goethe
46. Histoire. Pythagore, Sénèque et les autres, philosophes végétariens

SUR NOTRE SITE

Guerre en Ukraine. Après la chute de Marioupol

Retrouvez les reportages et analyses de la presse étrangère sur les suites du conflit, qui entre dans son quatrième mois, après la reddition des derniers défenseurs ukrainiens de la ville martyre.

Le Courrier des recettes. Le gâteau spongieux venu de Hongrie

C'est un gâteau composé de plusieurs couches de génoise, garni de raisins secs et accompagné de crème à la vanille et d'un coulis de chocolat. Véritable délice, le *somlói galuska* est le dessert magyar incontournable dont **Telex** vous livre les secrets.

Asie du Sud-Est. La contestation passe par la musique

Nikkei Asia est allé à la rencontre de musiciens thaïlandais, birmans ou encore malaisiens qui jouent du punk-rock, du metal ou du hip-hop pour faire passer des messages politiques.

L'horoscope de Rob Brezsny *Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.*

Télécharger dans l'App Store **Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.**



NOTRE HORS-SÉRIE

Qu'est-ce qui nous rassemble, en tant qu'individus, société et nation ? Qu'est-ce qui nous divise ? La France racontée par la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX Courrier international

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : François-Xavier Devaux
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal Mai 2022. Commission paritaire nº 0722c82101.
ISSN nº 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. **Accueil** 33 (0) 1 46 46 16 00 **Fax général** 33 (0) 1 46 46 16 01 **Fax rédaction** 33 (0) 1 46 46 16 02 **Site web** www.courrierinternational.com **Courriel** lecteurs@courrierinternational.com **Directrice de la rédaction** Claire Carrard (16 58) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (16 12) **Rédacteurs en chef adjoints** Raymond Clarinard (16 77), Claire Pomarès (web), Matthieu Recarte **Responsable du numérique** Joffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31), **Conception graphique** Javier Errea Comunicación

Édition Anouk Delport (16 98), Ioris Queyroi, Fatima Rizki (17 30) **7 jours dans le monde** François Gerles (chef de rubrique, 17 48) **Europe** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Hélène Bienvenu (Pologne), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **France** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 16 93) **Amériques** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **Asie** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) **Moyen-Orient** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abiramia (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Ahmad Parhizi (Iran), Raphaël Boukandoura (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **Afrique** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) **Transversales** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) **Magazine 360°** Marie Béloeil (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) **Histoire** Mélanie Liffschitz (16 96)

Site Internet Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditrice web, 17 36), Hoda Saliby (éditrice web, 16 35), Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65), Louise Dugeai (développement web) **Courrier Expat** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

Traduction Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **Révision** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Françoise Hérold, Julie Martin, Anne Romefort

Pôle visuel Sophie-Anne Delhomme (responsable), **Web design et animation** Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **Iconographie** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **Maquette** Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia **Cartographie** Thierry Gauthé (16 70) **Infographie** Catherine Doutey (16 66)

Agence courrier Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08), Alizée Marchal (17 38)

Directrice de la fabrication Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **Impression, brochage, routage :** Maury, 45330 Malesherbes

Ont participé à ce numéro Giuseppe Ardiri, Lionel Blot, Jean-Baptiste Bor, Isabelle Bouchery, Emmanuelle Bour, Cécile Chemel, Anne-Françoise Cochet, Emma Collet, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Le Callet, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Lucie Droulers, Jeanne Fournier, Sophie Laurent Lefevre, Valentine Morizot, Isabelle Talès, Rachel Teyssandier, Léo Thomas, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang, Corinne Duqueyroix

Publicité MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 469, 75707 Paris Cedex13, tél. : 0157282000 **Présidente** Laurence Bonicalzi Bridier, **Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque Courrier international** David Eskenazy (david.eskezany@mpublicite.fr, 38 63) **Directeur délégué Activités programmatiques, AD Tech & Monétisation** Sébastien Noel (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

Responsable administrative et financière Carine de Castellan (16 06) Lucie Madalena (gestion) **Droits** Blandine Mosnat (1652) **Comptabilité** 0148884551 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des vente** Sabine Gude **Responsable commerciale international** Saveria Colosimo Morin (0157283220) **Chef de produits** Valentin Moreau (0157283399) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **Marketing** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 0147 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 **Tél. 0321130431 Fax** 0157674496 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : https://boutique.courrierinternational.com Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur https://www.courrierinternational.com/page/cgu

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid. at 900 Castle Rd Secaucus, NJ07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ. and at additional mailing Offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
PEFC 10-31-1282
pefc-france.org

Origine du papier : UK, Allemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. **Eutrophisations :** Ptot = 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO22BAO001A

Je m'abonne pour :
☐ **1 AN** (52 numéros) au prix de **129 €** au lieu de ~~218,80~~ €*
☐ **1 AN** (52 numéros) **+ 6 hors-séries** au prix de **159 €** au lieu de ~~269,80~~ €*

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
https://abo.courrierinternational.com/ours2022
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. Etranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co

En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67/69 avenue Pierre Mendès France – 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com
- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Androïd
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :
Belgique :
(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com
USA-Canada :
(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com
Suisse :
(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Encart First Voyages France posé sur la totalité des abonnés France Métropolitaine

HIER, IL SE RÊVAIT JOURNALISTE. AUJOURD'HUI, IL BRIEFE SA RÉDACTION CHAQUE MATIN.

/ GASPARD G - CRÉATEUR YOUTUBE & ENTREPRENEUR.



L'écosystème créatif de YouTube soutient 15 000 emplois équivalents temps plein.

Source: Oxford Economics YouTube Impact Report France 2019

ACCÉLÉRATEUR DE CRÉATIVITÉ

YouTube

Australie. Le grand basculement

Après presque dix ans dans l'opposition, les travaillistes ont remporté – d'une courte tête – les législatives du 21 mai. Des élections qui, selon ce journal de Melbourne, marquent une rupture avec le bipartisme traditionnel.



—The Age *Melbourne*

Les élections débouchent sur un nouveau gouvernement, ce qui est bien leur raison d'être. Toutefois, samedi soir [21 mai], quelque chose d'autre s'est produit en Australie, laissant deviner que ce scrutin marque peut-être un basculement dans le paysage politique, qui fait émerger une nouvelle façon de gouverner et la prise en compte de ce que nombre d'Australiens attendent aujourd'hui de leurs représentants.

Le travailliste Anthony Albanese prendra les fonctions de Premier ministre et dirigera la majorité du 47e Parlement, bien que son parti n'ait rassemblé qu'un tiers des voix au niveau national, une situation inédite depuis des décennies. Les Australiens ont sanctionné le gouvernement Morrison, mais ils n'ont pas non plus embrassé les travaillistes avec ferveur, même s'ils leur ont finalement donné leur préférence et que le parti n'est pas loin de disposer d'une majorité de gouvernement. Les électeurs australiens rejettent aujourd'hui le système conventionnel à deux partis. Le concept d'électorat national est en train de se disloquer. On vote différemment selon les sujets et les circonscriptions, et les partis majoritaires ne sont plus aussi dominants qu'auparavant.

ÉDITO

La chambre basse du Parlement pourrait compter jusqu'à 15 députés non encartés sur ses 151 membres, dont des députés indépendants ainsi que 4 députés écologistes. À l'heure actuelle, on estime que 8 députés "turquoise" [ou bleu-vert, le mélange des couleurs associées aux conservateurs et aux écologistes] pourraient faire leur entrée au Parlement – dont 6 fraîchement élus ce week-end –, portés par l'exigence d'actions plus fortes contre le réchauffement climatique, la constitution d'une commission solide sur l'intégrité et l'amélioration des droits des femmes.

Les candidats turquoise élus ce week-end ont misé sur le mécontentement des petits électeurs qui ne se sentent plus en phase avec les valeurs du Parti libéral. Cela signifie que le Premier ministre Albanese et son gouvernement vont devoir négocier et convaincre certains de leurs collègues sur des sujets essentiels – ce qui n'est pas nécessairement une mauvaise chose.

Le Parti travailliste a mis l'accent sur la lutte contre le réchauffement climatique et la création d'une commission sur l'intégrité, deux domaines dans lesquels le pays devrait observer des changements. L'objectif du parti en matière de climat (une réduction de 43 % des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030) est moins ambitieux que celui fixé par les indépendants turquoise (une réduction de 60 %). Les Verts, eux, réclament une baisse encore plus drastique, de 74 % d'ici à 2030.

Pendant des années, l'ancien gouvernement a bloqué les mesures pour le climat ainsi que le travail d'une commission fédérale : il en paie aujourd'hui le prix, l'opinion publique ayant évolué. Il y aura des disputes et des compromis au sein du nouveau Parlement, soit autant de mises à l'épreuve pour tester la capacité du nouveau gouvernement à surmonter les crises.

La coalition [sortante] a essuyé une sévère défaite. Il n'est pas exagéré de dire que sa survie est en jeu. Il était presque impensable que le Parti libéral puisse perdre dans un de ses fiefs, comme à Kooyong – circonscription de Robert Menzies, le fondateur du parti, [détenue par le parti libéral depuis les années 1940]. Le travail de remise en question a commencé.

Les travaillistes ont gagné, et nous félicitons le nouveau gouvernement. Mais cette élection ne nous a pas seulement permis de choisir un nouveau gouvernement, elle bouleverse peut-être fondamentalement les conventions politiques.—

Publié le 22 mai

À la une



"UN CHANGEMENT TELLURIQUE"

Au lendemain des législatives du 21 mai, le **Sun-Herald** ne cache pas sa joie de voir les travaillistes revenir au pouvoir. *"Un changement tellurique"*, titre ainsi l'édition dominicale du *Sydney Morning Herald* en une sous la photo du nouveau Premier ministre, Anthony Albanese. *"Le verdict des Australiens est tombé : 'Assez'."* *"Assez"* de l'inaction en matière de réchauffement climatique et du conservatisme sur des sujets de société, précise le journal dans un éditorial.

↙ *Dessin d'***Arcadio** *paru dans* **La Prensa Libre,** *Costa Rica.*

Assassinat à Téhéran

IRAN — C'est une annonce sans précédent depuis le meurtre, en novembre 2020, du physicien nucléaire Mohsen Fakhrizadeh, imputé par Téhéran à Israël. Les Gardiens de la révolution ont affirmé, le 22 mai, qu'un de leurs officiers, le colonel Sayad Khodaï, avait été *"assassiné"* devant chez lui dans l'est de la capitale par deux hommes à moto armés, rapporte le **Middle East Eye.** Dans leur communiqué, les Gardiens de la révolution ont dénoncé un *"acte terroriste"* commis par des *"éléments liés à l'arrogance mondiale"*, une expression qui désigne typiquement les États-Unis et Israël, souligne **Ha'Aretz.**

Pont aérien pour le lait maternisé

ÉTATS-UNIS — *"Sous pression"* face à la pénurie de lait pour bébé dans le pays, le président Biden a annoncé le lancement d'une opération, baptisée "Fly Formula". Ce *"pont aérien"* permet de mobiliser des compagnies aériennes commerciales pour récupérer dans d'autres pays des préparations pour nourrisson, rapporte le **Wall Street Journal.** Un premier avion transportant 31 tonnes de lait infantile a ainsi atterri le 22 mai dans l'Indiana, en provenance d'Allemagne.

La palme aux exportations

INDONÉSIE — Le gouvernement a finalement décidé de révoquer l'interdiction totale d'exportation d'huile de palme imposée le 28 avril. Cette mesure visait à faire baisser le prix du litre d'huile de cuisson sur le marché intérieur. Or, estime **The Jakarta Post,** elle *"a au contraire produit des effets dévastateurs sur l'industrie de l'huile de palme, causé des pertes importantes de recettes publiques et de recettes d'exportation, réduit les revenus des agriculteurs de 50 % à 70 % et nui à des millions de travailleurs"*. Les exportations ont repris le 23 mai.

De retour



ESPAGNE — *"Sanxenxo accueille Juan Carlos Ier lors de son retour en Espagne après deux ans [d'exil forcé]"*, titre le 20 mai **La Voz de Galicia** en évoquant cette station balnéaire de Galice. C'était déjà de cette région que l'ancien monarque avait décollé pour s'exiler aux Émirats arabes unis, en août 2020. Il était alors dans le collimateur de la justice en Espagne et en Suisse pour des soupçons de malversations. Depuis, les enquêtes ont été classées sans suite. Sans lever tous les doutes sur l'origine de sa fortune.

Sommeil en baisse

SANTÉ — La hausse des températures due au réchauffement climatique a un effet négatif sur les habitudes de sommeil des êtres humains dans le monde entier, selon les conclusions d'une étude publiée le 20 mai dans **One Earth.** D'après ses auteurs, nous perdons déjà en moyenne quarante-quatre heures de sommeil par an, ce qui se traduit par onze nuits avec moins de sept heures de sommeil. Et si le mercure continue de grimper, explique **The Hill,** nous pourrions chacun perdre de cinquante à cinquante-huit heures de sommeil par an d'ici à la fin du siècle.

Mbappé reste parisien

FOOTBALL — *"Kylian Mbappé a mis fin au feuilleton et il l'a fait de la pire des manières pour le Real Madrid"*, commente **La Vanguardia.** Alors que le club espagnol convoitait le prodige français depuis plusieurs années, la star de 23 ans, dont le contrat expirait en juin, a finalement annoncé, le 21 mai, qu'elle restait au Paris Saint-Germain. L'attaquant a signé un contrat avec le club parisien jusqu'en 2025.

SANTÉ

Près de 100 cas de variole du singe déjà recensés

Le nombre de cas détectés dans 12 pays depuis la mi-mai est déjà supérieur au nombre de cas répertoriés depuis 1970 hors du continent africain, où la maladie est endémique.

Dimanche 22 mai, le président américain Joe Biden a alerté : *"Tout le monde doit se préoccuper"* de la variole du singe, une infection provoquée par un virus endémique en Afrique, dont plusieurs cas ont été signalés, depuis le 13 mai, en dehors du continent. *"Un seul cas a été recensé à ce jour aux États-Unis, mais, selon les responsables de la santé publique, il est probable que la maladie se propage"*, précise **The New York Times.**

L'Organisation mondiale de la santé, qui surveille l'émergence de la maladie dans des pays où elle n'est généralement pas présente, a fait savoir, le 21 mai, que 92 cas avaient été confirmés et 28 autres étaient considérés comme suspects. Après la France, l'Allemagne ou encore le Canada, de nouveaux cas de variole du singe – ou orthopoxvirose simienne – ont été détectés pour la première fois samedi en Grèce, en Israël et en Suisse. Au total, 12 pays ont signalé des cas. *"Le nombre de cas détectés en dehors de l'Afrique en une semaine – un chiffre quasi assuré d'augmenter – est déjà supérieur au total recensé en dehors du continent depuis 1970, à l'époque où l'on a identifié ce virus comme étant la cause d'une maladie chez l'humain"*, relève **Nature.**

Interrogé par **The Washington Post,** Aris Katzourakis, spécialiste de l'évolution des virus et de génomique à l'université d'Oxford, estime que *"le potentiel pour une diffusion mondiale au même niveau que le coronavirus [Sars-CoV-2]"* est faible, la maladie étant bien moins transmissible que le Covid-19. Les scientifiques interrogés par les différents médias se disent préoccupés mais pas paniqués.

L'OMS précise que l'infection résulte en général d'*"un contact direct avec du sang, des liquides biologiques ou des lésions cutanées ou muqueuses d'animaux infectés"*. Il existe cependant une possibilité de transmission interhumaine, résultant de *"contacts étroits avec des sécrétions infectées des voies respiratoires, des lésions cutanées d'un sujet infecté ou d'objets récemment contaminés par des liquides biologiques ou des matières provenant des lésions d'un patient"*.

Selon **The Guardian,** l'OMS explore la théorie d'une transmission par contact sexuel. *"Ce qui semble se produire maintenant, c'est que le virus est entré dans la population sous une forme sexuelle, sous une forme génitale, et il se propage, tout comme les infections sexuellement transmissibles, ce qui a amplifié sa transmission dans le monde"*, a déclaré le 21 mai David Heymann, un conseiller de l'agence onusienne.

REVUE DE PRESSE

D'après les premières données génétiques disponibles, les chercheurs considèrent que le virus qui circule – apparenté à une souche présente en Afrique de l'Ouest – provoque *"une maladie plus bénigne et avec un taux de mortalité inférieur – environ 1 % dans les populations rurales pauvres – par rapport à celle qui circule en Afrique centrale"*, précise *Nature.*

Même s'il n'existe pas de traitement ou de vaccin spécifique à la variole du singe, ceux disponibles pour sa cousine, la variole, sont efficaces pour endiguer sa propagation. Le quotidien new-yorkais indique : *"L'Agence américaine du médicament et de l'alimentation (FDA) a autorisé l'utilisation des vaccins et des antiviraux antivarioliques dans le but de maîtriser les foyers épidémiques."*

"Bavarian Nordic, la société de biotechnologie qui fabrique le vaccin, a annoncé une commande de 119 millions de dollars [111 millions d'euros] passée par les États-Unis, avec la possibilité d'en acheter pour 180 millions de dollars de plus, rapporte **Fortune.** *Si l'on optait pour cette seconde solution, cela reviendrait à environ 13 millions de doses."* Le 19 mai, la société a précisé dans un communiqué qu'un pays européen – sans préciser lequel – avait également passé commande d'Imvanex, un vaccin contre la variole autorisé en Europe.

—*Courrier international*

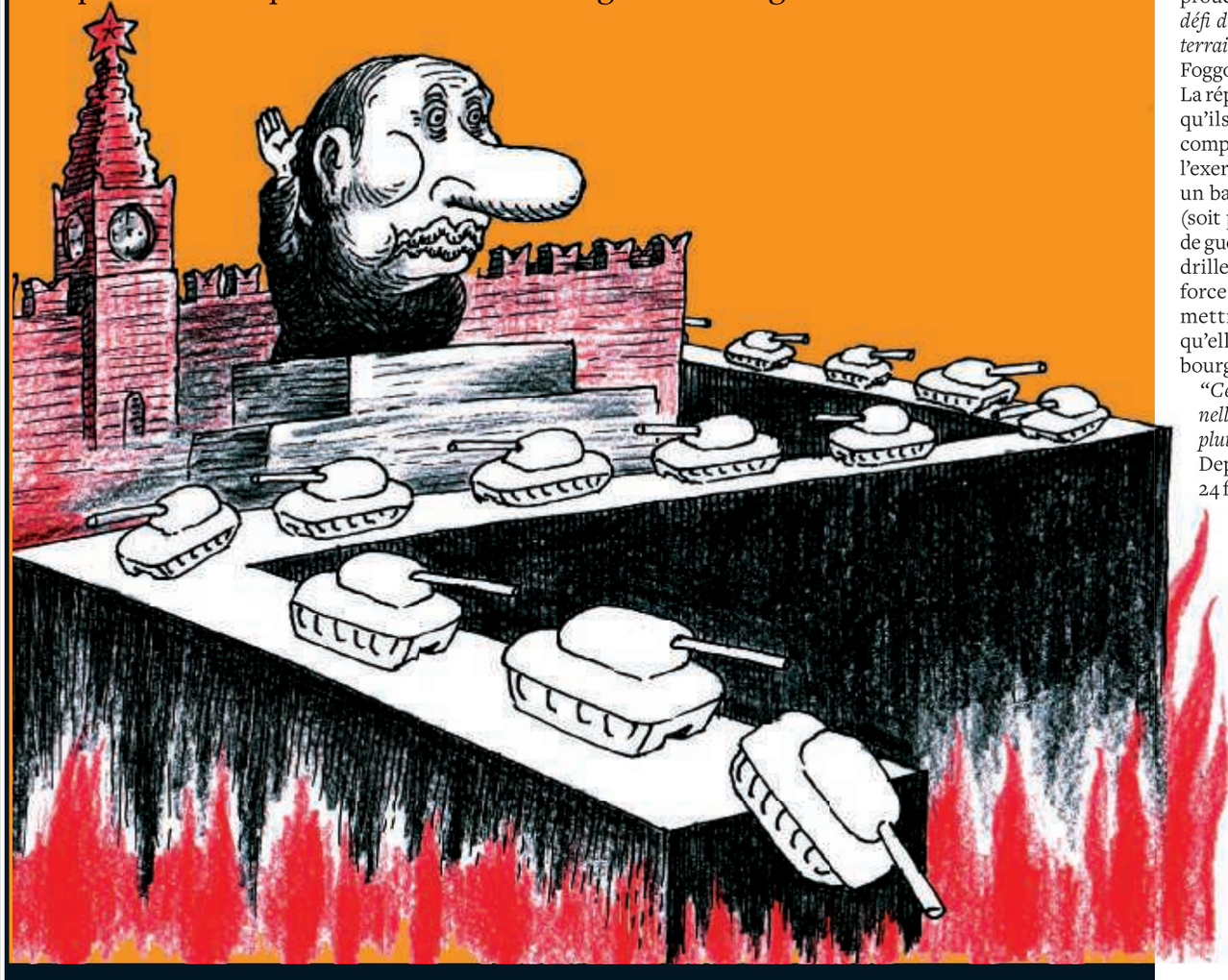


d'un continent à l'autre.
europe

Amériques..... 12
Afrique..... 14
Moyen-Orient... 18
Asie 22
France 24

Ukraine. Les raisons du fiasco de l'armée russe

La Russie, qui n'avait pas combattu une armée organisée depuis la prise de la Mandchourie, en 1945, souffre en Ukraine de plusieurs défaillances, détaille l'hebdomadaire de référence britannique *The Economist*. Sans parler des rangs russes, qui ont été décimés : 15 000 morts en deux mois, plus que les pertes soviétiques en une décennie de guerre en Afghanistan.



↙ *Dessin de* **Kazanevsky,** *Ukraine.*

—The Economist *Londres*

À l'été 2018, la mission qui lui a été confiée d'organiser le plus grand exercice militaire de l'Otan depuis la guerre froide a bien occupé l'amiral James Foggo, alors commandant des forces navales américaines en Europe et en Afrique. Baptisé Trident Juncture, l'exercice allait mobiliser au mois d'octobre 50 000 hommes, 250 aéronefs et 65 navires de guerre dans la zone arctique européenne. Aussi ardu que semblât le défi d'un point de vue logistique, c'était une promenade de santé comparé à ce que la Russie projetait en Sibérie en septembre de la même année. Les manœuvres Vostok seraient les plus vastes depuis Zapad, l'exercice militaire pharaonique organisé en 1981 par l'Union soviétique, claironnait Sergueï Choïgou, le ministre de la Défense russe : elles allaient mobiliser 300 000 hommes, 1 000 aéronefs et 80 navires de guerre.

"Voyous indisciplinés". Une véritable prouesse logistique. *"C'était déjà un vrai défi de coordonner 50 000 hommes sur le terrain"*, se souvenait récemment l'amiral Foggo. *"Comment [les Russes] ont-ils fait ?"* La réponse, a-t-il fini par comprendre, est qu'ils ne l'ont pas fait, justement. Une compagnie (150 hommes maximum) de l'exercice Vostok était comptée comme un bataillon, voire comme un régiment (soit près de 1 000 hommes). Un navire de guerre était présenté comme une escadrille au complet. La supercherie sur les forces russes aurait peut-être dû nous mettre la puce à l'oreille avant même qu'elles ne s'embourbent dans les faubourgs de Kiev.

"Ce n'est pas une armée professionnelle, tranche l'amiral Foggo. *On dirait plutôt une bande de voyous indisciplinés."* Depuis qu'elles ont envahi l'Ukraine, le 24 février, les forces russes ne sont parvenues à prendre qu'une grande ville, Kherson, ainsi que les ruines de Marioupol et des bouts du Donbass, la région industrielle de l'Est qu'elles avaient occupée en partie en 2014 et qu'elles espèrent aujourd'hui conquérir en totalité. Ce maigre butin a eu un prix : 15 000 morts dans les rangs de l'armée russe, selon de récentes estimations britanniques, soit davantage en deux mois que les pertes soviétiques en une décennie de guerre en Afghanistan. L'invasion est à l'évidence un fiasco, à la surprise des généraux occidentaux, qui se demandent ce que cela dit exactement des capacités militaires de la Russie.

À la veille du conflit, les forces d'invasion russes étaient jugées

redoutables. Les agences de renseignements américaines prédisaient que Kiev tomberait en quelques jours. Certains hauts fonctionnaires européens pensaient qu'elle ne tiendrait pas plus de quelques semaines. Personne n'imaginait que la ville recevrait la visite de dignitaires deux mois après le début des combats, comme ce fut le cas du secrétaire d'État et du ministre de la Défense américains. On croyait alors que la Russie ferait à l'Ukraine ce que les États-Unis ont fait à l'Irak en 1991 : plonger le pays dans la stupeur et le soumettre à l'issue d'une campagne coup de poing, menée tambour battant.

Cette croyance reposait sur l'hypothèse selon laquelle la Russie avait elle aussi réformé son armée de fond en comble, comme les États-Unis pendant les dix-huit années qui ont séparé leur défaite au Vietnam de leur victoire dans la première guerre du Golfe. En 2008, une guerre avec la Géorgie, un pays de moins de quatre millions d'habitants, quoique victorieuse au bout du compte, avait mis au jour les carences de l'armée russe. La Russie utilisait un matériel obsolète, peinait à localiser l'artillerie géorgienne et souffrait d'une conduite et d'un commandement des opérations approximatifs. L'état-major aurait mis un jour dix heures à joindre le ministre de la Défense. *"Il est impossible de ne pas constater un certain décalage entre la théorie et la pratique"*, reconnaissait le chef des armées russes à l'époque. Pour combler cet écart, les forces armées ont été dégraissées et modernisées.

De 2008 à 2021, les dépenses militaires de la Russie ont doublé, et elle a testé ses nouveaux équipements en Syrie et dans le Donbass.

Les dépenses militaires ont presque doublé entre 2008 et 2021, pour atteindre 250 milliards de dollars (237 milliards d'euros), près du triple de celles de la Grande-Bretagne ou de la France. Près de 600 nouveaux avions, 840 hélicoptères et 2300 drones ont été ajoutés à l'arsenal entre 2010 et 2020. De nouveaux chars et missiles ont été fièrement exhibés lors des parades militaires à Moscou. La Russie a testé de nouvelles tactiques et ses nouveaux équipements dans le Donbass après la première invasion de l'Ukraine, en 2014, et aussi durant sa campagne de soutien à Bachar El-Assad, le dictateur syrien, l'année suivante.

Un général européen à la retraite confie que le fait de voir cette nouvelle armée modèle se casser les dents lui rappelle un voyage en Allemagne de l'Est et en Pologne qu'il avait fait à la fin de la guerre froide et qui lui avait permis de voir l'ennemi de près. *"On s'était rendu compte du niveau pitoyable de la IIIe Armée de choc"*, relate-t-il, faisant allusion à une formation soviétique souvent citée en exemple, établie à Magdebourg [en Allemagne de l'Est]. *"Une fois de plus, on s'est un peu laissé berner par leur propagande."*

Une interprétation plus charitable serait que l'armée russe a été handicapée en Ukraine moins par ses propres faiblesses que par les illusions dont se berçait Poutine. Son insistance à préparer la guerre en secret a compliqué la planification militaire. Le FSB, le successeur du KGB, l'avait assuré que l'Ukraine fourmillait d'agents russes et tomberait rapidement, ce qui a sans doute motivé sa décision imprudente de déclencher les hostilités en envoyant des parachutistes faiblement armés prendre un aéroport de la banlieue de Kiev et des colonnes de blindés isolées marcher sur Kharkiv, occasionnant des pertes sévères à des unités d'élite.

L'effet de surprise ayant fait long feu, l'armée a choisi d'enfoncer plusieurs coins dans le deuxième pays d'Europe par la taille, divisant 120 groupes tactiques de bataillon (BTG, équivalent des groupements tactiques interarmes) environ en une myriade d'unités isolées et inefficaces. Une piètre tactique est ensuite venue aggraver une piètre stratégie : les blindés, l'infanterie et l'artillerie ont chacun mené leur propre campagne, déconnectés les uns des autres. Les chars, qui auraient dû être protégés par l'infanterie, erraient seuls et se sont fait décimer lors des embuscades tendues par les Ukrainiens. L'artillerie, pilier de l'armée russe depuis l'époque des tsars, a bien pilonné avec acharnement des villes comme Kharkiv et Marioupol, mais n'a pas eu raison des lignes ukrainiennes autour de Kiev.

Ces dernières semaines, responsables politiques et experts ont débattu des causes de l'échec russe. Certains ont dressé des parallèles avec la débâcle de l'armée française en 1940. Mais l'analogie est mal choisie, estime Christopher Dougherty, ancien stratège du Pentagone. *"Si la France a échoué, c'est parce qu'elle suivait une mauvaise doctrine [militaire]*, assure-t-il. *Si la Russie est en train d'échouer, c'est en partie parce qu'elle ne suit pas sa doctrine, c'est-à-dire ses principes fondamentaux dans la conduite de la guerre."*

L'inexpérience fait partie du problème. Comme l'a dit un jour l'historien Michael Howard, l'expertise qu'un officier accumule *"est presque unique, dans le sens où il n'aura peut-être qu'une seule occasion dans sa vie de la mettre à profit, et encore. C'est comme si un chirurgien devait s'entraîner toute sa vie sur des mannequins pour une seule opération sur un patient réel"*. Les États-Unis jouent du scalpel en continu ou presque depuis la fin de la guerre froide : il y a eu l'Irak, les Balkans, l'Afghanistan, la Libye, la Syrie, et ainsi de suite. La Russie n'a pas mené de guerre de cette ampleur contre une armée organisée depuis qu'elle a pris la Mandchourie aux Japonais, en 1945.

Une piètre tactique a empiré une piètre stratégie. Blindés, infanterie et artillerie ont chacun mené campagne, coupés les uns des autres.



Inquiétude dans l'air. Les choses qu'elle pouvait faire dans des conflits plus resserrés, comme dans le Donbass ou en Syrie – l'utilisation de capteurs électroniques sur les drones pour transmettre des informations à l'artillerie, par exemple – se sont avérées plus ardues à grande échelle. Et les choses qui semblaient faciles dans les guerres menées par les États-Unis, comme la destruction des défenses aériennes de l'ennemi, sont assez difficiles dans la réalité. L'armée de l'air russe enchaîne plusieurs centaines de sorties par jour, mais peine encore à localiser et à détruire des cibles en mouvement, et reste très dépendante de bombes conventionnelles non guidées ou *"gravitaires"* qui ne peuvent être larguées avec précision qu'à basse altitude, exposant ainsi ses avions au feu de la DCA. Toute armée commet des erreurs. Certaines plus que d'autres. Une bonne armée se reconnaît au fait qu'elle apprend rapidement de ses erreurs. En délaissant Kiev pour se focaliser sur le Donbass et en mettant un seul général, Alexandre Dvornikov, à la tête d'une campagne jusque-là cacophonique, la Russie montre tardivement des signes d'adaptation. Début avril, un haut fonctionnaire occidental, à qui l'on demandait si la Russie progressait, tactiquement parlant, a fait remarquer que les colonnes de blindés étaient toujours envoyées sans →10

9← soutien et en file indienne dans les secteurs tenus par les Ukrainiens – une manœuvre suicidaire.

Les malheurs russes tiennent pour partie à la résistance ukrainienne, soutenue par une avalanche d'armes et de renseignements en provenance de l'Ouest [*lire ci-dessous*]. *"Mais si les illusions russes volent en éclats, c'est aussi en raison d'un phénomène connu de longue date des sociologues militaires,* fait observer Eliot Cohen, de l'université Johns Hopkins, *à savoir que les armées, dans l'ensemble, présentent les mêmes traits distinctifs que les sociétés dont elles sont issues."* Or l'État russe, ajoute Eliot Cohen, *"repose sur la corruption, le mensonge, le mépris du droit et la coercition"*. Autant de caractéristiques qui ont été mises au jour par l'armée russe dans cette guerre.

Corruption et combativité. *"Elle injecte énormément d'argent dans la modernisation,* observe le général Pavel [ancien président du Comité militaire de l'Otan]. *Mais une grande partie de cet argent disparaît en chemin."* La corruption contribue sans aucun doute à expliquer pourquoi les véhicules russes ont été équipés de pneus chinois bas de gamme qui se sont enlisés dans la boue ukrainienne, et pourquoi tant d'unités russes se sont retrouvées sans radios cryptées et ont été obligées de se rabattre sur des modèles civils non sécurisés, voire sur les réseaux de téléphonie mobile ukrainiens. Ce qui pourrait bien avoir contribué à l'hécatombe de généraux russes (l'Ukraine affirme en avoir tué dix) en facilitant l'interception de leurs communications sur le front.

Mais la corruption ne fait pas tout. L'Ukraine aussi est corrompue, et pas beaucoup moins que la Russie : elles occupent respectivement les 122e et 136e places dans l'Indice de perception de la corruption publié par l'ONG Transparency International. Ce qui distingue vraiment les deux pays, c'est la combativité. Les soldats ukrainiens se battent pour la survie de leur pays. Beaucoup de Russes ne savaient même pas qu'ils partaient à la guerre jusqu'à ce qu'ils en reçoivent l'ordre à la frontière. Un spécialiste européen des renseignements révèle que des appelés – que Poutine avait promis publiquement, à plusieurs reprises, de ne pas envoyer à la guerre – ont subi des pressions pour signer des contrats qui auraient fait d'eux des soldats de métier. D'autres ont tout bonnement refusé de servir.

Des soldats mal entraînés et peu motivés sont un handicap dans n'importe quel conflit. Ils sont particulièrement mal adaptés pour gérer la complexité d'une guerre moderne interarmes qui nécessite de coordonner l'action des chars, de l'infanterie, de l'artillerie et de l'aviation.

Les soldats russes ont bu comme des trous, pillé logements et magasins, et tué des civils. Pour cela, certains ont été décorés.

Il fallait déborder d'optimisme pour tenter ce type de coordination pointue en Ukraine avec des jeunes renfrognés, poussés à s'enrôler par d'autres, sustentés à coups de rations périmées et équipés de véhicules mal entretenus.

Une telle mission requiert au minimum un commandement qui tient la route. Or lui aussi fait défaut. Les sous-officiers – des militaires de carrière qui entraînent et encadrent les hommes – sont l'épine dorsale des forces armées de l'Otan. La Russie ne propose pas ce type d'encadrement. Elle dénombre *"trop de colonels et pas assez de caporaux"*, résume un spécialiste européen de la défense. La formation est rigide et datée, poursuit-il, obnubilée par la Seconde Guerre mondiale et trop peu tournée vers les conflits modernes. Ce qui explique peut-être que la doctrine soit passée à la trappe. Des manœuvres qui pouvaient paraître simples pendant l'exercice Vostok et d'autres semblent plus difficiles à reproduire sous le feu ennemi et loin du pays.

Si tant est qu'ils aient étudié leur histoire militaire, les officiers russes semblent s'être imprégnés des pires enseignements des guerres d'Afghanistan, de Tchétchénie et de Syrie. Pendant leur occupation du nord de l'Ukraine, les soldats russes n'ont pas seulement bu comme des trous et pillé des logements et des magasins, ils ont également tué de nombreux civils. Et certains ont été récompensés pour cela. Le 18 avril, la 64e brigade de fusiliers motorisés, accusée d'un massacre de civils à Boutcha, a été décorée par Poutine pour *"son héroïsme et son courage"* et s'est vu accorder l'honneur de devenir une *"unité de la Garde"*.

La sauvagerie et la désorganisation des forces russes en Ukraine rappellent tout à fait ce qui s'est passé récemment en Syrie. Le bombardement des hôpitaux ukrainiens fait écho à celui des hôpitaux syriens. De la même manière, les officiers israéliens qui suivaient l'armée de l'air russe de près en Syrie ont été surpris de constater qu'elle était à la peine dans les domaines de la défense aérienne, de l'acquisition d'objectifs et des sorties cadencées. Au bout du compte, ils sont arrivés à la conclusion que la Russie n'avait pas l'entraînement, la doctrine et l'expérience qui lui auraient permis de tirer profit de ses avions de combat dernier cri.

Certains des amis de la Russie semblent en tirer le même enseignement. Syed Ata Hasnain, général indien à la retraite qui a commandé les forces indiennes au Cachemire, ne peut que constater *"l'incompétence russe sur le terrain"*, fruit de l'hubris de Moscou et de sa réticence à observer les fondamentaux de la guerre. Un groupe de diplomates et de généraux indiens à la retraite associés à la Vivekananda International Foundation, un laboratoire d'idées proche du gouvernement indien, s'est récemment penché sur l'*"impréparation manifeste"* de la Russie et son *"incompétence logistique criante"*. Le fait que l'Inde soit le premier acheteur d'armes russes confère une résonance particulière à leurs conclusions : *"La qualité de la technologie russe, que l'on croyait jusqu'alors supérieure, est de plus en plus souvent mise en doute"* – même si l'Ukraine, bien sûr, utilise en grande partie le même équipement.

"Bernés par les parades". Un processus de réévaluation analogue des capacités militaires russes a été engagé au sein des forces armées occidentales. Certains affirment que la menace russe qui plane sur l'Otan n'est pas aussi grave qu'on ne le craignait. *"La réputation de l'armée russe a souffert et va mettre des années à s'en relever"*, peut-on lire dans une évaluation récente d'un gouvernement de l'Otan. *"Elle a fait la démonstration qu'elle valait bien moins que la somme de ses composants dans un conflit moderne complexe."* Cependant, une autre école de pensée met en garde contre les jugements trop hâtifs. Il est encore tôt pour tirer des conclusions à l'emporte-pièce, prévient ainsi un cadre de l'Otan : la guerre est toujours en cours, et les deux camps s'adaptent.

Si l'une des erreurs de la Russie a été de se reposer sur les lauriers de la prise de la Crimée à l'Ukraine en 2014 et de la protection réussie du régime d'Assad, en Syrie, en 2015, il existe a contrario un risque que les ennemis de la Russie ne

Un isolement géopolitique qui inquiète

●●● Le 16 mai, l'intervention d'un officier russe en retraite dans un talk-show politique sur la chaîne fédérale Russie 1 a fait grand bruit et généré beaucoup de reprises dans la presse occidentale. Comme le relate le site russe d'opposition en exil **Meduza**, les *"grands médias du monde"* ont relayé les *"doutes exprimés à la télévision russe quant au succès de 'l'opération spéciale'"*. Mikhaïl Khodarenok, aujourd'hui expert des questions militaires dans les médias russes, a en effet mis en garde les forces russes contre les capacités de résistance à long terme de l'armée ukrainienne. Il a alerté sur la mobilisation possible de 1 million de combattants ukrainiens, toute la question étant de savoir à quel point cette armée serait équipée d'armes modernes. *"S'ils devaient compter sur leurs propres forces, les soldats ukrainiens ne pourraient rien faire, mais compte tenu du lancement imminent de la procédure américaine de Lend-Lease et de l'aide européenne, la perspective de 1 million de soldats ukrainiens bien armés est à considérer comme une réalité à brève échéance"*, a alerté l'expert. Le président Biden a en effet réactivé le 9 mai la loi prêt-bail datant de la Seconde Guerre mondiale pour accélérer la livraison d'armements à l'Ukraine. Mikhaïl Khodarenok a par ailleurs jugé *"préoccupante"* la situation d'*"isolement géopolitique"* de la Russie : *"Contre nous se dresse une coalition de 42 pays, tandis que nos moyens militaires, techniques et politiques sont malgré tout limités."*

40

MILLIARDS DE DOLLARS

C'est la somme inscrite dans le plan d'aide militaire et humanitaire d'urgence à l'Ukraine, approuvé *"à une écrasante majorité"*, le 19 mai, par le Sénat américain. Celui-ci a agi *"rapidement pour renforcer le soutien des États-Unis à une lutte de plus en plus longue et coûteuse contre une invasion russe brutale"*, écrit le **New York Times**. Ce programme est le plus important adopté par le Congrès *"depuis au moins deux décennies"*, relève le quotidien. Après une première enveloppe en mars, *"l'investissement américain total dans la guerre en un peu plus de deux mois atteint près de 54 milliards de dollars [51 milliards d'euros]"*.

s'empressent de tirer des conclusions de la pagaille qui règne actuellement en Ukraine. Michael Kofman, du think tank CNA, reconnaît que d'autres experts et lui-même *"ont surestimé les effets des réformes… et sous-estimé les planches pourries qu'il y avait sous* [Sergueï] *Choïgou"*. Mais tout est affaire de contexte, précise-t-il. Ces dernières années, les scénarios qui ont retenu l'attention des stratèges de l'Otan n'ont pas été des guerres à l'échelle de celle-ci, mais des opérations de grignotage plus modestes et plus réalistes, par exemple l'invasion par la Russie de certaines zones des pays Baltes ou la prise d'îles comme le Svalbard, en Norvège.

Or des guerres de ce type pourraient s'achever bien différemment du fiasco ukrainien. Elles débuteraient sur un front resserré, mobiliseraient moins de forces et engendreraient dès lors moins de tensions

Les forces russes s'useront avant d'atteindre leurs objectifs dans le sud et l'est de l'Ukraine, et avant une nouvelle offensive sur Kiev.

logistiques, explique Michael Kofman. Sans compter que ni le Kremlin ni l'état-major russe ne sous-estimeraient l'Otan comme ils l'ont fait, à tort, avec l'armée ukrainienne. Et si le gouvernement russe ne cherche pas à minimiser le conflit en le qualifiant de simple *"opération militaire spéciale"*, comme il l'a fait en Ukraine, il pourrait mobiliser des réservistes et des appelés en bien plus grand nombre. Par ailleurs, des moyens militaires russes de première importance, comme les armes antisatellites et les sous-marins modernes, n'ont pas été mis à profit du tout en Ukraine.

La géographie compte aussi. Si la logistique russe fait étrangement penser à la vieille armée soviétique, observe Ronald Ti, spécialiste de la logistique militaire qui enseigne au Baltic Defence College, en Estonie, sa dépendance au rail poserait moins de problèmes en cas d'offensive dirigée contre les pays Baltes. *"Une opération surprise qui verrait les Russes s'emparer d'une partie du territoire estonien est tout à fait dans leurs capacités*, analyse-t-il, *parce qu'ils pourraient facilement en assurer l'approvisionnement à partir des têtes de ligne."* (Reste à savoir si l'aviation russe, dont l'inexpérience et les failles sont désormais mises au jour, serait en mesure de protéger ces voies ferrées contre des frappes de l'Otan).

Pour Michael Kofman, la question de savoir *"quelle est la part de responsabilité de l'armée dans ce fiasco – elle semble notable à bien des égards – et quelle est la part de responsabilité de la stratégie"* n'a pas encore trouvé de réponse à ce jour. *"Les dirigeants savent des choses sur leurs capacités militaires et leur envie de combattre que les autres pays ne savent pas*, écrivait [le politologue américain] James Fearon, *et, lors des négociations, ils peuvent être tentés de dissimuler ces informations confidentielles afin d'obtenir un accord qui leur est plus favorable."* Ce qui expliquerait en partie pourquoi la Russie a tant gonflé ses prétendues prouesses lors de l'exercice Vostok. Et ça peut marcher. *"Je soupçonne que beaucoup d'entre nous ont été bernés par les parades du jour de la Victoire, qui nous ont montré le matériel dernier cri de l'armée"*, poursuit le général européen.

La bataille du Donbass ne permettra pas de clore ce débat. Une armée russe qui prend le dessus dans une guerre d'usure à la faveur de sa puissance de feu et de sa supériorité numérique n'aura toujours rien à voir avec l'armée modulable high-tech qu'on nous a vendue ces dix dernières années. Ce qui est plus probable, c'est que les forces pataudes de Moscou s'épuiseront bien avant d'atteindre leurs objectifs dans le sud et l'est de l'Ukraine – et bien avant de monter une nouvelle offensive sur Kiev. Les stratèges militaires internationaux suivront les progrès de la Russie dans les semaines à venir, mais analyseront aussi ce qu'ils disent de la capacité de résistance de l'armée russe, de sa faculté d'adaptation et des compétences de son commandement. Comme un couteau qu'on enfonce dans une vieille planche, ces progrès révéleront jusqu'à quelle profondeur le bois est pourri.—

Publié le 9 mai

Des limogeages en série

●●● Le Kremlin aurait licencié plusieurs hauts responsables militaires, a signalé **The Times** le 19 mai. Selon les services de renseignements britanniques, cités par le quotidien de Londres, les licenciements sont dus aux *"mauvaises performances"* lors de l'invasion de l'Ukraine. Le lieutenant général Sergueï Kissel, qui commandait la Ire armée de chars d'élite de la Garde, a été suspendu après avoir été incapable de prendre Kharkiv, la deuxième plus grande ville d'Ukraine, a relevé le ministère de la Défense britannique. Le vice-amiral Igor Ossipov, qui commandait la flotte russe de la mer Noire, a *"probablement"* été suspendu après le naufrage du vaisseau amiral *Moskva*, en avril. Le général Valeri Guerassimov, chef d'état-major général, reste probablement en poste, bien qu'il ne soit pas sûr qu'il *"conserve la confiance du président Poutine"*, a ajouté le ministère de la Défense.

Le désarroi des blogueurs russes

●●● Selon le site américain **Institute for the Study of War,** les analyses des blogueurs militaires russes suivant l'actualité de la guerre en Ukraine seraient désormais *"sceptiques quant aux efforts russes en Ukraine et de plus en plus conformes aux évaluations occidentales des échecs militaires russes en Ukraine"*. Le site, qui publie quotidiennement résumés et cartes des actions menées par l'armée russe, revient notamment sur le blog d'Igor Strelkov, ancien membre du FSB et brièvement à la tête du ministère de la Défense de la république autoproclamée du Donbass en 2014, qui estime que *"l'offensive russe a échoué"* et que *"pas une seule commune importante n'a été libérée"* dans la région. Selon Strelkov, l'échec n'est pas étonnant, la stratégie russe s'avérant trop transparente : *"Les troupes ukrainiennes savent exactement comment réagir au mieux."* Il avertit que les troupes russes se battent jusqu'à l'épuisement en se soumettant aux *"règles fixées par l'ennemi"*. *"Le désenchantement des blogueurs prorusses pourrait alimenter le mécontentement en Russie même"*, affirme le site.

SOURCE



THE ECONOMIST

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire, 1583 955 ex.
economist.com

Grande institution de la presse britannique, *The Economist*, fondé en 1843 par un chapelier écossais, est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale. Ouvertement libéral, il défend le libre-échange, l'immigration, la mondialisation et le libéralisme culturel. Il est imprimé dans six pays, et 85 % de ses ventes se font à l'extérieur du Royaume-Uni.



amériques

Colombie. La gauche à une marche du pouvoir

Pour la première fois, le pays pourrait choisir un président de gauche. Gustavo Petro est le favori de l'élection, dont le premier tour a lieu le 29 mai.

—Americas Quarterly
New York

En 2018, Gustavo Petro n'a jamais été favori pendant la campagne présidentielle colombienne. Jugé trop à gauche pour le pays à l'époque, c'est de justesse qu'il est arrivé au second tour contre Iván Duque, de droite, qui l'a emporté avec 12 points d'avance.

En 2022, la grande question est de savoir si Gustavo Petro – et la Colombie elle-même – a assez changé pour que l'issue du scrutin soit différente.

La Colombie est bel et bien différente. En quatre ans de mandat, la cote de popularité d'Iván Duque a chuté d'environ 55 % à 20 %. Des manifestations récurrentes et parfois violentes [au printemps 2021], déclenchées par sa réforme fiscale, ont été exacerbées par une répression policière intraitable et parfois mortelle.

Le marché de l'emploi, durement frappé pendant la pandémie de Covid-19, ne s'est que partiellement rétabli, et le taux de chômage restait supérieur à 12 % en février 2022. Selon l'institut de sondage Invamer, 85 % des Colombiens pensent que leur pays n'est pas sur la bonne voie.

Juan Gabriel Gómez, professeur à l'Université nationale de Bogota, explique : *"La situation socio-économique est beaucoup plus complexe. [En 2018,] les Colombiens pensaient prendre un nouveau départ, avoir une chance de résoudre des problèmes anciens… Mais aujourd'hui, en 2022, ces attentes ont été complètement déçues."*

Il est d'autant plus complexe de déterminer si Petro a changé, et comment. Le sénateur de 62 ans, maire de Bogota de 2012 à 2015, semble vouloir rassurer ceux qui craignent qu'il soit quelque peu autoritaire en adoucissant certains points de son programme.



En 2021, il a déclaré que la Colombie avait besoin *"de démocratie et de paix"* et non d'un régime socialiste. Il a complètement renoncé à une proposition évoquée lors de la campagne précédente, soit l'organisation d'un référendum constitutionnel. Comme en 2018, il a signé un engagement à n'exproprier *"rien ni personne"*.

Gustavo Petro est aussi beaucoup plus déterminé à créer des alliances avec les partis traditionnels qu'il y a quatre ans.

Juan Gabriel Gómez précise : *"Il a ouvert sa porte à des personnalités traditionnelles qui n'ont eu quasiment aucun accès aux ressources publiques pendant le mandat de Duque. Tout ça ressemble beaucoup à de l'opportunisme politique. Si ces responsables avaient trouvé une meilleure proposition, c'est celle-là qu'ils auraient choisie."*

À l'approche du premier tour, prévu le dimanche 29 mai, il est manifeste que Gustavo Petro reste fidèle à lui-même : un homme coutumier des piques personnelles contre ses adversaires politiques et contre la presse, et un homme qui semble improviser ses grandes politiques publiques.

En mars, Petro a qualifié de *"néonazi"* sur Twitter un éditorialiste qui critiquait son programme sur les retraites.

En 2020, il a déclaré qu'il encouragerait la désobéissance civile, notamment le refus de financer les services publics, car il jugeait le gouvernement de Duque *"illégitime"*. Il y a peu, il a évoqué la nécessité d'octroyer une *"grâce sociale"* généralisée après des révélations sur son frère qui avait rendu visite en prison à un ancien maire et député coupable de corruption.

Petro a ensuite précisé qu'il ne défendait pas la grâce judiciaire de criminels, qu'ils soient cols blancs ou non, mais les sondages portent à croire que cet épisode pourrait le desservir dans les urnes.

Tout est une affaire de contexte. La Colombie n'a jamais élu de président de gauche et, en raison de ses conflits armés avec des guérillas marxistes [Farc, ELN…], de nombreux électeurs se méfient des grandes transformations promises par les figures politiques de gauche. Certaines idées de Petro et la façon dont il les présente poussent certains à douter de son attachement aux normes politiques et juridiques.

Petro affirme qu'il suspendrait les projets pilotes actuels de fracturation hydraulique et les nouvelles prospections pétrolières, alors que le pétrole représente environ la moitié des exportations colombiennes.

Il souhaite augmenter les impôts des 4000 personnes les plus riches du pays et réaffecter les fonds de pension privés à un système public, qui, d'après ses détracteurs, équivaudrait à l'expropriation de fortunes privées.

> **"Petro n'est ni un penseur radical ni un réformiste radical, plutôt un populiste incompétent."**
> **Miguel Silva,** FONDATEUR D'UN CABINET DE CONSEIL

Petro a déclaré que sa première mesure, en tant que président, serait de déclarer l'état d'urgence pour remédier à la faim dans le pays. Près de 16 millions de personnes en Colombie vivent avec deux repas ou moins par jour. Petro a précisé dans une interview que l'état d'urgence ne concernerait que la sécurité alimentaire et serait cadré à la fois par le Congrès et la justice.

Au vu du tempérament et des antécédents de Petro, notamment son appartenance jadis à la guérilla du Mouvement du 19 Avril, dite M-19 [démobilisée en 1990], ses remarques ont ranimé la crainte qu'il contourne les garde-fous juridiques traditionnels s'il n'arrive pas à ses fins. *"Petro n'a rien perdu de son arrogance. Il est convaincu qu'il a réponse à tout"*, résume Juan Gabriel Gómez.

Miguel Silva, fondateur du cabinet-conseil colombien Galileo 6, affirme : *"Ce n'est pas un penseur radical et ce n'est pas un réformiste radical. Il relève plutôt du populiste incompétent. Quand il était maire de Bogota, il n'a pas vraiment su mettre en œuvre de grands changements."* Quand bien même, après deux campagnes présidentielles consécutives, Petro – qui recueille actuellement entre 38 % et 40 % des intentions de vote au premier tour – n'a jamais été aussi bien placé pour accéder à la présidence. Les Colombiens sont exaspérés par le statu quo et, pour beaucoup d'entre eux, Petro parle avec justesse des maux qui frappent leur pays.

Quête de changement. Ses principaux adversaires font aussi face à des difficultés. L'ancien maire de Medellín Sergio Fajardo [centriste] s'en est mal sorti aux primaires du 13 mars et il recueille maintenant moins de 10 % d'intentions de vote.

Un autre ancien maire de Medellín, Federico Gutiérrez, de droite, a actuellement des intentions de vote proches de celles de Petro, selon le scénario hypothétique d'un second tour entre les deux hommes, mais Gutiérrez est associé dans les esprits au gouvernement très impopulaire d'Iván Duque.

À l'heure où tant d'électeurs sont en quête de changement, les promesses de Petro pourraient susciter assez d'intérêt pour qu'il transforme l'essai.

Mauricio Reina, commentateur politique et chercheur au centre de réflexion Fedesarrollo, affirme : *"Petro n'est pas vaincu, mais il n'est pas victorieux non plus. Tout est encore possible. Son rival, pour l'instant, est surtout son impopularité, plutôt qu'un autre candidat en particulier."*

—Benjamin Russell
Publié le 25 avril

↙ *Dessin de* **Cajas** *paru dans* **El Comercio,** *Quito.*

SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

En Amérique latine, une "nouvelle" nouvelle gauche s'installe au pouvoir Ces derniers mois, de nouveaux présidents de la gauche progressiste sont arrivés au pouvoir. Un constat du site **Latinoamérica21.**

VOS CÉRÉALES VIVENT LEUR MEILLEURE VIE



Suggestion de présentation

100% végétal

C'EST BON ÇA !

À tous les intolérants aux produits sans saveur, ce délice 100 % végétal à la vanille est fait pour vous. Tout doux et riche en goût, vous aussi vous allez vivre votre meilleure vie.

D.P.F.F. 672 039 971 R.C.S Nanterre

Pour votre santé, évitez de manger trop gras, trop sucré, trop salé. www.mangerbouger.fr

afrique

Niger. L'alliance crée la défiance

Le pays a misé sur l'accueil de forces militaires occidentales, notamment celles de l'opération française Barkhane. Mais l'opinion locale redoute les répercussions de cette stratégie.



↑ *Emmanuel Macron et les présidents africains: Mohamed Bazoum (Niger), Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire), Nana Akufo-Addo (Ghana), Macky Sall (Sénégal). Dessin de* **Glez,** *paru sur le site* **RFI Mandenkan et Fulfulde,** *Dakar.*

—Al-Jazeera English *Doha*

En avril, le Parlement nigérien a approuvé un projet de loi permettant le redéploiement du Mali vers le Niger de deux missions de lutte contre le terrorisme menées par les Français : l'opération Barkhane, de l'armée française, et la Task Force Takuba, composée d'unités européennes. Au cours des prochains mois, quelque 2400 soldats français et 900 membres de la Takuba doivent quitter le Mali en raison des tensions avec le gouvernement militaire malien.

À partir de 2012, des groupes rebelles au Mali se sont soulevés contre l'État, menant une campagne de terreur qui s'est diffusée à d'autres pays du Sahel, notamment au Niger. Plusieurs groupes armés liés à Al-Qaida et à l'organisation État islamique (EI) ont exploité le mécontentement local, les tensions intercommunautaires et l'absence de gouvernance pour s'emparer de vastes territoires dans des zones échappant au contrôle de l'État. Peu à peu, la zone couvrant le centre du Mali, le nord du Burkina Faso et l'ouest du Niger est devenue l'épicentre d'un violent conflit.

Aux yeux des observateurs de la région, le vote de cette loi n'est pas surprenant. Depuis dix ans, le Niger se présente comme une oasis de stabilité dans cette région en crise et comme un partenaire fiable pour les pays européens qui redoutent que cette flambée de violence ne nuise à leurs intérêts économiques et n'exacerbe la vague migratoire d'Afrique vers l'Europe. Dans ce contexte, le pays a pu profiter de l'aide occidentale pour renforcer sa puissance militaire.

En février, le président nigérien, Mohamed Bazoum, a approuvé la décision de la France de retirer ses troupes du Mali alors que ses liens avec Bamako sont rompus. Ensuite, en mars, les partis de la coalition gouvernementale ont affiché leur soutien sans faille à l'arrivée de forces étrangères.

Cette décision d'accueillir des forces européennes constitue *"le dernier épisode d'une politique constante depuis plus de dix ans"*, déclare Rahmane Idrissa, chercheur au Centre d'études africaines de l'université de Leyde, à *Al-Jazeera*. *"En 2011, au vu du chaos engendré par la chute de Kadhafi en Libye, à Niamey, dans la capitale du Niger, on a redouté que la sécurité ne se dégrade fortement dans la région,* poursuit-il. *Dès lors, le gouvernement a demandé de l'aide à l'Occident, aux Français et aux Américains."*

Les troupes nigériennes font partie de l'opération Barkhane et du partenariat transsaharien de lutte contre le terrorisme, conclu avec les États-Unis. Le pays abrite une base militaire française et une base aérienne américaine. L'Allemagne gère un centre logistique à Niamey et, comme l'Italie et le Canada, elle participe à la formation des forces spéciales nigériennes.

En 2015, en échange du soutien et de l'aide au développement des Européens, le Niger a adopté une loi controversée contre le trafic humain, qui criminalise le transport de migrants dans toute l'Afrique de l'Ouest. Cette mesure était primordiale pour l'Union européenne, dont les côtes méridionales étaient submergées par une vague de migrants africains. La ville d'Agadez, dans le nord du Niger, est un carrefour central des routes migratoires transsahariennes. Même si le nombre de migrants a depuis drastiquement chuté, cette politique a été critiquée car elle met à mal les fragiles dynamiques locales et aggrave l'insécurité dans la région.

Le Niger a encore amélioré son image quand le président Mahamadou Issoufou [2011-2021] a annoncé qu'il n'allait pas modifier la limite de deux mandats prévue par la Constitution, contrairement à d'autres dirigeants africains. Il s'agissait en réalité d'une décision calculée, visant à éviter un éventuel coup d'État.

> **"Au Mali, l'insécurité s'est aggravée. La présence des Français au Niger ne changera rien."**
> **Amadou Arouna Maiga,** DU COMITÉ UNION TILLABÉRI

Une décision qui a fait les gros titres des médias mondiaux, lesquels ont salué la première transition pacifique du pouvoir dans l'histoire du Niger, à une période où les putschs se multiplient en Afrique de l'Ouest. *"Issoufou savait qu'il n'avait pas à mettre la barre haut pour passer pour un démocrate"*, commente Alex Thurston, professeur assistant de sciences politiques à l'université de Cincinnati, dans l'Ohio.



En février 2021, Mohamed Bazoum, ancien ministre de l'Intérieur et candidat du Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme, d'Issoufou, a été élu à la présidence du pays. Le président français, Emmanuel Macron, a salué le transfert pacifique du pouvoir, en dépit des accusations massives de fraudes par l'opposition.

Pari risqué. *"L'Occident a détourné la tête quand les autorités ont invoqué la loi [qui prévoit que toute personne condamnée à une peine égale ou supérieure à un an n'est pas éligible] pour contenir les ambitions de Hama Amadou [ce rival d'Issoufou, condamné dans une affaire qu'il a toujours niée, a été emprisonné et privé du droit de se présenter aux dernières élections]*, explique Alex Thurston à *Al-Jazeera*. *Les gouvernements occidentaux n'ont pas non plus regardé de très près ce qui s'est passé lors des élections de 2016 et de 2020-2021, qui présentaient toutes deux des irrégularités."*

Les experts estiment que Bazoum fait un pari risqué en supposant que les bénéfices de la présence française contrebalanceront les risques d'une exacerbation du sentiment antifrançais de la population. La décision d'accueillir davantage de forces européennes suscite d'abondantes critiques de la part des partis d'opposition, de la société civile et de l'opinion publique, tous de plus en plus sceptiques quant au rôle de la France dans la région.

Soumana Sanda, membre du parti d'opposition Modenfa (Mouvement démocratique nigérien pour une fédération africaine), rapporte que personne n'a pu consulter les conditions de l'accord, qu'il qualifie de *"blanc-seing"* du gouvernement. Plusieurs groupes de la société civile rejettent ce projet qui ne servirait pas les intérêts des Nigériens.

"Au Mali, l'insécurité n'a pas reculé, elle s'est aggravée. Alors au Niger, la présence des Français ne changera rien. Comme disait Charles de Gaulle, la France n'a pas d'amis, elle n'a que des intérêts", explique à *Al-Jazeera* Amadou Arouna Maiga, responsable du comité Union Tillabéri pour la paix, la sécurité et la cohésion sociale.

Coordinateur à Niamey du groupe international prodémocratique Tournons la page, Maikoul Zodi estime aussi que les forces étrangères ont prouvé leur inefficacité au cours d'une décennie d'opérations au Sahel. *"Nous avons besoin de partenariats qui bénéficient au développement de notre pays,* souligne-t-il. *La coopération avec l'Europe, la France en tête, est déséquilibrée et ne prend pas en compte les intérêts du peuple nigérien."*

Selon Alex Thurston, ce partenariat présente d'importants risques : *"Si le cycle d'abus des forces de sécurité, de défiance de la population et d'attaques djihadistes s'intensifie, les Français et Bazoum seront tenus pour responsables."* Une telle réaction en chaîne, comme on en déjà a vu dans la région, pourrait déclencher un soulèvement contre les autorités.

Rappelons qu'un coup d'État a déjà été déjoué en mars, après la victoire de Bazoum. Aujourd'hui, plusieurs factions subsistent au sein de l'armée. Il est à craindre que certains groupes tentent de s'emparer du pouvoir en profitant de la progression du sentiment antifrançais et de la récente vague de putschs dans la région.

—Mucahid Durmaz
Publié le 9 mai

SOURCE

AL-JAZEERA ENGLISH
Doha, Qatar
aljazeera.com
Déclinaison anglophone lancée en 2006 de la chaîne Al-Jazeera panarabe, Al-Jazeera English est destinée à un public non arabophone. Son site publie les informations et émissions diffusées sur la chaîne et se distingue par sa rubrique Al-Jazeera English in-depth, qui propose analyses et reportages de terrain "en profondeur".

Vous êtes à une page de voir une publicité pour une expo.

Prenez place pour le futur

MALI

Damnés sur leur propre terre

Dans la région frontalière du Niger et du Burkina Faso, les populations déplacées maliennes vivent dans un climat de terreur. Une chronique amère rédigée par un sociologue malien.



↙ *Dessin de* **Balaban,** *Luxembourg.*

—Maliweb (*extraits*) *Bamako*

Au matin du 7 avril 2022, de part et d'autre de l'axe Gao-Niamey, des tentes abritent les rescapés des combats de Tessit et de Talataye ayant opposé entre février et mars 2022 Aqmi [Al-Qaida au Maghreb islamique] et l'EIGS [État islamique au Grand Sahara]. C'était pour le contrôle de territoires dans la zone des "trois frontières" [zone frontalière du Burkina Faso, du Mali et du Niger, marquée par une concentration de menaces sécuritaires].

La majorité des déplacés de ces combats est issue des communautés daoussahak [pasteurs berbères] et chamanama [tribu touareg de la région de Ménaka], accusées de soutenir le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) [mouvement politique et militaire touareg né en 2016 d'une dissidence d'avec le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA)]. Le même MSA est accusé à son tour d'être un suppôt du pouvoir malien. Pendant ce temps, les pauvres populations, ces déplacés des zones de guerre, subissent les préjugés, les accusations d'intelligence avec l'ennemi, les humiliations, etc. Damnés sur leur propre terre.

Un climat de terreur et de peur règne dans le Septentrion. "*On a peur d'eux, et ils ont peur de nous*", me raconte un habitant de la cité des Askia. À quand la réconciliation? La peur, c'est aussi celle de mourir bêtement à cause d'une mine artisanale dissimulée. C'est aussi celle d'être enlevé par les groupes mafieux pullulant dans la zone. C'est celle des rackets ou du vol de bétail. C'est le règne de l'ordre sans foi ni loi.

Les déplacés ont peur d'être enlevés par les groupes mafieux qui pullulent dans la zone.

Par exemple, le nombre d'écoles fermées à Gao grimpe : environ 177. Presque 30 chefs de village ont abandonné leur village sous la pression de l'EIGS et d'Aqmi. Insupportable. L'absence de l'État a favorisé le développement des narcoterroristes. Qu'attendons-nous pour agir contre les risques de chaos sécuritaire et la criminalité organisée?

À Bamako, les autorités de transition semblent être engluées dans une espèce d'imbroglio. La mue annoncée, celle de la refondation, serait plus communicationnelle que pragmatique. La refondation est partout et nulle part. Les discours fleurissent, mais les choses restent les mêmes. Peu d'actions.

Dans le Septentrion, les populations, elles, sont invisibilisées. Elles sont écartelées entre deux extrêmes. D'un côté, les humiliations et la terreur; de l'autre, la soumission et la mort. Et donc, astucieusement, les groupes narcoterroristes morcellent les territoires et imposent leur pouvoir. Désespérant, si l'on se remémore les contestations populaires de 2020 à l'origine de la chute du pouvoir d'IBK [Ibrahim Boubacar Keïta, président du Mali de 2013 à 2020], accusé de mal gérer le Mali et de ne pas écouter les Maliens.

Par ailleurs, les populations de Gao rêvent d'accueillir le Premier ministre actuel, M. [Choguel] Maïga, l'enfant du pays, qui n'a toujours pas foulé le sol de ses ancêtres presque un an après sa nomination à la primature. N'est-il pas le meilleur moyen de prendre la température au-delà des fiches des conseillers de l'ombre?

Pions politiques. En attendant, le Mali est devenu une espèce de jouet entre les mains des grandes puissances. Chacun pousse ses pions, sacrifiant une pièce pour avancer. Realpolitik oblige. Le ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, déclare début mai que la compagnie militaire privée [Wagner] est présente au Mali sur "*une base commerciale*".

M. Lavrov prolonge les propos du président russe, Vladimir Poutine, tenus en février lors de sa conférence de presse avec le président français, Emmanuel Macron. M. Poutine disait déjà que des "*activités commerciales*" sont conduites au Mali par des sociétés privées russes et que le Kremlin n'a rien à voir avec les "*entreprises qui travaillent au Mali. Si le Mali a choisi de travailler avec nos entreprises, il a le droit de le faire.*" Mais Bamako nie collaborer avec une société privée russe comme Wagner. Bamako répète qu'il travaille avec des "*instructeurs russes*". On ergote çà et là.

Mais qui dit vrai? D'un point de vue analytique, Moscou ne veut pas s'exposer aux éventuelles sanctions de la communauté internationale à cause d'une armée de l'ombre. Par contre, le peuple malien doit avoir accès au contenu des accords de coopération avec la Russie. Dans tout ça, la France jubile. Contente de filer "*la patate chaude sécuritaire*" à la Russie. La dénonciation par Bamako du traité de coopération en matière de défense, le 2 mai, serait un avantage inespéré pour Paris de se retirer du Mali.

Qu'attendons-nous pour agir contre les risques de chaos et la criminalité organisée?

Je termine ce papier par là où je l'ai commencé : raconter le vécu des populations du Septentrion. "*Selon que l'on soit à Gao, Kayes, Ménaka, Ségou, Sikasso, Mopti ou Bamako, nous n'avons pas la même lecture de la transition. Nous, ici, nous sommes préoccupés par le devenir de la région de Gao*", me confie un habitant de Gao. Tout est dit. Cela signifie aussi que les autorités actuelles doivent mettre au travail le continuum historique et mémoriel entre les régions.

De retour à Bamako, ma valise de cabine débordait de courriers administratifs : budget, finances, etc. Ces administrations sont absentes à Gao. La crise sécuritaire a coagulé les services publics à Gao. Pauvre Mali. Le rétablissement de la sécurité pour protéger les populations et le retour de l'administration sont un des points d'orgue de la reconquête des territoires sous contrôle narcoterroriste. Des couloirs de négociations avec les Maliens embrigadés dans le terrorisme doivent être ouverts.

Ensuite, les leaders d'opinion et les intellectuels, [qu'ils soient] pour ou contre la transition [militaire au pouvoir], doivent pouvoir s'exprimer sans risquer la privation de liberté, et sans être confondus avec des agents étrangers. De nouveau, embrassons ce qui nous caractérise le plus, ce qui nous est cher : la tolérance, l'hospitalité.

Par optimisme, je continue à penser que le pire est derrière nous en pensant à mars 1991, date où les Maliens ont balayé le pouvoir dictatorial du général Moussa Traoré, après vingt-trois ans de règne. Mars 1991 reste la date fondatrice de la République en matière de liberté d'expression, d'idées de progrès, de dynamisme économique et d'ouverture sur le monde.

Ouvrons les portes du dialogue pour retrouver l'estime de la communauté internationale et des Maliens. S'enferrer dans une tour d'ivoire, ventilée par des alliés d'un jour, déconnectés de la réalité du terrain, n'est pas la voie royale pour être en lien avec le monde. Car le risque, c'est l'asphyxie. Le moment est venu de ne plus écouter ces crécerelles, ces rapaces à la "*tête globuleuse et au bec crochu*" qui volent au-dessus du Mali pour piquer les biens publics. Comme on le dit en bambara, *kalayé, ka Igné Tourala,* "voir un bâton, et planter son œil dedans".

—Mohamed Amara
Publié le 15 mai

Contexte

●●● La crise malienne ne revêt pas seulement une dimension politique ou géopolitique. Elle est aussi une crise humanitaire, avec des populations qui fuient les différents affrontements entre groupes armés. En mars 2022, plus de 1500 personnes avaient été chassées de leurs villages par les violents combats qui ont éclaté entre la coalition formée par le Mouvement pour le salut de l'Azawad (MSA) et un groupe terroriste affilié à Daech, dans la région de Ménaka, dans le nord du Mali.

SOURCE

MALIWEB
Bamako, Mali
maliweb.net
Certaines publications de la presse écrite malienne n'ont pas les moyens d'avoir leur propre site Internet, Maliweb.net propose de les héberger.

12e édition

Biennale Internationale Design Saint-Étienne

6 Avril – 31 Juillet 2022



BIFUR-CATIONS

CHOISIR L'ESSENTIEL

biennale-design.com

Une expérience] Saint-Étienne Hors Cadre [

Cité du design

SAINT-ÉTIENNE la métropole

Saint-Étienne Ville créative design

Loire Le département

La Région Auvergne-Rhône-Alpes

Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

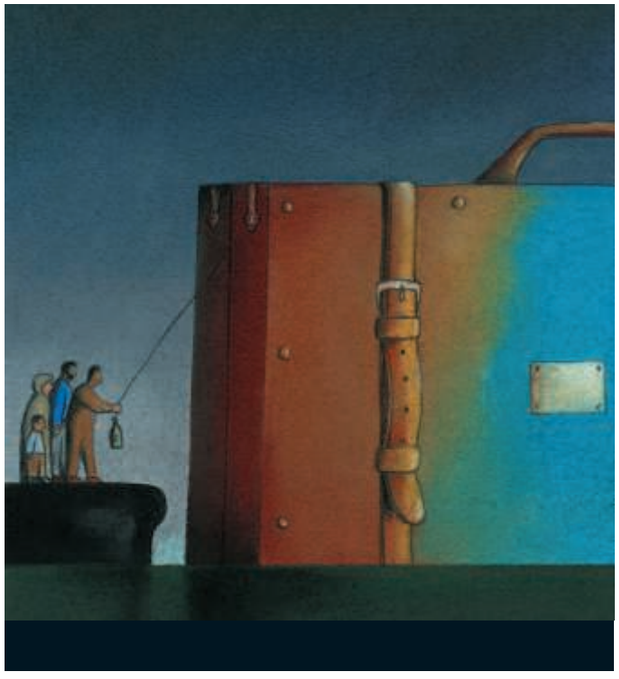
France22

unesco Membre du Réseau des Villes créatives

moyen-orient

Syrie. L'exil comme seul espoir

Dans les rues de Damas, on ne parle que de quitter le pays. Tout a un air provisoire et semble suspendu dans l'attente d'un départ imminent, raconte cette écrivaine syrienne.



↙ *Dessin de* **Cost** *paru dans* **Le Soir,** *Bruxelles.*

—Daraj *Beyrouth*

Dans un des vieux quartiers de Damas, à Qassaa, des jeunes sont rassemblés par grappes sur les larges marches d'une ruelle qui monte en escalier. Ils parlent à haute voix et l'on entend des dizaines de fois le mot *"émigration"*. À un moment, deux étrangers passent, conversant en anglais. L'un des jeunes s'approche et lance sur un ton exagérément plaintif : *"S'il vous plaît, des visas ! S'il vous plaît, des* kafala [*autorisations de travail pour les pays du Golfe*] *! S'il faut payer, on a de l'argent."* Les deux touristes s'éloignent à pas rapides, tandis que les jeunes ayant assisté au spectacle s'esclaffent à gorge déployée. Puis chacun se tait et revient à ses affaires personnelles.

Dans les rues de Damas, tout a un air provisoire et semble suspendu dans l'attente d'un départ imminent. Il y a les valises, surtout. Et puis tous ces récits de jeunes coincés devant tel ou tel poste-frontière. Ces récits que les Syriens et les Syriennes ont faits leurs, au point d'avoir l'impression qu'ils font partie de leur propre expérience personnelle.

Devant les guichets qui délivrent les passeports, une foule s'étend jusque sur le trottoir en face. Mohamed, lui, est revenu tout récemment de la frontière polonaise, désespéré. Il avait dépensé quelque 17 millions de livres syriennes [environ 6500 euros] pour arriver jusqu'en Biélorussie. Tout juste un mois avant son départ, il venait d'être diplômé en médecine.

À son retour au domicile familial, il s'est enfermé dans sa chambre pour dormir pendant deux jours d'affilée. Quand il s'est enfin réveillé, c'était pour annoncer à son père qu'il allait refaire une demande d'inscription dans une université étrangère, en Allemagne cette fois, qui offre des conditions d'admission favorables pour tout jeune médecin désireux de se spécialiser. *"Jamais je ne resterai ici"*, dit-il à son père.

Solution miracle. Pour les Syriens et les Syriennes, l'émigration apparaît comme la solution miracle à tous leurs problèmes et leurs échecs, qui s'accumulent jour après jour. *"L'argent que cela me coûte pour fuir ma situation ici, je pourrai le rembourser au bout d'un mois à partir du moment où je réussis à obtenir l'asile quelque part"*, affirme Moujab. Il se montre sûr de pouvoir rassembler la somme considérable dont il aurait besoin. Rabia, autre jeune Syrien, a poussé sa mère à vendre le seul lopin de terre qu'elle possédait dans son village, lui promettant de faire en sorte qu'elle puisse le rejoindre en exil *"au bout d'un an, au plus tard"*.

Les Syriens et les Syriennes placent dans l'émigration beaucoup d'espoir. Des familles entières pensent à quitter le pays. Ahlam refuse catégoriquement de laisser son mari partir seul. Lui propose d'emmener son fils, le benjamin de la famille, en disant qu'elle pourrait ensuite le rejoindre avec leurs deux filles aînées. Mais Ahlam ne veut pas en entendre parler : *"Soit on part tous ensemble, soit on meurt tous ensemble."*

> **"Soit on part tous ensemble, soit on meurt tous ensemble."**
>
> **Ahlam,**
> MÈRE DE TROIS ENFANTS

La plupart des familles syriennes vivent des aides que leur envoient leurs fils, leurs frères, leurs proches installés à l'étranger. Ces familles attendent ces aides comme un salaire qui leur est dû tous les mois pour subvenir à leurs besoins.

Il y a également les difficultés croissantes de la vie quotidienne, la rapidité avec laquelle le niveau de vie se dégrade et la crainte que le pire est à venir. Au marché Al-Khoja [près du centre historique, spécialisé dans les bagages], deux jeunes achètent chacun une valise. Le vendeur essaie de les convaincre d'acheter un grand modèle, mais ils veulent la petite qui est étanche et dotée d'un cadenas à combinaison numérique. Cela veut dire qu'ils comptent prendre la mer en direction de la Grèce, conclut le vendeur, qui s'applique à les rassurer sur la solidité de sa marchandise, tout en les mettant en garde contre le peu de scrupules et la cupidité insatiable des passeurs.

Tous les matins, Oum Rawwad prépare la grande cafetière, celle qui contient quatre tasses, avant d'ouvrir le groupe WhatsApp familial pour converser avec ses trois fils. Tous les trois sont partis, chacun dans un pays différent. Mais chaque nouveau jour qui se lève, ils l'accueillent ensemble, par un *"réveil familial"*, selon l'expression d'Oum Rawwad, qui range la cafetière encore presque pleine dans l'attente du lendemain matin, tandis que les [trois] tasses, toutes propres, restent sur la table, comme une présence des trois fils absents.

C'est un parfum d'absence qui domine les rues de Damas. L'odeur de café rappelle ceux qui sont partis ; la vue d'une valise aiguise l'envie de partir à son tour. Sur les écrans bleuâtres des téléphones portables défilent les images des autres, ceux qui sont déjà partis et qui sont accueillis dans quelque aéroport étranger par d'autres membres de la famille déjà sur place.

Attente fébrile. D'autres persistent à guetter leur chance en sachant qu'au bout du chemin la mort pourrait les attendre pour mettre un terme à leur calvaire. Et voici les mères, les épouses, les copines, les pères et les fils qui attendent de leurs nouvelles. Qui attendent ne serait-ce que le retour de l'électricité pour pouvoir charger leurs téléphones portables, dans l'espoir qu'une bonne nouvelle s'affiche sur l'écran.

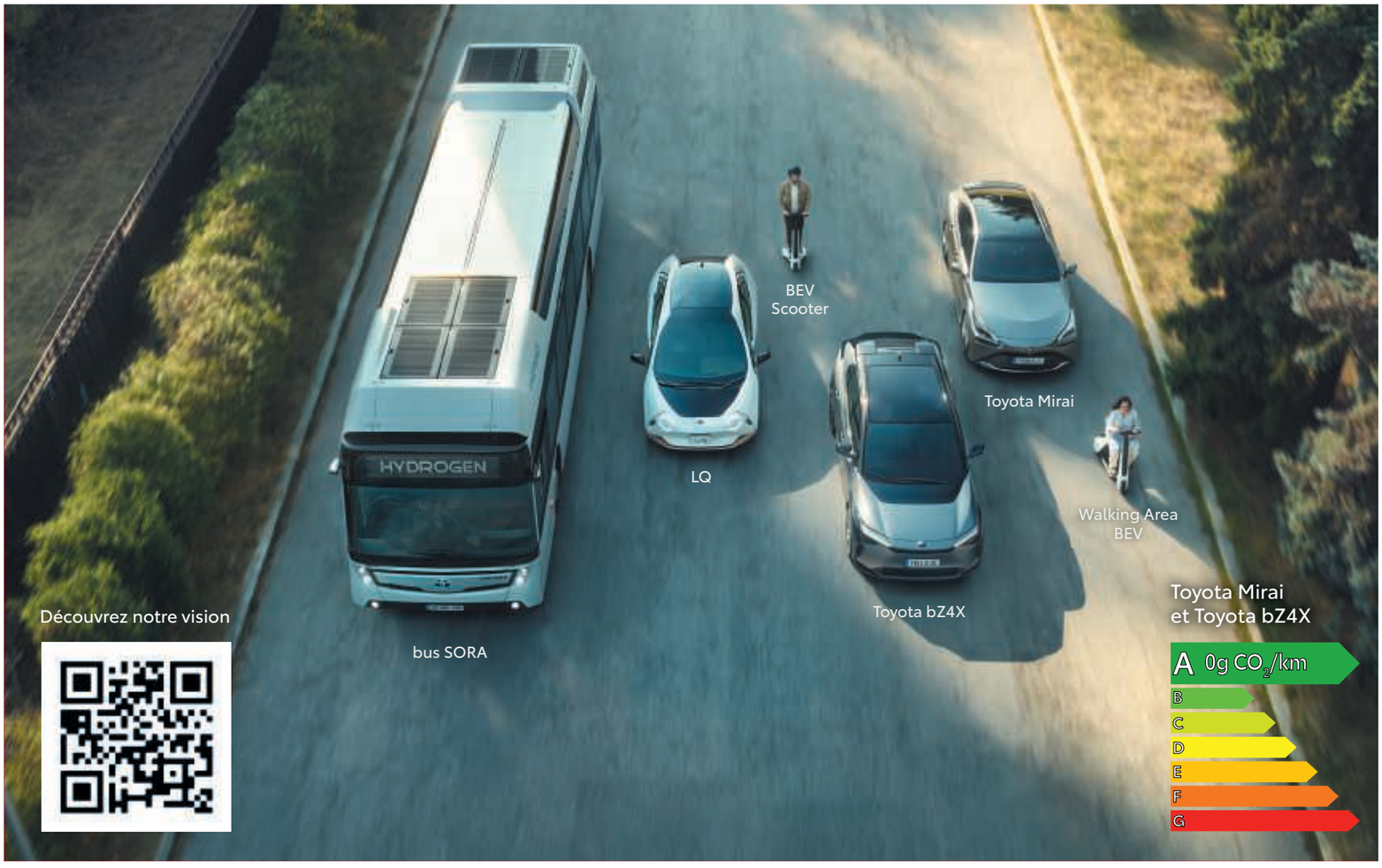
L'émigration est un rêve aux contours vastes. Mais la voie pour y parvenir est étroite.

—Salwa Zakzak
Publié le 3 mai

SOURCE

DARAJ
Beyrouth, Liban
daraj.com
Ce site d'information alternatif est né en 2017 à Beyrouth. Son équipe rédactionnelle est composée de journalistes professionnels du Liban et d'autres pays arabes. *Daraj* ("Escalier") tranche avec les médias arabes traditionnels en accordant une vraie place au reportage et à l'enquête, et en traitant de sujets comme les droits civiques, l'homosexualité, les fake news…





Facile de prédire l'avenir quand on a un temps d'avance.

Il y a 25 ans, nous avons imaginé un monde meilleur en lançant la première voiture hybride.

Aujourd'hui, nous allons encore plus loin en faveur d'une mobilité durable avec la Toyota Mirai, la première berline à hydrogène.

Ne rejettant que de l'eau quand elle roule, la Toyota Mirai génère sa propre électricité et peut atteindre une autonomie de 650km.

Prenez place pour le futur.

Les véhicules et solutions de mobilité présentés n'émettent pas de CO_2 en phase de roulage. LQ, bus SORA, Walking Area BEV, BEV Scooter, mobilités urbaines électriques sont des véhicules non-commercialisés. Photographiés sur voie privée.
Gamme Nouveau Toyota bZ4X : consommation d'énergie électrique min/max (Wh/km) : 144 à 164 (WLTP). Émissions de CO_2 : 0 à l'usage, hors pièce d'usure. Autonomies électriques: 457-513km (cycle mixte WLTP). L'autonomie peut varier en fonction de la finition et de la transmission. Gamme Mirai : consommations en mixte combinée (kg/100km) et émissions de CO_2 (g/km) selon norme WLTP : de 0,80 à 0,89 et 0. Pour plus de détails, voir toyota.fr

Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo. Pensez à covoiturer.
Au quotidien, prenez les transports en commun. #SeDéplacerMoinsPolluer

TURQUIE

Rojda, sauvée des griffes de Daech

Capturée par l'État islamique en 2014, cette jeune Yézidie a été de nombreuses fois violée, vendue et violentée par les djihadistes. Aujourd'hui elle est libre, mais brisée. Un récit glaçant.



↙ *Dessin de* **Ale+Ale,** *Italie.*

—Kisa Dalga *(extraits)*
Istanbul

Retenue captive dans la ville de Kazan, dans la province d'Ankara, pendant trois ans, Rojda* [*"aurore"*, en kurmandji, un des principaux dialectes kurdes], 23 ans, a été libérée par ses ravisseurs de l'organisation État islamique (EI) en contrepartie du versement par sa famille, établie au Canada, d'une rançon de 8 000 dollars.

Sa libération a eu lieu dans un quartier isolé d'Ankara, où elle a été récupérée par des émissaires désignés par sa famille. Son état de santé ne lui permettant pas de voyager immédiatement, elle a d'abord été brièvement soignée. Nous avons eu l'occasion de nous entretenir quinze minutes avec elle, avant son départ définitif de Turquie.

Lors du massacre de Sinjar, en 2014 (*lire ci-contre*), Rojda a été kidnappée en même temps que sa mère et trois de ses sœurs. Elles ont d'abord été retenues dans un même endroit, avant d'être séparées. Pendant deux ans, Rojda est vendue et achetée de nombreuses fois par des membres de l'organisation djihadiste, d'abord dans la ville de Mossoul, en Irak, puis à Raqqa, en Syrie. Durant toute sa captivité, en plus des viols, elle est aussi victime de la violence des femmes des djihadistes.

Alors qu'elle était entre les mains d'un de ses tortionnaires, lors d'un voyage entre les villes de Raqqa et de Mayadine, en Syrie, Rojda tente de se donner la mort en se jetant du pick-up de son ravisseur, qui conduisait à grande vitesse. Elle est écrasée par la voiture qui les suivait, et ses deux jambes sont fracturées à de multiples endroits. Elle est envoyée dans une maison de soins à Mayadine tenue par des femmes de l'EI. Elle y est victime de la violence de ces femmes qui veulent la contraindre à pratiquer l'islam. *"Je ne ressentais rien, j'étais comme vide de tout sentiment"*, se remémore la jeune femme, en grande détresse psychologique.

Pendant une longue période qu'elle ne parvient pas à chiffrer, elle est gardée dans un sous-sol humide avec des fuites d'égout, dans une obscurité totale et où pullulent souris et rats. Elle y survit avec trois autres Yézidies. Leurs geôlières, qui les appellent *"les infidèles"*, leur distribuent une fois par jour un demi-pain et de l'eau. Un beau jour, elles sont finalement extraites du sous-sol, dans un état d'épuisement physique et d'effondrement psychologique. Leurs blessures sont soignées sur les ordres d'hommes de l'EI qui visitent les lieux.

Peu de temps après, les quatre Yézidies ainsi que plusieurs enfants sont conduits par ces hommes à Deir Ez-Zor [sud-est de la Syrie]. Les femmes sont installées dans des maisons différentes. Au bout de quelques semaines, Rojda est achetée par un djihadiste égyptien, qui l'emmène dans la maison où il vit avec ses trois femmes et ses six enfants. Peu de temps après, l'homme décède. Cette fois, Rojda est envoyée dans une maison de la ville où habitent les veuves des djihadistes.

Elle est ensuite achetée par un djihadiste syrien, mais face à la multiplication des bombardements et des assauts militaires contre les bastions de l'EI [menés depuis les airs par la coalition internationale et sur le terrain par la milice kurde des YPG], le djihadiste décide de partir vers la frontière turque avec sa famille. Ils s'installent dans la province d'Idlib [dans le nord-est de la Syrie], où Rojda est achetée pour 200 dollars par un djihadiste turc.

Blessée à l'arme blanche. Un jour où elles se trouvent seules à la maison, la femme turque du djihadiste tente d'assassiner Rojda à l'arme blanche puis de se suicider. Elles échappent toutefois à la mort et sont toutes les deux soignées. À sa sortie de l'hôpital, Rojda est emmenée dans la maison d'un djihadiste syrien. Peu de temps après, ce dernier traverse clandestinement la frontière turque avec sa famille, emmenant la jeune femme avec lui.

Rojda reste environ trois ans en Turquie, où elle séjourne d'abord dans la ville de Gaziantep [dans le sud-est du pays, près de la frontière syrienne]. Le djihadiste, qui a obtenu une carte de *"protection temporaire"* [le statut de réfugié n'existant pas en droit turc, cette carte est délivrée aux demandeurs d'asile] pour lui et sa famille, fait confectionner une fausse carte pour Rojda. Après un voyage en voiture, ils vont ensuite s'installer dans la ville de Kazan, près d'Ankara.

L'état de santé de Rojda, qui s'est dégradé – elle est souvent prise de vomissements, de saignements et de douleurs au dos –, la rend invalide et pousse la famille à vouloir la vendre. Ils parviennent, par le biais des réseaux sociaux, à contacter des membres de sa famille éloignée, installés au Canada. Lors d'un appel vidéo, ils leur montrent la jeune femme, la laisse échanger avec eux et demandent 8 000 dollars pour sa libération.

Les Yézidis canadiens prennent contact avec les organisations internationales qui travaillent à la libération des captifs yézidis et mettent un plan sur pied en trois jours. Des gens de confiance, à Ankara, rencontrent les émissaires des djihadistes, et, en pleine nuit, dans un quartier désert d'Ankara, Rojda leur est remise. Elle se trouve désormais en sécurité dans un pays européen, où elle est soignée, aux côtés d'une de ses sœurs, elle aussi rescapée.

—Hale Gönültas
Publié le 7 avril

* *Son prénom a été changé pour préserver son anonymat.*

Le calvaire des Yézidis

●●● En août 2014, alors qu'il contrôle des pans entiers de l'Irak et de la Syrie, l'État islamique lance une offensive contre le mont Sinjar, territoire historique des Yézidis, une minorité religieuse kurdophone considérée par les djihadistes comme constituée d'*"adorateurs de Satan"*. Des milliers de femmes sont enlevées puis vendues comme esclaves sexuelles. Une partie d'entre elles sont encore aux mains de l'EI aujourd'hui.

SOURCE

KISA DALGA
Istanbul, Turquie
kisadalga.net
Lancé en 2019 par le journaliste Kemal Göktas comme une plateforme de podcast, *Kisa Dalga* ("Ondes courtes") a évolué en donnant de plus en plus de place à l'écrit. Il rassemble une équipe de journalistes et d'éditorialistes proches de la gauche turque.



GOUVERNEMENT

Liberté
Égalité
Fraternité



Savez-vous que votre enfant peut profiter du pass Culture dès 15 ans ?

Le pass Culture lui permet d'accéder à de nombreuses activités culturelles. Il lui suffit de télécharger l'application et il pourra bénéficier de 20 € à 15 ans, 30 € à 16 et 17 ans, et 300 € à 18 ans. Plus d'informations sur pass.culture.fr

Application à télécharger sur Télécharger dans l'App Store · DISPONIBLE SUR Google Play · ou sur passculture.app

pass Culture

asie

Corée du Sud. Après Moon, une région sous tension

Joe Biden se rend en Corée du Sud et au Japon pour parler économie, mais aussi aborder les questions de défense. Car après le mandat de l'ex-président sud-coréen Moon, le rapprochement intercoréen est au point mort, et le réarmement à l'œuvre des deux côtés de la frontière.

—Hankyoreh21 *(extraits)*
Séoul

Il n'y a pas eu de conflits armés, mais la paix s'est éloignée. En matière de relations intercoréennes, tel est le bilan que l'on peut dresser du quinquennat de l'ex-président sud-coréen Moon Jae-in [qui s'est terminé le 10 mai]. L'accord bilatéral du 19 septembre 2018 a permis d'éviter les affrontements [signé lors de la visite de M. Moon à Pyongyang, il engage les deux Corées à cesser tout acte hostile l'une vis-à-vis de l'autre]. Cela constitue sans doute le fruit le plus important du mandat de Moon, que son successeur, Yoon Suk-yeol, devra préserver. En revanche, le bilan est moins positif quant au processus de paix engagé dans la péninsule. Si les Américains et les Nord-Coréens en sont les plus grands responsables, le gouvernement sud-coréen sortant n'est pas exempt de tout reproche.

Lors de la campagne présidentielle de 2017, le candidat Moon Jae-in avait promis de résoudre les problèmes relatifs à la Corée du Nord – tels que ceux des armes nucléaires, des droits de l'homme, de la séparation des familles de part et d'autre de la frontière – et de développer les échanges économiques, sociaux, culturels et sportifs entre les deux Corées.

Le paradoxe est qu'il avait en même temps annoncé l'augmentation du budget militaire du pays, en le portant de 2,4 % à 2,9 % du produit intérieur brut. Sur ce point uniquement, il a presque tenu parole, et ce en dépit de la crise sanitaire.

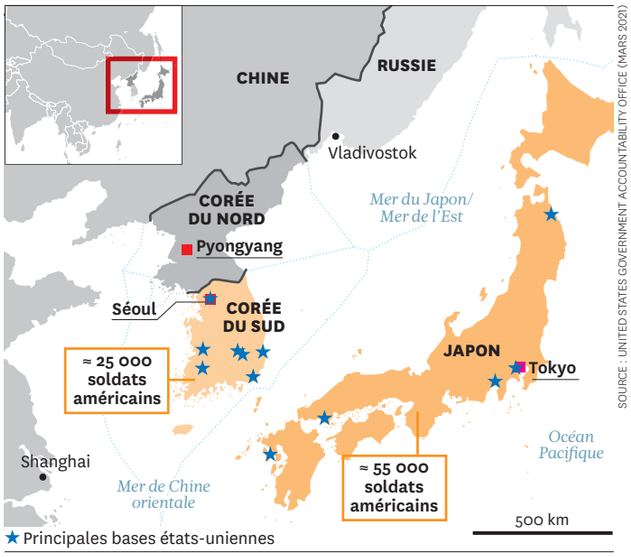
Or la plupart des problèmes de la péninsule coréenne sont des problèmes d'ordre militaire. La possession par la Corée du Nord d'armes nucléaires et de missiles est directement liée aux sanctions économiques orchestrées par les États-Unis à l'encontre de celle-ci. Pyongyang ne pourra pas se résoudre à abandonner sa force nucléaire tant que cela risquerait de creuser encore plus à ses yeux le fossé qui le sépare de l'alliance américano-sud-coréenne.

L'organisme américain Global Firepower, qui évalue les forces militaires des différents pays, avait classé la Corée du Sud en 12e position mondiale, et la Corée du Nord à la 18e place au début du mandat de Moon Jae-in. En 2022, les deux Corées figurent respectivement en 6e et 30e positions. Ce classement, qui ne tient pas compte des armes nucléaires, permet de comprendre pourquoi le Nord tient tant aux siennes : il l'utilise pour compenser son infériorité en matière d'armes conventionnelles. Tant qu'il s'attachera à cette stratégie, le processus de paix sera difficile à concrétiser.

Le dialogue officiel entre les deux Corées est interrompu depuis décembre 2018. Jamais il ne l'a été aussi longtemps, depuis l'époque de la junte militaire de Chun Doo-hwan [1980-1988] à Séoul. Une course à l'armement, des injures répétées par Pyongyang à l'intention de Séoul et l'absence de toute perspective… telle est la situation actuelle.

Dialogue rompu. À trois mois de la fin de son mandat, Moon Jae-in avait déclaré lors d'une interview : *"Si le sommet de Hanoi [entre Kim Jong-un et Donald Trump, en février 2019] avait réussi, cela aurait débouché sur la dénucléarisation de la Corée du Nord et l'amélioration des relations de cette dernière avec les États-Unis et la Corée du Sud. Le 'no deal' a stoppé le cours du dialogue et créé un obstacle durable."*

↙ ↘ *Dessins de* **Tiounine** *paru dans* **Kommersant,** *Moscou.*



Certes. Mais ce n'est pas tout. Ce qui s'est passé après Hanoi a largement contribué à la dégradation des relations intercoréennes. En effet, immédiatement après le sommet, Séoul et Washington ont annoncé leur intention de reprendre leurs manœuvres militaires conjointes, alors que Trump avait promis de les suspendre après le premier sommet avec Kim Jong-un à Singapour [en juin 2018]. Et en avril 2019, la Corée du Sud a commencé à acheter des F-35 aux Américains. Pyongyang a réagi en tirant des projectiles de courte portée.

Par ailleurs, le gouvernement de Moon Jae-in avait souscrit au projet américain de *"dénucléarisation complète, vérifiable et irréversible"* [en 2018], impliquant que la Corée du Nord renonce non seulement à son arme nucléaire mais aussi à son arme biochimique, ainsi qu'à ses missiles balistiques et autres technologies. Ces exigences excessives et unilatérales ont été une cause importante du "no deal" de Hanoi.

Certes, il y a aussi eu la bonne surprise de la rencontre éclair entre Kim Jong-un et Donald Trump le 30 juin 2019. Ce dernier avait alors à nouveau promis de suspendre les opérations militaires communes Séoul-Washington. Mais celles-ci ont eu lieu en août 2019. La situation a empiré quand le ministère de la Défense sud-coréen a rendu public un projet d'augmentation des forces militaires du pays. Lors d'une allocution,



La dénucléarisation d'abord

●●● Avec ses paroles très agressives en direction de la Corée du Nord, le nouveau président sud-coréen, Yoon Suk-yeol, avait suscité des inquiétudes durant la campagne électorale. Il était allé jusqu'à évoquer une possible attaque contre Pyongyang. Même si ce discours était destiné à son électorat de droite, il paraît clair que Yoon défend une ligne plus dure que le président Moon. Disposé lui aussi au dialogue, *"le président Yoon se différencie en posant la dénucléarisation de la Corée du Nord comme condition préalable"*, explique le journal en ligne **Pressian.** Dans son discours d'investiture, le 10 mai, Yoon a annoncé un projet visant à apporter *"une amélioration radicale à l'économie de la Corée du Nord si cette dernière renonce à son nucléaire"*, rapporte le quotidien **Segye Ilbo.** Le journal souligne que le contexte de *"nouvelle guerre froide entre les États-Unis et la Chine, exacerbée par la guerre en Ukraine opposant la Russie aux Occidentaux"*, ne facilite pas la tâche de Séoul.

le président Moon a déclaré que dans le domaine économique une coopération permettrait aux deux Corées de dépasser le Japon. Pyongyang a rétorqué qu'il y avait *"de quoi faire éclater de rire une tête de bœuf bouillie"*, jurant de *"ne plus jamais discuter avec le Sud"*.

Pourquoi le gouvernement de Moon Jae-in a-t-il opté pour la poursuite des manœuvres et le renforcement militaire alors qu'il était devenu clair qu'elle nuisait aux relations intercoréennes ?

Course aux armements. L'une des raisons se trouve dans son attachement à la récupération du contrôle opérationnel des troupes sud-coréennes en temps de guerre (OPCON) [actuellement aux mains des Américains] et à l'idée que la poursuite des manœuvres communes et le renforcement militaire étaient indispensables pour cela. Le transfert n'a finalement pas eu lieu, et le processus de paix a laissé la place à l'absence de dialogue et à la course aux armements.

La marche forcenée de la Corée du Nord vers le nucléaire et ses menaces récentes sont très inquiétantes. Beaucoup de gens pensent que Moon Jae-in a fait ce qu'il pouvait pour la paix. Cependant, le gouvernement sud-coréen sortant ne s'est pas donné les moyens de concrétiser ses belles promesses en menant à l'égard de la Corée du Nord une politique incompatible avec sa stratégie pour la défense nationale.

—*Chong Uk-sik*
Publié le 7 mai

SOURCE

HANKYOREH21
Séoul, Corée du Sud
Hebdomadaire
h21.hani.co.kr

Ce magazine d'actualité a été créé en 1994 par le groupe de presse Hankyoreh shinmun avec l'ambition d'aborder les tabous de la société coréenne. En 1999, une série d'articles a ainsi révélé des massacres de civils par des soldats coréens durant la guerre du Vietnam. *Hankyoreh21* est aujourd'hui le deuxième hebdomadaire le plus vendu en Corée (24 759 exemplaires annuels d'après les données de 2017), juste derrière *Sisa In*.

Japon. L'adieu au pacifisme ?

Voisin de la Russie et inquiet des ambitions chinoises dans la région, Tokyo veut sortir le pays du "carcan" pacifiste hérité de la guerre, qui donne aux États-Unis un rôle prépondérant dans la défense de l'archipel.

—Mainichi Shimbun *Tokyo*

L'invasion russe de l'Ukraine a ébranlé l'ordre international de l'après guerre froide, poussant le Japon à repenser sa politique de sécurité. Le gouvernement du Parti libéral-démocrate (PLD) qui y voit une occasion de rallier le public à sa cause, va de l'avant pour renforcer les capacités de défense du pays. Dans ce contexte, des voix s'élèvent en faveur d'une révision de l'article 9 de la Constitution, frein au développement militaire du pays [cet article exprime le "renoncement à la guerre" du Japon, une mesure imposée par les États-Unis après la défaite du Japon en 1945].

"La guerre en Ukraine a brutalement montré les désastres qui peuvent se produire quand on délègue son énergie et sa sécurité à d'autres pays", a lancé Shigeharu Aoyama, sénateur et représentant du Groupe de défense de la dignité et des intérêts nationaux du Japon, groupe conservateur du PLD, lors d'une conférence publique à Hitachi [au nord de Tokyo], le 29 avril. Concernant la défense du Japon, *"nous dépendons des États-Unis depuis notre défaite. L'article 9 de la Constitution en est le symbole"*, a-t-il poursuivi, avant d'appeler à réviser ledit article sous les acclamations et applaudissements d'une salle comble.

Depuis le début de l'invasion russe en Ukraine, le 24 février, les appels en faveur d'une révision de l'article 9 et d'une augmentation des capacités de défense se font entendre, relayés par les parlementaires du PLD. Le 27 février, l'ancien Premier ministre Shinzo Abe [qui s'est appuyé en 2015 sur une réinterprétation de la Constitution pour autoriser l'intervention extérieure des forces d'autodéfense (FAD, l'armée japonaise) en appui à un allié en difficulté] a estimé nécessaire de débattre d'un *"partage nucléaire"* : des armes nucléaires américaines seraient déployées au Japon et exploitées conjointement par les deux pays. Le 21 avril, évoquant la situation ukrainienne, Abe a martelé : *"J'aimerais que l'article 9 soit discuté en commission d'examen constitutionnel dès à présent."*



Le 26 avril, Taro Aso, le vice-président du PLD, a qualifié l'invasion russe de *"situation extraordinaire"*. *"Nous sommes clairement en train de basculer d'un temps de paix à un état d'urgence et de crise*, a-t-il prévenu. *En tant que parti au pouvoir, nous devons tout faire pour éviter les erreurs de direction."* Ces propos ont soulevé des critiques dans les partis d'opposition, pour lesquels *"il n'est pas sain de profiter de la situation pour tenir un discours radical"*.

En 2022, trois textes doivent être révisés, parmi lesquels celui sur la stratégie de sécurité nationale, qui définit l'orientation fondamentale de la politique étrangère et de défense du gouvernement. Le 27 avril, le PLD a remis au Premier ministre, Fumio Kishida, ses propositions de révision, dans lesquelles l'acquisition d'une *"capacité de contre-attaque"* remplacerait la *"capacité d'attaque des bases ennemies"*, qui autorisait les frappes sur des sites de lancement de missiles étrangers. De plus, une augmentation des dépenses de défense aurait pour objectif de porter ces dernières à plus de 2 % du produit intérieur brut dans les cinq ans.

> **"La guerre en Ukraine a montré ce qui peut se produire quand on délègue sa sécurité à d'autres."**
> **Shigeharu Aoyama,** SÉNATEUR

Le gouvernement explique que les limites concrètes de *"la force minimale nécessaire à la défense"* [FMND, à laquelle le pays s'oblige par législation] peuvent varier en fonction de la situation internationale et de l'évolution de la technologie militaire. Il a par ailleurs été souligné que la détention d'une capacité d'attaque des bases ennemies peut conduire à des frappes préventives, outrepassant le principe exclusif de défense fondé sur l'article 9. Certains craignent également qu'une augmentation significative des dépenses militaires ne pousse à dépasser la FMND.

Si la révision des textes vise avant tout à répondre à l'expansion maritime de la Chine et aux lancements de missiles et aux essais nucléaires répétés de la Corée du Nord, dans la situation actuelle, revoir l'attitude à adopter face à la Russie est aussi devenu essentiel. Le gouvernement est conscient du fait que l'environnement sécuritaire autour du Japon s'est dégradé.

Selon Toshiyuki Ito, ancien vice-amiral devenu professeur de troisième cycle à l'institut de technologie de Kanazawa, un changement est nécessaire dans la stratégie de défense du pays : *"Jusqu'à présent, la Corée du Nord représentait une menace à court terme, la Chine une menace à moyen terme et la Russie une menace à long terme. Cette dernière pourrait désormais devenir une menace à moyen terme, voire à court terme."*

> **En 2022, trois textes doivent être révisés, dont celui sur la stratégie de sécurité nationale.**

Les députés du PLD actifs dans le domaine de la défense nationale tirent de leur côté la sonnette d'alarme. Ils préconisent de *"réfléchir en termes de triple front"*, considérant la Corée du Nord, la Chine et la Russie comme des menaces simultanées.

Les débats sur la FMND ont tendance à s'enliser, tandis que la pression en faveur du renforcement des capacités de défense s'intensifie. Lors d'une réunion précédente, Shinzo Abe a remis en question les restrictions imposées par l'article 9 de la Constitution : *"L'interprétation d'un usage minimum nécessaire de la force entrave véritablement les FAD. Il est difficile de déterminer une force minimale nécessaire contre un pays qui viendrait nous anéantir."*

Lors d'une conférence de presse, Kenta Izumi, représentant du Parti démocrate constitutionnel (PDC), a déclaré pour sa part qu'il était de la responsabilité du PLD de dire clairement et concrètement si ses propositions correspondent à un *"minimum nécessaire"*.

—*Itsuo Higashikubo et Noriaki Kinoshita*
Publié le 3 mai

france

Santé. "Un système complet et épuisé"

Si la France a l'un des meilleurs systèmes de santé au monde, il lui faut aujourd'hui débattre de cette politique cruciale pour la société, estime Annika Joeres, correspondante de *Die Zeit*.



COURRIER INTERNATIONAL : **Vous avez écrit plusieurs reportages sur la santé en France. Quelle est votre impression sur l'état de son système de santé ?**

ANNIKA JOERES : L'attitude envers le système de santé en France est ambiguë. D'une part, il y a une grande fierté – j'entends souvent que c'est l'un des meilleurs, sinon le meilleur, du monde – et des attentes très élevées. D'autre part, il y a beaucoup de déception et de souffrance, surtout chez les salariés des hôpitaux qui manquent de moyens pour travailler et qui sont épuisés.

Pensez-vous que le personnel se sente pris en compte par le gouvernement ?

Avec le Covid, le secteur a bénéficié de toute l'attention. Mais il y a eu très peu de résultats dans l'amélioration de son sort. Aujourd'hui, on voit des urgences qui doivent presque fermer faute de moyens. J'ai aussi écrit plusieurs reportages sur l'obligation vaccinale pour les soignants, qui a mis les hôpitaux encore plus sous tension en provoquant un manque de personnel encore plus grand, et en créant des conflits entre les professionnels.

Comparé à l'Allemagne, quelles sont les forces et les faiblesses du système français ?

La santé coûte moins cher en France. Même si, pour certains soins, il faut une mutuelle, on ne paie pas beaucoup pour l'assurance-maladie. Les personnes lourdement malades sont bien prises en charge. Personne n'est laissé sans aide. On est bien soigné en France. Du côté des inconvénients, le système est hypermédicalisé. J'ai été choquée de voir que les enfants reçoivent souvent des antibiotiques, par exemple. On prescrit plus facilement des médicaments qu'en Allemagne. Et il y a parfois des lourdeurs bureaucratiques très surprenantes. Pour qu'un maître d'école puisse donner du Doliprane à un enfant parti en classe verte, il lui faut l'ordonnance d'un médecin. Appliqué à 30 élèves, cela génère de nombreuses heures supplémentaires pour le généraliste de notre village et un coût non négligeable pour la société, alors qu'il s'agit d'une décision mineure.

En trois mots, comment décririez-vous le système de santé français ?

Complet. Lourd (sur le plan administratif). Épuisé.

Que manque-t-il aujourd'hui dans le débat sur la santé publique, notamment en temps de campagne électorale ?

Après deux ans de pandémie, on aurait pu croire que c'était le moment d'en parler. Concernant le Covid, je regrette que la prévention n'ait pas été un sujet. Le facteur aggravant de l'obésité, par exemple, n'a pas provoqué de débat public. L'explosion de l'obésité durant les confinements chez les enfants aurait pu être un grand sujet. Et, au-delà du Covid, que faire pour améliorer la santé de la société ? Pour bien manger, bouger, faire du sport ? Que faire politiquement pour la santé de la société, c'est un débat qui reste à mener.

***—Propos recueillis par* Courrier international**

En Espagne, l'hôpital aux abois

Le Covid a jeté une lumière crue sur la situation de l'hôpital public en France. Mais en Espagne aussi le système de santé publique est dans un état critique, s'émeut ce quotidien conservateur.

—La Razón *(extraits) Madrid*

L'une des choses qui empêchent le plus d'évoluer est l'aveuglement. Combien de fois a-t-on entendu, de la bouche d'un politique, que notre système de santé – public, universel et gratuit – était un exemple pour le reste du monde ? Très souvent, à coup sûr. Eh bien ! sachez-le, ce n'est plus vrai.

Évoquer un passé glorieux ne change rien à la situation actuelle : au 31 décembre, selon le ministère de la Santé espagnol, 706 740 patients étaient sur liste d'attente pour une opération chirurgicale. Plus de 140 000 personnes attendent plus de six mois pour des opérations qui peuvent leur sauver la vie. "*Le pire chiffre depuis vingt ans que nous tenons ce registre,* relève Juan Abarca, président de l'Institut pour le développement et l'intégration de la santé. *La liste d'attente éternelle est devenue la norme sans qu'on y prenne garde, mais elle n'en est pas moins un signe de l'indigence dans laquelle se trouve notre Système national de santé (SNS).*"

"*Le problème des listes d'attente est national, structurel et très ancien,* explique Ignacio Riesgo, expert en santé. *De telles situations sont plus fréquentes dans des pays qui possèdent un système de type SNS. Pour autant, elles ne sont pas liées aux systèmes publics d'accès universel. Beaucoup de pays ont ce système et n'ont pas de problèmes de listes d'attente, comme la Suisse, l'Allemagne, la France, la Belgique ou le Japon.*"

Experts et analystes s'accordent à dire que la pandémie a laissé le SNS espagnol exsangue. "*Nous laissons derrière nous un état de stress constant dû à la pandémie. Cette crise a exigé des décisions improvisées qui ont déstabilisé notre système de soins*", souligne Rafael Bengoa, ancien ministre de la Santé du gouvernement autonome basque et ex-directeur des systèmes de santé au sein de l'Organisation mondiale de la santé. "*Le plus grave,* poursuit-il, *c'est le possible exode des professionnels de santé vers le secteur privé.*"

Un instrument de l'hégémonie américaine

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX – 8,50 EUROS



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Vu de Suisse. Les sombres perspectives des hôpitaux français. Malgré un plan de 20 milliards d'euros annoncé par Jean Castex en 2021, la situation du système de santé public ne s'améliore pas, analyse **Le Temps.**

↙ *Dessin de* **Martirena,** *Cuba.*

Cet ancien conseiller santé du président américain Obama confirme que c'est le système public qui a sauvé notre pays de la plus grande crise de son histoire récente. Il estime que le défi actuel dépasse les questions idéologiques. Sans investissement, les services continueront à se dégrader. Il prend un exemple : *"Nous sommes inefficaces dans la gestion des patients atteints de maladies chroniques. Si un diabétique se présente aux urgences en Espagne, c'est que nous n'avons pas fait les choses comme nous aurions dû les faire. Il faut renforcer les soins primaires, l'assistance à domicile, l'éducation à la santé. Si l'on agit ainsi, les patients n'auront plus de raison d'encombrer les urgences, ce qui est l'élément le plus coûteux du système."*

Critères de priorité. Aucun des projets mis en œuvre depuis dix ans pour réduire les listes d'attente n'a fonctionné. Juan Abarca en appelle à la mobilisation de tous. *"J'espère qu'il y aura une fronde des patients,* lance-t-il, *qu'ils descendront dans la rue pour défendre notre bien le plus précieux en tant que société, sans lequel la cohésion sociale n'est pas possible."* Il rappelle aussi l'échec d'un décret royal de 2011, qui fixait les critères permettant de garantir un temps maximal d'accès aux prestations du SNS, afin que, pour les pathologies les plus fréquentes, on puisse trouver des solutions effectives à partir de cent quatre-vingts jours. *"Le décret n'a jamais été appliqué",* déplore Abarca.

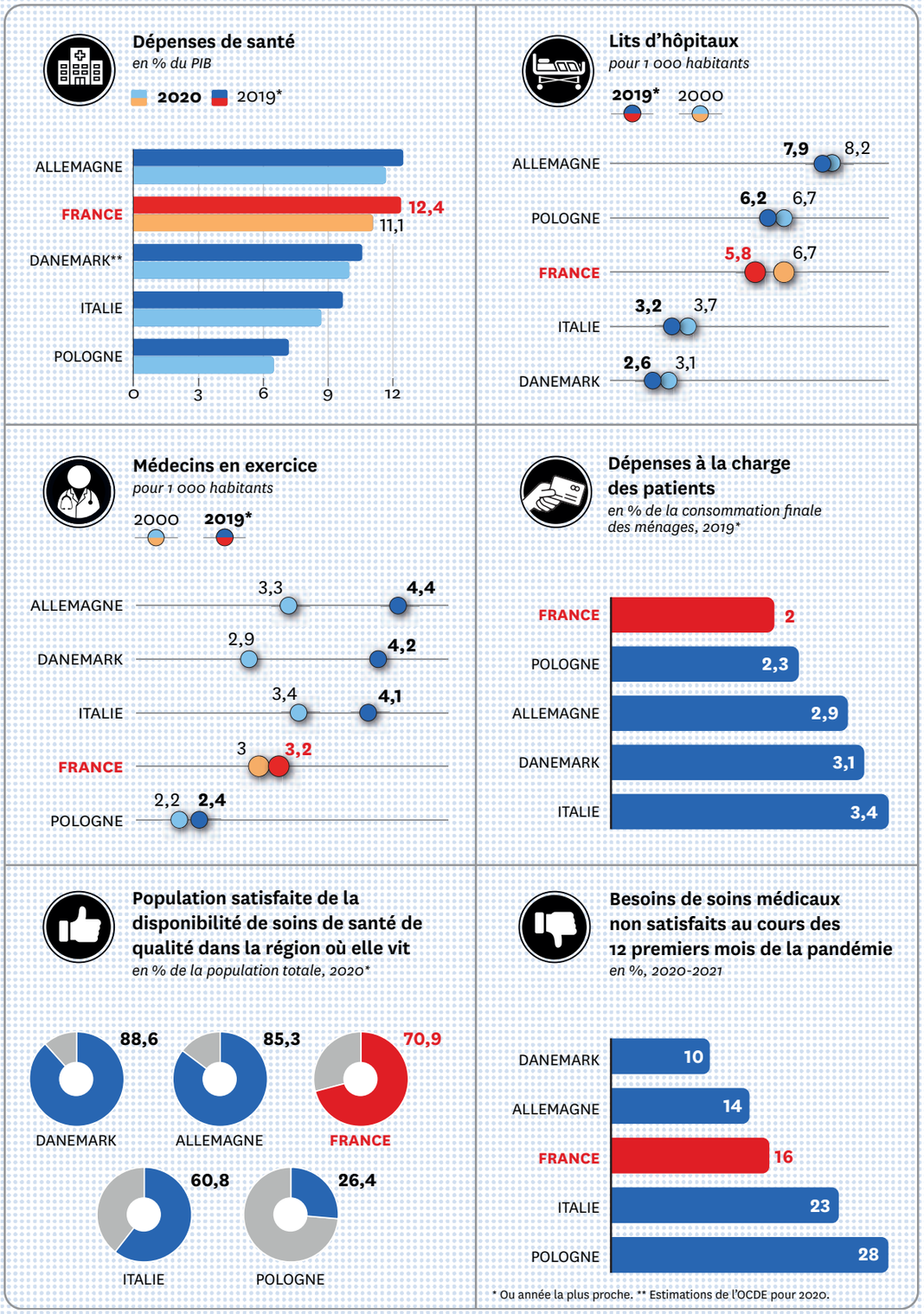
De fait, c'est l'une des pistes que privilégie le Consensus pour un système de santé du XXIe siècle, élaboré en 2020 par un groupe de travail indépendant, sous la direction d'Ignacio Riesgo. Pour mettre fin au fléau des listes d'attente, ce document propose d'autres solutions : un accord sur des critères d'inclusion – élaboré avec les sociétés scientifiques du pays –, la mise en place d'incitations pour le système public et l'accréditation de centres privés qui, une fois le délai d'attente dépassé, prendraient en charge le patient.

Mais on ne progressera pas sur ce dossier sans écouter les professionnels de santé. Tomás Cobo, président de l'Organisation médicale collégiale, expliquait récemment devant le Congrès des députés espagnols la raison principale pour laquelle on piétine : *"Le ministère de la Santé doit intervenir, il ne peut pas rester simple spectateur. C'est un problème de cohérence, il y a 17 services de santé en Espagne [un par région autonome], et le gouvernement a pour responsabilité d'être aux commandes."* Le ministère de la Santé espagnol prépare actuellement un avant-projet de loi de mesures pour l'équité, l'universalité et la cohésion du Système national de santé. Ce sera l'occasion de s'attaquer aux problèmes.

—Marta de Andrés
Publié le 8 mai

ÉTAT DE LA FRANCE

Médecine : la France et ses voisins



Chaque semaine jusqu'aux élections législatives, *Courrier international* vous propose un comparatif entre la France et ses voisins européens. **Dans ce deuxième volet, nous explorons les systèmes de santé de plusieurs pays, largement mis à l'épreuve par la pandémie de Covid-19.**

à la une

LA CROISADE POLITIQUE DES ÉVANGÉLIQUES



Aux États-Unis, ils sont omniprésents dans les meetings républicains, qui ressemblent à des messes, raconte *The New York Times*. Au Brésil, ils soutiennent la réélection de Jair Bolsonaro, comme à Guaribas, où *The Intercept Brasil* est allé mesurer leur influence. Dans cette ville qui a voté il y a quatre ans à 98 % pour le candidat de gauche, les électeurs vacillent aujourd'hui. De l'Amérique à l'Afrique en passant par l'Europe, les évangéliques mêlent religion et politique, défendant le néolibéralisme et des positions ultraconservatrices.

La droite américaine carbure à l'inspiration divine

Les meetings conservateurs ressemblent de plus en plus à des cérémonies religieuses, marquées du sceau de la culture évangélique. Pour ces nouveaux fidèles, religion et politique se confondent.

—The New York Times *(extraits)*
New York

La soirée commence par une prière censée protéger, à l'aide d'un *"cercle d'épines et de feu"*, toutes les personnes présentes dans ce parking mal éclairé de Phoenix. Ensuite, c'est l'appel aux témoignages. Un micro passe de main en main pour adresser *"des paroles réconfortantes à nos prisonniers politiques du 6 janvier"*, c'est-à-dire aux personnes arrêtées lors de l'assaut du Capitole, qu'ils commémorent un an plus tard.

Puis, un cierge allumé à la main, les quelques dizaines de personnes réunies entonnent, a cappella, *Way Maker*, une chanson que des millions de croyants connaissent par cœur et chantent le dimanche :

Dieu créateur, faiseur de miracles,
fidèle à tes promesses
Lumière dans les ténèbres, mon Dieu
C'est toi.

Ce n'est pourtant pas une messe. C'est le culte d'une congrégation d'un genre nouveau : un mouvement politique de droite qui carbure à l'inspiration divine, et dont les membres trouvent leur nourriture spirituelle dans l'action politique.

Depuis des dizaines d'années, la droite chrétienne est intimement liée au conservatisme américain – ce rapprochement a atteint son paroxysme avec Trump. Des éléments de la culture chrétienne sont d'ailleurs, depuis longtemps, présents dans les rassemblements politiques. Mais le culte religieux, cette expression sacrée de la foi en Dieu par les gestes, les chants ou la prière, était principalement réservé aux lieux de culte. Désormais, les croyants importent leur foi, avec toute son intensité, son émotion et son zèle missionnaire, dans leur engagement politique.

Lors de nombreux événements politiques se tenant dans tout le pays, il n'est pas rare que des participants disent avoir rencontré Dieu et se sentent investis d'une mission : installer le royaume de Dieu sur terre. Pour eux, le militantisme politique relève du sacré.

Ces chrétiens rejoignent des conservateurs laïcs au sein d'une coalition fédérant une vaste palette de mécontents : des antivax aux complotistes qui ne croient pas à la défaite de Trump. Les mesures prises pendant la pandémie, qui ont conduit à la fermeture temporaire des lieux de culte, ont accentué leur méfiance à l'égard du gouvernement et transformé la fréquentation des églises en acte politique.

Lors d'un meeting de Trump dans le Michigan à la fin du mois d'avril, un évangélique de la région a proposé la prière suivante : *"Notre père qui es aux cieux, nous croyons fermement que Donald Trump est le seul et vrai président des États-Unis."* Il a prié Jésus pour que les délégués de la circonscription de la future convention républicaine du Michigan soutiennent les candidats de Trump, dont il a présenté la liste à la foule. Cette dernière a repris en écho : *"Au nom de Jésus !"*

Cette irruption d'une ferveur religieuse bruyamment exprimée – qui doit beaucoup aux mouvements charismatiques accordant une place spéciale au pouvoir du Saint-Esprit – au sein des mouvements de droite est en train de changer l'ambiance des rassemblements, qui font la part belle à la pratique évangélique et notamment aux chants de louange.

"Notre père qui es aux cieux, nous croyons fermement que Donald Trump est le seul et vrai président des États-Unis."

PRIÈRE LORS D'UN MEETING DE TRUMP DANS LE MICHIGAN EN AVRIL

"Ce que je trouve génial, c'est que cela n'a rien à voir avec l'Église, mais on parle quand même de Dieu", explique Patty Castillo Porter, présente à la réunion de Phoenix. Elle est comptable et fait partie du bureau local républicain. *"Maintenant, Dieu n'est plus quantité négligeable."*

À Phoenix, tout le monde ne connaissait pas les paroles de *Way Maker*, ce tube chrétien contemporain [de la chanteuse évangélique nigériane Sinach]. Au fond du parking, quelques hommes armés, accompagnés de leur berger allemand, préféraient fumer et discuter de ce qu'ils avaient lu sur *Infowars*, un site spécialisé dans la diffusion de théories du complot. D'autres, dont la plupart fréquentent des églises charismatiques ou évangéliques, chantaient en chœur.

Les éléments liturgiques qui trouvent leur place dans ces réunions portent la marque des évangéliques. On y trouve des prières, des temps de louange et des témoignages. Mais l'élément le plus marquant est sans doute la musique. Les chants évangéliques contemporains, dont la plupart ont été écrits ces dernières années, s'adaptent parfaitement à cette montée en puissance de la grogne politique et deviennent la bande-son d'un nouveau combat.

Musique et spiritualité. Au cours de l'histoire américaine, la musique, la prière et les symboles religieux ont toujours fait partie intégrante de la contestation, parfois même pour des causes diamétralement opposées, comme le mouvement des droits civiques. La musique est une expérience personnelle, capable d'émouvoir les audiences de manière bien plus efficace que n'importe quel sermon ou discours. Chanter donne un sentiment de communion intense, physique comme spirituelle ; le sentiment de faire partie d'un moment historique, d'une œuvre qui vous dépasse.

L'omniprésence des chants au sein de la culture évangélique du XXIe siècle explique que ceux-ci dépassent les murs des lieux de culte et que ce genre musical soit aussi utilisé par la gauche. La chanson *Way Maker*, par exemple, a été chantée lors de manifestations pour l'égalité raciale à l'été 2020.

Cette musique est aussi désormais un élément clé des mouvements contestataires de droite. Lors des manifestations qui ont paralysé la capitale canadienne en février, un groupe de manifestants chantait à tue-tête *"Je chante alléluia, ma seule arme est une mélodie"*, soit les paroles d'une chanson du label religieux californien Bethel Music, très en vue. Entre deux coups de Klaxon, ils invoquaient Dieu pour qu'il fasse tomber les murs du Parlement (une référence biblique à la chute des murs de Jéricho) afin de mettre fin à l'obligation vaccinale.

Récemment, lors d'une conférence en Arizona qui mettait en avant des discours hostiles au vaccin et des théories du complot sur les élections, les organisateurs passaient en boucle *Fresh Wind*, un tube de la "méga-église" [église chrétienne évangélique comptant plus de 2 000 fidèles] de Hillsong, chanson de rock mêlée de rap au refrain commençant par *"Nous n'obéirons pas"*.

Les chrétiens conservateurs sont de plus en plus convaincus que les États-Unis vont connaître une véritable renaissance, où changements spirituels et politiques iront de pair. *"Nous assistons à un réveil spirituel"*, explique Ché Ahn, pasteur de la Harvest Rock Church de Pasadena, qui est devenu un héros pour avoir intenté une action contre le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, coupable d'avoir interdit les lieux de culte pendant la pandémie. *"Les chrétiens sont de plus en plus impliqués dans la vie politique. Je crois que c'est* → 28

SÉRIE 1/5
SOFTPOWER RELIGIEUX

Des États-Unis à l'Inde, en passant par la Russie, partout dans le monde le religieux gagne du terrain et se mêle de plus en plus de politique. Un jeu d'influence et d'intérêts que nous décryptons jusqu'à la fin juin dans les pages de l'hebdomadaire et sur notre site. Prochain épisode : **En Afrique de l'Ouest, la concurrence religieuse entre le Maroc et l'Iran.**

← Une cérémonie Let Us Worship ("Laissez-nous prier") à Pasadena (Californie), en février, organisée en réaction aux mesures sanitaires. *Photo Jenna Schoenefeld/ The New York Times*

États-Unis

Des catholiques tout aussi remontés

●●● Aux États-Unis, le mouvement ultraconservateur est souvent associé aux évangéliques. Pourtant, d'après **Mother Jones,** *"le cœur idéologique de la droite chrétienne […] se situe au moins autant du côté du catholicisme traditionaliste"*. Même si cette mouvance compte une minorité de catholiques états-uniens, *"elle exerce une influence disproportionnée via un réseau d'institutions militantes généreusement financé et un univers médiatique parallèle"*. La preuve : au sein de la Cour suprême (sur le point de revenir sur le droit constitutionnel à l'avortement, lire p.42-43), six juges sur neuf *"représentent l'idéologie conservatrice catholique"*, selon le magazine de gauche californien. Trois d'entre eux ont été nommés par Trump, qui a cultivé ses liens avec ces catholiques dissidents, très hostiles au pape François. L'un des plus virulents n'est autre que son ancien stratège, Steve Bannon.

Afrique

L'évangile de la prospérité prêche la résignation

●●● En Afrique, les évangéliques prêchent un credo qui mêle quête individuelle de la richesse et soumission aux guides spirituels eux-mêmes peu enclins à la pauvreté. **The Continent** interroge ainsi le succès de cet *"évangile de la prospérité"*, défendu par des pasteurs parfois autoproclamés. Selon cet évangile profane, la situation matérielle est le signe d'une bénédiction de Dieu. A contrario, la pauvreté serait celle de sa colère, voire *"une force démoniaque qu'on ne peut vaincre que par la guerre spirituelle"*, rapporte le magazine sud-africain. Il serait naïf de ne voir en cette théologie qu'un dogme irrationnel mais inoffensif. Car la capacité à apporter des solutions à ces fléaux humains que sont la pauvreté et les inégalités dépend de la façon dont ils sont définis. Or, en attribuant la pauvreté aux seules sphères surnaturelles, les prédicateurs *"occultent les conditions bien réelles qui causent la pauvreté de leurs ouailles, et ce faisant ils s'achètent une bonne conscience politique"*. Les croyants *"s'habituent aux inégalités entretenues par le capitalisme, tandis que ces prédicateurs multimillionnaires ne poursuivent qu'un but : leur enrichissement personnel"*. **Un article à lire en intégralité sur courrierinternational.com**



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Les hispaniques en pleine droitisation. Aux États-Unis, les hispaniques se sont longtemps tenus à l'écart de la chose publique. Ce n'est plus le cas depuis que le catholicisme perd du terrain dans cette communauté, raconte le **Los Angeles Times.** Beaucoup de Latinos se politisent par le biais d'Églises évangéliques dirigées par des pasteurs aux idées ultraconservatrices sur l'avortement, la liberté religieuse ou le mariage homosexuel. Et se rangent derrière la figure de Donald Trump.



→ Des personnes baissent la tête pour une prière lors d'un meeting de l'ancien président Donald Trump à Commerce (Géorgie), le 26 mars. *Photo Dustin Chambers/ The New York Times*

27 ← *une bonne chose parce que l'Église était en train de s'assoupir."*

Cette irruption de la pratique évangélique dans les manifestations politiques a commencé au moment des premiers confinements, notamment quand la Californie a interdit les messes et les temps de louange dans des lieux fermés. Sean Feucht, un pasteur de Caroline du Nord, s'est présenté sans succès au Congrès en 2020 et a ensuite lancé une série d'événements en plein air intitulés Let Us Worship ("Laissez-nous prier") pour défier les restrictions anti-Covid. Des milliers de chrétiens ont assisté à ces événements, où la prière et la louange s'apparentaient à des actes de résistance.

"Les chrétiens sont de plus en plus impliqués dans la vie politique. C'est une bonne chose parce que l'Église était en train de s'assoupir."

Ché Ahn, PASTEUR DE LA HARVEST ROCK CHURCH DE PASADENA

Quand Feucht a organisé un événement religieux sur le National Mall [l'esplanade emblématique de Washington] le 11 septembre dernier, Trump est intervenu dans une vidéo en le félicitant d'*"avoir fédéré les citoyens de tous les milieux pour la défense de la foi et de la liberté en Amérique"*. Bien avant la pandémie, Trump avait déjà cherché à s'attirer les bonnes grâces de Feucht, ainsi que celles d'autres dirigeants religieux. Pour Trump, les grands noms du mouvement charismatique sont des partenaires politiques naturels.

Depuis l'automne, les rassemblements et les manifestations contre les restrictions liées au Covid fédèrent d'autres combats de la droite. Sur le front de mer à San Diego, en janvier dernier, des militants opposés au vaccin et au masque ont organisé une prière de protestation appelée *Renaissance de la liberté,* avec de la musique chrétienne, des intervenants conservateurs et des stands en faveur du port d'arme et de référendums contre l'obligation vaccinale.

Pour Shaun Frederickson, l'un des organisateurs, cet événement n'est pas un simple appel à désobéir aux mesures sanitaires contre le Covid. C'est bien plus profond : l'idée que la morale chrétienne constitue les fondations indispensables à un gouvernement, dans une république libre. Sur fond de "pop louange", Frederickson, en veston et jean *skinny,* a exhorté les participants à ne pas croire au *"mensonge"* de la séparation de l'Église et de l'État.

Comparés à ceux de 2016, les meetings de Trump prennent de plus en plus des airs de rassemblements religieux, aussi bien sur scène que dans le public. Quand, en janvier, Trump a tenu son premier meeting de l'année à Florence en Arizona, il est descendu dans la foule en liesse à bord d'un hélicoptère. *"Je vous donne la clé de la maison de David"*, a lancé depuis la scène Anthony Kern, candidat au Sénat d'Arizona – qui avait été photographié sur les marches du Capitole lors de l'assaut du 6 janvier 2021 –, paraphrasant un passage de la Bible sur le pouvoir donné par Dieu. *"Ce qui veut dire que vous, hommes et femmes, détenez désormais l'autorité du gouvernement."*

Debout au milieu de la foule, Tami Jackson explique qu'elle considère de plus en plus la politique comme un combat spirituel. Elle raconte qu'elle veut *"avoir une part"* dans l'œuvre de Dieu. *"Notre mouvement place Jésus au centre,* explique Tami Jackson. *Dieu a privé Donald de la présidence pendant un temps pour une bonne raison : afin que l'Église se réveille, retrouve confiance en elle et remette notre pays sur pied."*

—Elizabeth Dias et Ruth Graham

Publié le 6 avril



← Josh Mandel (à g.), candidat républicain au Sénat pour l'Ohio, et Ted Cruz (au centre), sénateur républicain du Texas, prient avec un pasteur lors d'un rassemblement Faith & Freedom à Columbus (Ohio), le 30 avril. *Photo Gaelen Morse/Bloomberg/Getty Images*

Aux États-Unis, des Églises en plein "séisme" politique

La présidence Trump et la radicalisation de certains fidèles ont fracturé les Églises évangéliques, où des pasteurs jugés trop progressistes sont poussés dehors.

"L'Église évangélique se déchire", titrait **The Atlantic** en octobre. *"Comment la politique a empoisonné l'Église évangélique"*, renchérit-il début mai, publiant un nouvel article fleuve sur le sujet. *"Le mouvement a passé quarante ans à faire la guerre à l'Amérique laïque. Désormais, il est en guerre avec lui-même"*, résume le magazine états-unien.

Cité par **The New York Times,** le sociologue Michael O. Emerson décrit *"un séisme"*. Les Églises évangéliques sont *"en train de se diviser en deux camps,* résume le journal : *celles qui adoptent une ligne et un style proches de Trump, en donnant dans le complotisme, et celles qui cherchent à prendre un autre chemin. Dans beaucoup d'Églises, des affrontements éclatent entre les chefs religieux en place et des fidèles."*

"Parfois, les ruptures font les gros titres, poursuit le quotidien, *comme lorsque Russell Moore, un théologien [conservateur] de la Convention baptiste du Sud, a quitté ses fonctions après avoir critiqué publiquement les partisans évangéliques de Trump. Le plus souvent, elles se produisent sans fanfare."*

"J'entends partout qu'il y a, dans chaque Église évangélique ou presque, au moins un petit groupe de fidèles mécontents en croisade contre des enseignements ou des règles pas assez conservatrices ou antiwoke", confie un pasteur resté anonyme à *The Atlantic*.

Dans les colonnes du *New York Times*, le chroniqueur David Brooks identifie trois grandes fractures : *"Le soutien à Trump parmi les évangéliques blancs, les scandales d'abus sexuels dans les Églises ou autres structures évangéliques, et les attitudes sur les relations raciales, surtout après le meurtre de George Floyd."* Pour lui, ces crises sont liées : *"Trump ne fait qu'incarner beaucoup de plaies déjà à vif dans le monde des évangéliques blancs : la misogynie, le racisme ou l'aveuglement sur les questions raciales, le culte de la personnalité, et la propension à sacrifier les principes sur l'autel du pouvoir."*

REVUE DE PRESSE

Depuis une dizaine d'années, les scandales ont été légion, comme récemment au sein de la méga-église mondiale de Hillsong, dont le fondateur australien, Brian Houston, a démissionné en mars, en raison de comportements inappropriés envers des femmes. *"Le mouvement évangélique est populiste,* écrit David Brooks. *Il n'a pas de hiérarchie ni d'autorité centrale* [...]. *Le paradoxe de cette décentralisation est qu'elle conduit souvent à une concentration du pouvoir dans les mains d'hommes charismatiques"*, qui peuvent en abuser.

Et puis, poursuit le chroniqueur, *"la politique partisane a englouti ce qui était censé être un mouvement religieux.* [...] *En 2020, près de 40 % des gens se déclarant évangéliques assistaient à un office religieux une fois par an ou moins* [...]. *Pour eux, ce n'est qu'une étiquette politique."*

Ce que semblent confirmer les chiffres : si la part des évangéliques blancs dans la population des États-Unis tend à décroître depuis quinze ans (de 23 % en 2006 à 14,5 % en 2020), ces dernières années la proportion des Blancs s'identifiant comme évangéliques a augmenté : de 25 % en 2016 à 29 % en 2020, selon le Pew Research Center. Et les nouveaux venus sont pour l'essentiel des partisans de Trump.

— Courrier international

Repères

L'évangélisme, combien de divisions?

●●● L'évangélisme, aussi appelé "christianisme évangélique" ou "protestantisme évangélique", est une branche du christianisme qui comprend notamment le baptisme, le pentecôtisme, le mouvement charismatique. Au cœur de la doctrine : la centralité de la Bible et de son étude, la conversion personnelle dans une démarche de "nouvelle naissance", l'engagement dans la prédication et la mise à mort de Jésus-Christ puis sa résurrection comme pierre angulaire de la foi évangélique. Les chiffres disponibles établissent qu'en 2021 le mouvement évangélique pouvait revendiquer de 600 à 665 millions de fidèles. Selon l'institut américain Pew Research Center, l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud représentent 33 % des évangéliques, et l'Afrique subsaharienne 38 %. Les États-Unis et le Brésil comptent la plus forte concentration d'évangéliques, avec respectivement près de 92 millions et 51 millions de fidèles. S'ils sont moins nombreux que les catholiques (1,35 milliard) ou les musulmans (1,8 milliard), le nombre de leurs fidèles augmente plus vite.





À Guaribas, les pasteurs brésiliens contre Lula

Le Parti des travailleurs y avait réalisé son meilleur score lors de la présidentielle de 2018. L'arrivée et l'influence de nouvelles Églises a bouleversé les habitudes de vote de cette petite ville pauvre.

—The Intercept Brasil *Rio de Janeiro*

À Guaribas, en trois ans tout a changé. Cette commune du sud de l'État du Piauí est désormais accessible par une route goudronnée, et plusieurs artères de la ville le sont aussi. Pour autant, la vie est devenue plus dure pour de nombreuses familles : il n'y a plus de viande dans les assiettes tous les jours, et il faut parfois préparer les repas sur une cuisinière à bois, vu que le prix de la bouteille de gaz est passé à 120 reais [23 euros].

Et puis quelque chose d'autre a changé dans cette bourgade qui aspirait à une majorité écrasante à un retour du Parti des travailleurs [PT, gauche] au pouvoir. L'arrivée de nouvelles Églises proches du bolsonarisme et l'influence des pasteurs évangéliques bouleversent les habitudes de vote à Guaribas, jadis la ville la plus *petista* [attachée au PT] du Brésil.

J'étais déjà venue à Guaribas en 2018, et j'y suis de nouveau en ce début 2022 pour voir ce qu'est devenue cette commune de 4573 habitants où Fernando Haddad avait fait son meilleur score à la dernière présidentielle. Le candidat du PT avait été désigné par 93 % des électeurs dès le premier tour, et par 98 % au second tour – seules 59 personnes avaient donné leur voix à Jair Bolsonaro.

La ville avait été désignée commune pilote pour le programme Fome Zero ["Zéro faim"] en 2003, première année de la présidence Lula, et la population commençait à voir ses conditions de vie s'améliorer. L'indice de développement humain (IDH), à 0,214 en 2000, était passé à 0,508 en 2010, dernier chiffre donné par l'IBGE, l'Institut brésilien de géographie et de statistique.

REPORTAGE

Les maisons en torchis, encore communes il y a vingt ans, ont disparu. Dans le paysage urbain d'aujourd'hui, les logements sont généralement bordés d'un trottoir assez large pour y mettre quelques chaises en fin de journée et flanqués d'un arbre ménageant une ombre généreuse. Il n'y a pas de murs à Guaribas, ni de circulation. À certaines heures même, on ne croise personne dans ses ruelles.

En 2018, quand j'arpentais ces rues et échangeais avec des Guaribanos pour la première fois, ils m'avaient fait part de leurs plus grandes peurs, et notamment celle-ci, une catastrophe qui s'est concrétisée sous la présidence Bolsonaro : la fin du programme Bolsa Família et le départ de leur ville des médecins cubains. Ces deux programmes mis en place sous les gouvernements du PT étaient vitaux pour Guaribas, qui compte parmi les 200 communes affichant le pire taux d'activité économique du pays, selon les chiffres de l'IGBE pour 2019. Et c'étaient ces initiatives qui valaient au PT, et surtout à Lula, la reconnaissance des Guaribanos. Mais ça aussi, ça change.

Natália Pereira, cuisinière de son métier et électrice convaincue de Haddad en 2018, illustre bien le mouvement. Je retourne chez elle et la trouve devant ses fourneaux, en train de nettoyer des poissons qu'elle préparera à ses clients pour le déjeuner. Elle m'accueille avec allégresse, et un grand sourire. C'est à croire qu'elle m'attendait de pied ferme. Aujourd'hui, elle est pour Bolsonaro, me dit-elle d'emblée : *"Cette fois, je suis derrière lui. Les temps changent, et chaque jour qui passe, on se rend compte. Beaucoup de choses sont très différentes de ce que je croyais."*

↑ En moins de cinq ans, le courant évangélique a conquis près de la moitié des habitants de Guaribas. Le président Jair Bolsonaro, candidat à sa réélection, peut compter sur cette religion comme un outil d'influence pour faire adhérer de nombreux Brésiliens à son action. *Photo Francisco Proner/Agence VU*

Antidémocratie. Une personne en particulier l'a aidée à *"mieux comprendre les choses"*, me raconte Natália. C'est le pasteur Hosano Júnior, de l'Igreja Bíblica da Paz, venu de São Paulo pour s'installer à Guaribas en 2020. Selon le site Internet de cette Église évangélique, la décision de créer une antenne dans l'État du Piauí a été prise après *"deux années de missions dans la ville de Guaribas"*, et cette œuvre de mission a pour ambition de *"sauver et transformer des vies par le pouvoir de la parole de Dieu"*.

Natália Pereira n'était pas évangélique, mais elle s'est mise à assister régulièrement aux offices et à échanger avec le pasteur Júnior. *"Il nous explique beaucoup de choses, et il soutient Bolsonaro.*



Il affirme que le président est une bonne personne et qu'il ne veut que le bien."

J'échange par e-mail avec Hosano Júnior et je l'interroge sur sa façon d'aborder les sujets politiques avec ses fidèles. *"Tous les échanges et les conseils en matière politique, ou autre, sont fondés sur ce que nous indique la parole de Dieu"*, répond-il.

"Au Brésil, les grandes Églises évangéliques partagent les convictions du conservatisme, du néolibéralisme et de l'autoritarisme."

Matheus Alexandre, SOCIOLOGUE

Un reportage sur la *"précarité"* de certains habitants l'a convaincu de s'installer à Guaribas. *"Nous sommes convaincus que partout où arrive la présence de Dieu, tout se transforme en mieux. Nous avons déjà pu voir de nombreux changements s'accomplir à Guaribas"*, assure le pasteur, qui n'a pas l'intention pour l'heure de quitter la ville.

L'Igreja Bíblica da Paz, qui avait soutenu les manifestations antidémocratiques convoquées par Bolsonaro le 7 septembre 2020 [jour de la fête nationale], est la deuxième Église évangélique venue s'implanter à Guaribas en trois ans.

Est arrivée aussi l'Assembleia de Deus Clamor da Última Hora, fondée en 2019 à Val Paraíso, dans l'État du Goiás. Celle-ci a à Guaribas deux pasteurs, Argemiro et Ozelia, qui ont pour mission de *"gagner les âmes pour le Christ"*.

Et ces deux dernières arrivantes sont venues s'ajouter à trois communautés évangéliques déjà présentes en 2018 : l'Assembleia de Deus Madureira, l'Assembleia de Deus Missões et O Brasil para Cristo – toutes sont proches du bolsonarisme.

Le pasteur Amado Alves, représentant de l'Assembleia de Deus Madureira, est l'un des prosélytes les plus actifs dans le champ politique. Il est en campagne pour le président sortant depuis la dernière élection et il est convaincu que la majorité des 59 personnes ayant mis un bulletin Bolsonaro dans l'urne au second tour étaient des fidèles de son Église. Pour le scrutin de cette année, ses échanges avec *"des pasteurs proches du gouvernement"* l'ont aidé à développer une *"autre conception"* de son travail : le succès sera au rendez-vous, assure-t-il.

Ville embellie. Le pasteur s'enorgueillit d'avoir participé à un événement en présence d'André Mendonça, un juge au Tribunal suprême fédéral (STF), que Bolsonaro lui-même a qualifié de *"terriblement évangélique"*. L'homme de foi rappelle aussi sa proximité avec les "rallyzeiros [*rallyeurs*] *de Goiânia*", ainsi que sont désignés les missionnaires en croisade évangélique qui sillonnent le Brésil.

Tout ce travail a porté ses fruits : le nombre de fidèles de l'Assembleia de Deus Madureira a bondi de 30 % ces trois dernières années, selon les chiffres du pasteur. *"Nous sommes bien là, et nous recrutons doucement. Je pense que nous allons dépasser les 400 voix."* Quand on s'étonne d'un tel zèle au profit de Bolsonaro, Amado Alves explique : *"Nous avons un devoir de parler, car la Bible nous dit que la politique est une œuvre de Dieu."*

Et le pasteur Alves n'est pas seul. Grâce à la présence de *"tout un groupe de pasteurs*, constate-t-il, *la mentalité de la population* [*à Guaribas*] *est aujourd'hui très ouverte."*

Maria Joana Silva Alves fréquente l'Igreja O Brasil para Cristo. Elle y a entendu dire que les actions d'un gouvernant ne sont pas une faveur [faite au peuple], mais un devoir. Aucune raison donc pour les Guaribanos de voter Lula pour ce qu'il a fait quand il était au pouvoir.

Sur l'action de Bolsonaro au profit du peuple, Maria Joana se contente de dire qu'*"il avance petit à petit, il fait sa place à Dieu"*. Elle pense ainsi que *"les évangéliques, qui connaissent la parole de Dieu"* voteront certainement pour lui – même s'il se trouve que la cote de popularité du président auprès des évangéliques est en baisse. Elle-même ne sait pas encore ce qu'elle fera, mais elle a une certitude. *"Il y en a qui ont la cote ici, et ce n'est pas pour eux que je voterai"*, dit-elle en référence à Lula.

Comme le rappelle le sociologue Matheus Alexandre, qui travaille sur une thèse sur les valeurs politiques des évangéliques au Brésil, les petites villes et les banlieues des grandes agglomérations ont toujours été un terrain privilégié de prêche et de conquête pour ces Églises.

Si le chercheur ne croit pas à une opération d'expansion dans le seul objectif de rallier de nouvelles voix au président, le rapprochement avec le bolsonarisme a quelque chose d'évident : *"Les grandes Églises évangéliques brésiliennes, influencées par l'éthique néopentecôtiste, nourrissent des convictions en affinité avec le néolibéralisme, le conservatisme et l'autoritarisme."*

Ivan Martins, pasteur méthodiste et doctorant en éducation spécialisé dans les liens entre fondamentalisme religieux et néolibéralisme, ne dit pas autre chose : *"Je ne connais aucune institution de missions ou d'évangélisation qui parte à la conquête de l'intérieur du pays dans le but de peser sur les élections. En revanche, les meneurs des Églises évangéliques fondamentalistes ont bien un projet politique qui s'aligne sur celui de l'actuel gouvernement. Ces Églises sont donc naturellement en campagne."*

Toutes les Églises évangéliques ne se ressemblent pas, signalent les deux chercheurs, et il existe même au sein de toutes ces communautés des tendances opposées au bolsonarisme. Ce n'est pas le cas des pasteurs implantés à Guaribas, profondément attachés aux valeurs conservatrices.

D'ailleurs si Bolsonaro remonte dans le cœur des Guaribanos, il ne le doit pas qu'aux évangéliques. Ces trois dernières années, la ville est devenue plus belle. L'entrée de la bourgade elle-même a changé d'emplacement, délaissant l'antique portique qui, derrière ses grandes lettres souhaitant la "bienvenue", donnait sur des routes de terre qui tournaient au bourbier dès qu'il avait plu.

Aujourd'hui, on entre dans Guaribas par une nouvelle route au revêtement impeccable, → 32

← **Claudinei Maia (*au centre*), le maire de cette commune de 4573 habitants dans le nord-est du Brésil.** *Photo Francisco Proner/Agence VU*

SOURCE

THE INTERCEPT BRASIL

Rio de Janeiro, Brésil
theintercept.com/brasil

Après avoir lancé aux États-Unis *The Intercept* en février 2014, Glenn Greenwald, ex-journaliste du *Guardian* à l'origine des révélations d'Edward Snowden, crée en août 2016 la version brésilienne du site. Il vit désormais à Rio de Janeiro, où est basé *The Intercept Brasil*. Le site brésilien, comme la version américaine, veut mettre en avant le journalisme d'investigation, militant de gauche et dénoncer la consanguinité de la classe politique avec les grands médias brésiliens.

Espagne

Un mégacomplexe qui divise

●●● Une association très controversée de fidèles de droit pontifical, les Hérauts de l'Évangile, veut ériger un mégacomplexe religieux à Sevilla la Nueva, au sud-ouest de Madrid. Vingt hectares, avec notamment une église de style néogothique dotée de deux tours hautes de 70 mètres, un monastère, une école et un immense parking.

Le problème, souligne le site d'information conservateur **El Independiente,** c'est que ce projet, validé par le conseil municipal aux mains du Parti populaire (droite) en 2021, suscite la colère d'une partie des habitants, qui ont lancé une pétition en ligne avant la fin de l'étude d'exécution, mais aussi celle des écologistes, le mégacomplexe évangélique se situant *"dans une zone de protection spéciale pour les oiseaux, où la réglementation municipale limite la hauteur des bâtiments à 7 mètres"*, rapporte *El Independiente*.

L'association, née au Brésil et implantée dans plus de 70 pays, est dans la ligne de mire du Saint-Siège, selon le journal **El País.** En septembre 2019, le Vatican a ouvert une enquête sur *"la gouvernance et le mode de vie"* de membres des Hérauts de l'Évangile après des soupçons de pratiques controversées d'exorcisme. À l'été 2021, la Curie romaine a demandé à *"tous les mineurs résidant dans des maisons, des écoles ou des internats"* gérés par l'association de retourner chez eux pour permettre, selon *El País*, de *"prévenir toute situation pouvant favoriser d'éventuels abus de conscience [...] à l'encontre des mineurs"*.

31 ← qui elle-même débouche sur des artères fraîchement goudronnées. Rejoindre la ville est aussi plus facile, et plus rapide, depuis l'ouverture d'un nouveau tronçon de la BR-235 en décembre 2020 : les habitants n'ont plus à faire 50 kilomètres sur une route de terre pour rallier d'autres communes, y compris la capitale de l'État, Teresina.

C'était d'ailleurs la principale doléance de Henrique Gomes, comptable de son état, quand je l'avais rencontré en 2018. Diplômé en théologie, il appartient à l'Assembleia de Deus Missões et est un électeur convaincu de Bolsonaro : *"J'ai voté pour lui au premier et au second tour, et je ne le regrette pas. Il a lancé des travaux importants, très structurants."*

Pour Natália Pereira, la cuisinière, les aides d'urgence sont un autre bon point pour le gouvernement. C'est grâce à cet argent qu'elle a pu s'acheter de plus grands fourneaux et une structure pour un self. *"Je remercie Dieu et le président"*, dit-elle.

Même l'agriculteur à la retraite Antônio Correia, un fidèle de Lula, se félicite de la mise en place des aides d'urgence, à mettre au crédit de Bolsonaro, selon lui. *"Quand on n'a pas de travail, on n'a aucun moyen de survie, et ces aides ont été précieuses au Brésil."* Ce qu'il ne sait pas (et cela n'a pas beaucoup d'importance pour qui a besoin de manger), c'est que la première proposition du gouvernement se limitait à 200 reais. Bolsonaro a décidé d'augmenter le montant dans un second temps seulement, quand Rodrigo Maia, député et alors président de la Chambre, a annoncé qu'une aide de 500 reais [98 euros] serait acceptée.

Comme je l'ai entendu dans la ville la plus bolsonariste du Brésil, Nova Pádua, à Guaribas aussi certains sont convaincus que Bolsonaro est un honnête homme, mais qu'il a parfois du mal à exprimer sa pensée. *"Ce type, je le vois comme un fou, mais qui aime quand ça file droit. Il n'est pas pour la grande filouterie. Et ça, pour moi, c'est déjà une qualité"*, relève le comptable Henrique Gomes.

Le pasteur Alves lui non plus n'aime pas la façon de parler de Bolsonaro, et c'est même pour lui son seul défaut : *"Ce n'est le genre à faire dans le lyrisme. Il est très direct, il ne soupèse pas ses mots, il ne réfléchit pas. Parfois il parle sans voir les dégâts qu'il va faire."*





→ Un bolsonariste convaincu depuis l'élection de Jair Bolsonaro, en 2018. *Photo Francisco Proner/ Agence VU*

Si les pasteurs évangéliques proches du bolsonarisme détournent bien des électeurs du PT à Guaribas, la route est encore longue. La population dans sa majorité voit bien que la vie est devenue plus dure, et qu'aucune aide versée par le gouvernement Bolsonaro ne peut compenser les prix faramineux qu'ont atteints certains produits de base, notamment l'alimentation ou le gaz.

Natália Duarte est retraitée, et en 2018 elle pleurait de peur à la simple idée de *"voir Lula perdre"*. Aujourd'hui elle ne rêve que d'une chose, qu'il revienne. Sous Lula, se souvient-elle, elle pouvait nourrir ses six enfants avec 100 reais [20 euros]. Aujourd'hui avec la même somme, elle a à peine de quoi acheter du poulet pour tout le monde.

"Avant, un kilo de viande coûtait 8 reais à la boucherie. Aujourd'hui, à moins de 30 reais vous n'avez rien. Tout est devenu cher."

Sa fille, Marleide Alves, a construit dans leur jardin un fourneau de fortune qui fonctionne au charbon, histoire de faire des économies de gaz. *"Cela fait quatre mois que je n'en ai pas acheté. Vous croyez qu'avec une aide Bolsa Família on peut manger, payer les factures ?"* Ce n'est pas le cas. Marleide, son mari et leurs deux enfants perçoivent chaque mois 200 reais [40 euros]. Pour compléter ses revenus, le couple fabrique du charbon qu'il revend 15 reais le sac. Marleide nous montre des bleus sur son épaule : *"Ça, c'est à force de porter du bois."* Elle vient de rentrer, chargée de morceaux de bois.

Amélia Rocha a elle aussi renoncé aux bouteilles de gaz. Je la retrouve chez elle, avec son mari, Nilio Rocha, en train de préparer du riz aux haricots sur sa cuisinière à bois. *"La vie est devenue trop dure, on ne peut même plus comparer."* Ailon Alves de Lima n'envisage pas un instant de voter Bolsonaro, contrairement à son épouse, la cuisinière Natália Pereira. La viande a tellement augmenté que le couple a dû augmenter le prix de son plat à emporter, de 12 à 18 reais : *"Ma vie a changé, pour le pire. Je mets de l'essence dans ma moto mais je ne vais jamais bien loin. Je ne peux même pas proposer un prix raisonnable à mes clients, tout est trop cher."*

Si certaines familles n'ont pas connu la faim à Guaribas, elles ne le doivent qu'à la pension de retraite de leurs aînés et à la culture épuisante du haricot et du maïs. Natália Duarte, 1100 reais de pension de réversion depuis la mort de son mari, tient à aider ses six enfants avec ce maigre revenu. Elle n'a pas toujours de la viande dans son assiette : *"Quand j'en achète un kilo, je partage avec eux. Quand j'en vois un qui ne va pas bien, je me prive un peu plus. Je suis une mère, je n'imagine pas manger en privant mes enfants."*

À Guaribas, la libération de Lula a été accueillie par des pleurs et des cris de joie. C'est l'espoir de jours meilleurs.

Toute la famille de Natália travaille au potager. Cette année, le haricot *"n'a pas donné beaucoup, mais ça fera quelque chose à manger."*

À Guaribas, la libération de Lula a été accueillie par de nombreux habitants par des pleurs et des cris de joie. Pour eux, c'est l'espoir de jours meilleurs. Et c'est un peu comme si un être cher, un proche emprisonné injustement, venait de sortir de prison. *"Vous voyez ce petit jardin là ? Tout le monde est venu là pour remercier Dieu que Lula soit sorti"*, raconte Natália Duarte, qui a vécu ce moment en famille. *"Nous étions tous en larmes. Lula, c'est un père présent, un bon père."*



"Il y a des gens qui rêvent de discuter avec un artiste connu. Moi c'est avec Lula que j'aimerais échanger, face à face. Je voudrais le remercier pour ce qu'il a fait avec nous par le passé, et pour le courage qu'il donne à cette nation pauvre", dit Ailon Alves. L'agriculteur à la retraite Antônio Correia est du même avis. *"Le Brésil pleure pour Lula. Et lui les pauvres, c'est son truc."*

"Bolsonaro, cœur mauvais". De nombreux Guaribanos avec qui j'ai pu échanger pensent que le PT, s'il avait été au gouvernement, aurait fait preuve de plus de responsabilité dans la gestion de la pandémie. La bourgade a recensé 108 cas de Covid-19 et seulement deux décès, mais ce qui s'est passé au Brésil dans son ensemble les a terrifiés.

Rien qu'en parler, *"ça use les nerfs"* d'Antônio Correia. Lui a beau avoir ses trois doses de vaccin, il évite de sortir de chez lui. *"Bolsonaro a le cœur mauvais"*, il suffit de l'entendre s'exprimer contre la vaccination, juge-t-il : *"Quand Bolsonaro a commencé à faire vacciner les Brésiliens, le nombre de morts a diminué. C'est bien la preuve que le vaccin est bon. C'est lui qui commande au Brésil, il avait le pouvoir de garder des Brésiliens en vie."*

Nilio Rocha lui aussi a vécu dans la peur. En accord avec sa femme Amélia, il reste à la maison, plongé dans la tristesse, et reste parfois allongé par terre des heures, apathique. Pour lui, Bolsonaro a agi avec cruauté. *"Cet homme est catastrophique. S'il avait lancé les achats de vaccin tout de suite, il y aurait eu moins de morts. Mais il a lambiné, et on est presque à 700 000 morts aujourd'hui."*

En bonne bolsonariste, la cuisinière Natália Pereira n'est pas de cet avis. Pour elle, le gouvernement a acheté les vaccins au bon moment, et si Guaribas a tardé à les voir arriver, c'est parce *"nous sommes loin, et le pays est très grand"*. La vérité est que le gouvernement Bolsonaro aurait pu lancer la vaccination dès 2020 s'il n'avait pas refusé l'offre de 70 millions de doses faites par Pfizer en août de cette année-là.

À Guaribas, le départ redouté des médecins cubains n'a pas eu de répercussions négatives pour l'heure. Les habitants ont été privés d'accès aux soins pendant quelque temps, quand le gouvernement a mis fin au programme bilatéral et que les Cubains ont quitté le pays, en novembre 2018, après des attaques incessantes de Bolsonaro. Mais six mois plus tard, deux médecins, Jeferson Souza Lopes, venu de l'État de Santa Catarina, et Michel Batista Lopes, du Pernambouc, sont venus reprendre les postes vacants ; ils vivent sur place et reçoivent les patients du lundi au jeudi.

Le gouvernement Bolsonaro a annoncé en 2019 le lancement d'une nouvelle initiative, Médicos pelo Brasil, pour remplacer progressivement le programme Mais Médicos, mais les premiers appels à candidatures n'ont eu lieu qu'en novembre 2021. Et entre autres différences entre les deux programmes, il y a le nombre d'heures à assurer : quand Mais Médicos prévoyait des contrats de trente-deux heures hebdomadaires, plus huit heures de spécialisation en santé familiale, Médicos pelo Brasil impose quarante heures de travail et vingt heures de cours par semaine.

Le docteur Michel Batista, installé à Guaribas depuis trois ans, vient de renouveler son contrat Mais Médicos et s'est engagé à rester dans la ville jusqu'en 2025. Il a choisi Guaribas parce qu'il voulait acquérir une expérience dans le système de santé publique, et parce que ce n'est qu'à 440 kilomètres de Petrolina, où vit sa famille – il peut ainsi faire ses heures la semaine et rentrer le week-end au Pernambouc.

Mais le changement de programme inquiète le médecin, convaincu que le nouveau dispositif va avoir du mal à recruter – Guaribas pourrait à nouveau se retrouver sans médecins quand lui et son confrère seront partis. Pour Michel Batista, le gouvernement aurait mieux fait de simplement réformer Mais Médicos en donnant la priorité aux professionnels de santé brésiliens tout en ouvrant toujours l'accès aux postes vacants à des médecins étrangers – *pas seulement cubains"* : *"Le programme Mais Médicos est le plus efficace qu'on ait connu pour les villes isolées comme Guaribas. Médicos pelo Brasil ne va pas marcher, personne ne va vouloir enchaîner des journées de huit heures du lundi au vendredi et des week-ends à étudier une spécialisation, en tout cas pas s'il s'agit en plus de vivre en dehors des grandes villes."*

La cuisinière Natália Pereira, dont la principale crainte en 2018 portait sur la fin de Mais Médicos en cas de victoire de Bolsonaro, est aujourd'hui bien plus critique envers l'ancien dispositif. *"Les Cubains coûtaient cher"* – c'est en tout cas la conclusion à laquelle l'ont amenée ses discussions avec le pasteur Hosano Júnior.

—Nayara Felizardo
Publié le 9 février

↑ Raimundinha est une partisane de Lula. Elle avait accueilli des activités politiques lors de la mise en place, vitale pour Guaribas, de Bolsa Familia, le programme social créé par l'ancien président et supprimé par Bolsonaro. *Photo Francisco Proner/Agence VU*

France

Un dynamisme prosélyte

●●● En février 2020, alors que le monde ne se savait pas encore à l'orée d'une pandémie, s'était tenue à Mulhouse la prière annuelle d'une semaine célébrée par l'église de la Porte ouverte chrétienne. Souvent qualifiée de "méga-Église" évangélique charismatique, cette dernière compte plus de 2200 fidèles. Cet événement de Mulhouse, un *"point de bascule"* selon **The Washington Post,** avait été l'un des premiers événements *"à propagation massive [du Covid-19] en Europe"*, et l'Église évangélique avait été accusée par les autorités françaises d'avoir *"semé la première vague du pays"*. Cette affaire avait mis la lumière sur le mouvement évangélique et son dynamisme prosélyte en France. Selon le Conseil national des évangéliques de France (Cnef), qui regroupe 31 unions d'Églises et 170 associations membres, ils seraient ainsi 650 000 pratiquants en France se partageant 2509 lieux de culte. En décembre 2021, **The Local** faisait état d'une décision du gouvernement français de décupler le budget de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes), face à la multiplication des sectes religieuses *"considérées comme potentiellement dangereuses"*, qui ont explosé pendant la pandémie. Selon *The Local* sont visés des néochamans, des médiums, des spécialistes du développement personnel, mais aussi plusieurs groupes protestants évangéliques.

trans-versales. économie

Technologie ...36

Elvira Nabioullina, commandante en chef de l'économie russe

Finance. Arrivée à la tête de la banque centrale en 2013, puis reconduite à son poste au début de la guerre en Ukraine, cette fidèle de Vladimir Poutine a remisé son orthodoxie libérale pour éviter à la Russie une faillite bancaire.



↙ *Dessin de* **Bénédicte,** *Suisse, pour* **Courrier International.**

—The New York Times
(*extraits*) *New York*

Pour la deuxième fois en moins de dix ans, Elvira Nabioullina doit faire naviguer l'économie russe à travers une mer démontée.

En 2014, un an à peine après son arrivée à la tête de la banque centrale de Russie, et confrontée à l'effondrement du rouble et à la flambée de l'inflation, Elvira Nabioullina avait forcé l'entrée de l'institution dans l'ère des politiques économiques modernes en relevant fortement les taux d'intérêt. Cette décision politiquement risquée avait permis de maîtriser la flambée des prix et lui avait valu la réputation internationale de femme sachant prendre des décisions difficiles.

Dans l'univers des banques centrales, Elvira Nabioullina a gagné ses galons pour avoir mis en place des politiques monétaires orthodoxes afin de gérer une économie dont l'indiscipline était souvent liée aux cours du pétrole. En 2015, elle a été nommée banquière de l'année par *Euromoney* [le magazine des marchés financiers]. Trois ans plus tard, Christine Lagarde, alors à la tête du Fonds monétaire international, déclarait avec enthousiasme qu'elle savait *"réenchanter la banque centrale"*.

Troisième mandat. C'est à Elvira Nabioullina qu'il revient d'aider l'économie russe à traverser une profonde récession et de maintenir à flot son système financier, coupé d'une grande partie du reste du monde. Un défi qui fait suite aux années passées à renforcer les défenses financières de la Russie contre le type de sanctions puissantes qui ont été imposées en représailles à l'agression géopolitique du président Vladimir Poutine.

Elle accompagne l'extraordinaire rebond de la monnaie russe, qui avait perdu un quart de sa valeur dans les jours qui ont suivi l'invasion de l'Ukraine le 24 février. La banque centrale a pris des mesures énergiques pour empêcher que d'importantes sommes d'argent ne quittent le pays, mettant fin à la panique sur les marchés et à une éventuelle faillite bancaire.

À la fin du mois d'avril, le Parlement russe a confirmé Elvira Nabioullina, 58 ans, pour cinq années supplémentaires au poste de présidente, après que Vladimir Poutine l'a nommée pour un troisième mandat. *"C'est un garant important de la stabilité du système financier russe"*, explique Elina Ribakova, économiste en chef adjointe de l'Institute of International Finance, qui regroupe les acteurs du secteur financier à Washington. *"Sa reconduction a une valeur symbolique."*

Opéra et histoire. Elle a su exploiter au mieux la catastrophe annoncée lors de la précédente crise. En 2014, la Russie subissait deux chocs économiques : l'effondrement des prix du pétrole et les sanctions économiques imposées après l'annexion de la Crimée.

Le rouble s'était effondré. Nabioullina avait alors porté les taux d'intérêt à 17 %, et ils sont restés élevés pendant des années.

Le réajustement fut douloureux, et l'économie s'était contractée pendant un an et demi. Mais à la mi-2017, le taux d'inflation était tombé au-dessous de 4 %, son plus bas niveau de l'ère postsoviétique.

"Elle est l'incarnation parfaite de la modernité dans le domaine de la banque centrale, affirme Richard Portes, qui enseigne l'économie à la London Business School. *Elle a fait ce qu'elle avait à faire"* même lorsque c'était difficile politiquement. *"Si on veut un contre-exemple,* ajoute-t-il, *il suffit de regarder la Turquie",* où des années d'ingérence politique auprès de la banque centrale aboutissent à une inflation galopante, à 70 % ce mois-ci.

Sous la direction d'Elvira Nabioullina, la banque centrale s'est modernisée. Elle a amélioré sa communication en programmant les grands axes de sa politique, en fournissant des orientations sur sa politique, en rencontrant des analystes et en répondant aux questions des journalistes. Ses conférences annuelles à Saint-Pétersbourg attirent des économistes du monde entier. Elvira Nabioullina a participé à des conférences internationales, ainsi qu'aux réunions des banquiers centraux organisées par la Banque des règlements internationaux, à Bâle, en Suisse.

Elvira Nabioullina, décrite comme aimable et volontaire, aux dossiers toujours très bien préparés, est adepte de l'économie de marché (malgré une formation à l'économie sous l'ère soviétique) et une grande amatrice d'histoire et d'opéra. Née à Oufa, une ville industrielle située à plus de 1000 kilomètres à l'est de Moscou, elle a étudié à l'université publique de Moscou, l'une des plus prestigieuses facultés du pays, et est mariée à un économiste.

Elvira Nabioullina s'est aussi attiré le respect de ses pairs pour avoir fait le ménage dans le secteur bancaire. Lors de ses cinq premières années à la banque centrale, elle a fait fermer environ 400 établissements, soit un tiers des banques russes, afin de se débarrasser d'institutions financières aux *"transactions douteuses",* a-t-elle dit. *"Il faut beaucoup de courage pour lutter contre la corruption au sein du secteur bancaire",* reconnaît Sergueï Gouriev, un économiste russe qui a quitté le pays en 2013 et enseigne désormais à Sciences Po à Paris. Son programme était, selon lui, voué à l'échec parce qu'il se limitait aux banques privées. Ce qui a eu pour effet pervers que les banques publiques, protégées par le gouvernement, se sont senties autorisées à prendre plus de risques.

L'intégrité de Nabioullina n'a jamais été questionnée, ajoute Sergueï Gouriev, qui la connaît depuis quinze ans. *"Elle n'a jamais été soupçonnée de corruption."*

Dédollarisation. Personnage clé du régime de Poutine depuis vingt ans, elle était sa conseillère économique depuis un peu plus d'un an quand elle est devenue présidente de la Banque centrale de la Fédération de Russie, en juin 2013, après avoir été ministre du Développement économique quand Poutine était Premier ministre. *"Elle a toute la confiance du gouvernement et du président",* affirme Sofya Donets, une économiste qui a travaillé pour la banque centrale de 2007 à 2019.

Cette confiance s'est construite avec son soutien à l'économie russe contre les sanctions occidentales. En 2014, les États-Unis

> **"Il faut beaucoup de courage pour lutter contre la corruption au sein du secteur bancaire russe."**
> **Sergueï Gouriev,** ÉCONOMISTE

ont restreint l'accès aux marchés de capitaux pour de nombreuses grandes entreprises russes. Celles-ci étaient lourdement endettées en devises étrangères, faisant craindre le défaut de paiement. Elvira Nabioullina a alors entrepris une dédollarisation de l'économie, afin que les entreprises et les banques soient moins vulnérables si Washington restreignait davantage l'accès du pays aux dollars.

Elle a également revu les réserves de la banque centrale, qui ont atteint un record de plus de 600 milliards de dollars, pour augmenter la part de l'or, de l'euro et du yuan chinois. Sous son mandat, la part du dollar dans les réserves de la banque centrale est passée de plus de 40 % à seulement 11 %.

Elle a mis en place une autre protection contre les sanctions, avec une solution de remplacement pour Swift, le réseau interbancaire international. Elle a aussi modifié l'infrastructure des paiements pour que les transactions par carte de crédit transitent par un système interne, de sorte que l'effet d'un retrait de Visa et de Mastercard du marché russe soit minimal.

En mars, *Bloomberg* et le *Wall Street Journal* avaient affirmé qu'Elvira Nabioullina avait voulu démissionner après l'invasion de l'Ukraine, et que sa demande avait été rejetée par Poutine. La banque centrale a démenti.

Selon Sergueï Gouriev, il est probable qu'elle soit restée à son poste parce qu'elle est convaincue que sinon l'inflation serait hors de contrôle et que les Russes ordinaires seraient les premiers à en souffrir. Il ajoute : *"Je pense qu'elle est surtout en train de soutenir l'économie de guerre de Poutine. Et elle se retrouve à faire tout autre chose que ce pour quoi elle s'était engagée."*

Rebond du rouble. Après pratiquement dix ans d'une réputation forgée en jugulant l'inflation et en introduisant l'orthodoxie monétaire à Moscou, elle a été contrainte d'abandonner ses politiques de prédilection après l'invasion de l'Ukraine et les sanctions financières occidentales. Elle a plus que doublé les taux d'intérêt, passés à 20 %, a instauré des mesures de contrôle des capitaux pour arrêter leur fuite, et a fermé la Bourse de Moscou. Ces mesures ont enrayé la panique initiale et aidé le rouble à rebondir.

La Russie entre dans une forte récession, avec une économie coupée du reste du monde. Le 29 avril, la banque centrale a abaissé ses taux d'intérêt à 14 %, signe qu'elle concentrait ses efforts non plus sur la lutte contre une tornade financière mais sur les moyens de minimiser les répercussions prolongées des sanctions, alors que l'inflation s'accélère et que les entreprises sont contraintes de réinventer leurs chaînes d'approvisionnement sans marchandises importées.

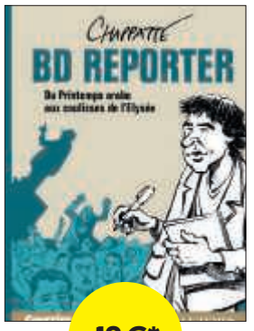
L'inflation pourrait atteindre un taux de 23 % cette année, selon les prévisions de la banque centrale. L'économie pourrait se contracter de 10 %. *"Nous traversons une énorme zone de turbulences",* dit Elvira Nabioullina.

—Eshe Nelson
Publié le 9 mai

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le QR code

Ou sinon rendez-vous sur notre site :
https://abo.courrierinternational.com/vpc
ou par téléphone : 03 21 13 04 31
(du lundi au samedi de 9 heures à 18 heures)



BD Chappatte Reporter

Du Printemps arabe aux coulisses de l'Élysée. Les récits de Chappatte racontent le monde avec la simplicité du dessin et donnent à voir l'humanité derrière l'actualité.

18 €*

BD Chappatte Au coeur de la vague

Les dessins de presse de Chappatte parus pendant la crise complètent avec humour le récit. Au cœur de la vague nous fait revivre une période inouïe de notre histoire.



22 €*



Coffret 10 DVD Télérama volume 11

Regroupe les dix films marquants de 2020 à voir ou à revoir chez vous. Offre réservée aux abonnés de *Courrier international*.

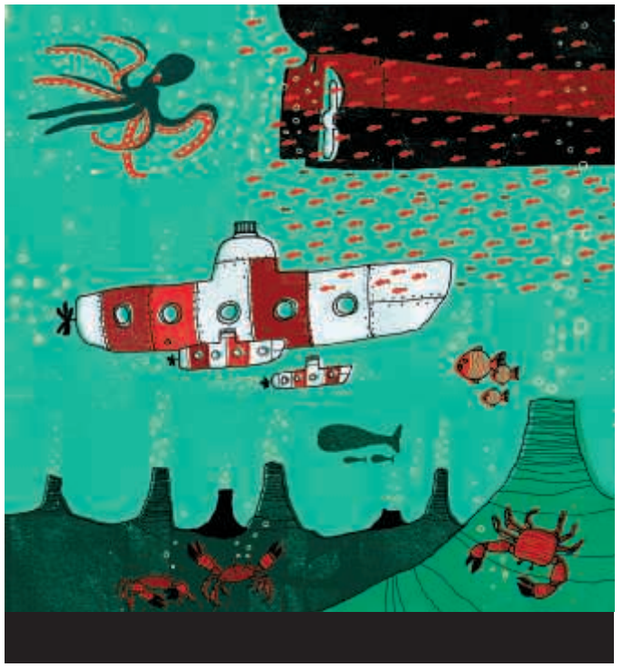
45 €*

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 juillet 2022
** Frais de port en sus en fonction du produit.*
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co

TECHNOLOGIE

Du son pour se repérer sous l'océan

Acoustique. Le système Sofar, qui repose sur la propagation des ondes sonores sous l'eau, pourrait transformer la biologie marine.



IKON IMAGES

↙ *Dessin d'***Oivind Hovland,** *Norvège.*

—The Economist (*extraits*)
Londres

De l'albatros au zèbre, il y a longtemps déjà que les zoologues peuvent suivre les animaux terrestres grâce à des traceurs GPS qui leur renvoient des données par satellite. Pour les biologistes marins, en revanche, c'est plus compliqué – l'eau de mer reste farouchement opaque aux signaux électromagnétiques radio. Impossible de recevoir un signal GPS ni de renvoyer la moindre donnée à un récepteur.

Cela n'empêche pas pour autant tout traçage de la faune marine. Les données recueillies et stockées dans un traceur peuvent être envoyées par paquets lorsque l'animal (si tel est le comportement de son espèce) remonte à la surface ; autre option, le traceur peut être conçu de façon à remonter lui-même à la surface au bout d'un temps donné, ou bien être récupéré si l'animal est attrapé par un bateau de pêche – les pêcheurs sont rémunérés plusieurs centaines de dollars par traceur renvoyé à son laboratoire de départ.

Problème, aucune de ces méthodes ne permet un suivi précis des déplacements de l'animal porteur du traceur. D'où l'intérêt de trouver un équivalent du GPS adapté au milieu marin. C'est précisément ce qu'est en train de déployer la Woods Hole Oceanographic Institution (Whoi). Ce centre de recherche océanographique établi dans le Massachusetts espère ainsi peupler les océans de balises sonores qui, à la façon des satellites GPS, enverront des signaux permettant, par triangulation, de localiser un capteur quand il est sous l'eau.

Guide d'ondes. L'océan peut être décomposé en couches d'eau, de température et de salinité différentes. Dès la Seconde Guerre mondiale, des experts américains en sciences navales ont montré que certaines de ces strates océaniques pouvaient se comporter comme des guides d'ondes acoustiques : c'est ce qu'ils ont appelé les "canaux Sofar", pour *sound fixing and ranging* [un nom construit sur le même modèle que sonar : *sound navigation and ranging*]. Un son émis dans cette zone est comme réverbéré entre les couches aquatiques inférieure et supérieure, et donc piégé – un peu comme la lumière dans la fibre optique. Ainsi canalisée, une onde sonore peut parcourir des centaines de kilomètres sans s'atténuer, et rester détectable.

Les émetteurs Sofar déployés par la Whoi sont des bouées d'une tonne ancrées à une profondeur adaptée au canal concerné. Toutes les douze heures, ils envoient un signal de localisation de trente-deux secondes appelé "pong" – par analogie avec le "ping", l'impulsion sonore envoyée par les sonars, mais de plus basse fréquence (300 Hz, contre 18 kHz). Dans des conditions classiques, un pong peut être reçu à 1 000 kilomètres de son lieu d'émission. Et grâce aux pongs émis par plusieurs balises, un récepteur est capable de calculer sa propre localisation.

Les récepteurs existants pour les deux émetteurs Sofar actuellement déployés sont intégrés à des systèmes d'instruments dérivants qui mesurent la température, la salinité et d'autres variables physiques. Mais le projet est de déployer deux autres émetteurs cette année, et plus encore par la suite, dans l'objectif de "sonoriser" toute la côte est des États-Unis jusqu'à la mer des Sargasses. Parallèlement, des équipes planchent pour rendre les capteurs le plus petits possible, de façon à en équiper même des poissons.

Godi Fischer, de l'université du Rhode Island, fait partie des scientifiques qui travaillent à cette miniaturisation. Sa dernière proposition en date, actuellement en phase de test sur des drones submersibles appelés en anglais *gliders* ["planeurs"], fait 24 millimètres de long et 11 millimètres de diamètre pour un poids de 9 grammes seulement – un capteur suffisamment petit pour être placé sur bon nombre de créatures marines. Même si l'hôte ne se trouve pas dans un canal Sofar, Godi Fischer assure qu'il y a suffisamment de "fuites" [acoustiques] hors de ces canaux pour que le capteur puisse intercepter un signal distant d'une centaine de kilomètres. Ce petit équipement coûte la somme modique de 200 dollars [environ 190 euros].

Simon Thorrold, écologue marin à la Whoi, se réjouit d'avance : il espère dans quelques mois pouvoir équiper de ces traceurs des thons et des espadons. Le comportement de ces deux importantes espèces commerciales reste mal connu. L'espadon observe un cycle journalier : il plonge à l'aube pour passer la journée à des profondeurs pouvant atteindre 800 mètres, avant de remonter vers la surface la nuit venue – mais nul ne sait pourquoi.

Thorrold compte bien résoudre le grand mystère de la reproduction des anguilles atlantiques.

Simon Thorrold émet l'hypothèse d'un lien entre le comportement de l'espadon et certains phénomènes dits de "méso-échelle", plus précisément des tourbillons de plusieurs dizaines de kilomètres d'envergure d'une durée d'un mois environ. Les remous thermocentriques, un type particulier de ces tourbillons, pourraient être essentiels aux espèces prédatrices. Si l'on peut établir un lien entre les déplacements des espadons et la localisation de ces tourbillons, la compréhension des mécanismes des écosystèmes marins pourrait faire un bond, et profiter aussi bien aux pêcheurs qu'à l'environnement, estime Simon Thorrold : la pêche pourrait sélectionner plus efficacement les poissons recherchés, ce qui réduirait les prises dites accessoires, celles d'espèces interdites ou non commerciales. L'écologue marin mise aussi beaucoup sur ce procédé pour pister le saumon atlantique.

Et Thorrold compte bien résoudre aussi, et une bonne fois pour toutes, le grand mystère de la reproduction des anguilles atlantiques. L'anguille a un cycle de vie inverse de celui du saumon : c'est en mer qu'elle se reproduit, les juvéniles rejoignant ensuite l'eau douce où elles passeront l'essentiel de leur existence. On sait, depuis des travaux menés il y a un siècle, que l'anguille atlantique fraie à proximité de la mer des Sargasses, mais le lieu exact reste à ce jour inconnu.

Minions. Et les applications potentielles des émetteurs Sofar ne se cantonnent pas à la zoologie. Melissa Omand, chercheuse comme Godi Fischer à l'université du Rhode Island, est spécialiste de la robotique sous-marine. Elle a mis au point de petits flotteurs sous-marins qu'elle a baptisés "Minions" [pour *miniature isopycnal*] pour suivre les déplacements du carbone [sous forme de dioxyde de carbone, ou CO_2] dans les océans.

Chaque Minion embarque une petite caméra, semblable à celle d'un smartphone, ainsi qu'un microprocesseur Raspberry Pi, grâce auxquels il peut suivre de petites particules de matière organique (des déjections de poisson, pour l'essentiel). Cette "neige marine", ainsi qu'on l'appelle, tombe de la surface vers les abysses, et s'y décompose si lentement qu'elle persiste parfois plusieurs milliers d'années. Elle constitue ainsi un important puits de dioxyde de carbone, où ce dernier est stocké, de sorte qu'il ne contribue pas au réchauffement climatique. Équipée des traceurs de Godi Fisher, une flotte de ces robots Minions, par ailleurs peu coûteux, pourrait améliorer la connaissance des courants océaniques et des transports de CO_2 dans les océans.

Pour une balise Sofar comme en fabrique la Whoi, il faut compter autour de 100 000 dollars [environ 94 000 euros], hors coût de déploiement. Le lancement de plusieurs milliers d'entre elles coûterait ainsi autant qu'un seul satellite GPS. Or, étonnamment, cette balise n'a pas à ce jour d'équivalent militaire.

La Whoi étant une institution scientifique, il est logique que les premières applications le soient aussi. Comme ce fut le cas pour le GPS, cependant, une fois l'infrastructure en place, certains ne manqueront pas de lui trouver des déclinaisons commerciales. Nul ne peut dire comment l'humanité utilisera les océans dans les décennies à venir – mais l'existence de bonnes balises devrait l'aider à bien faire.—

Publié le 30 avril

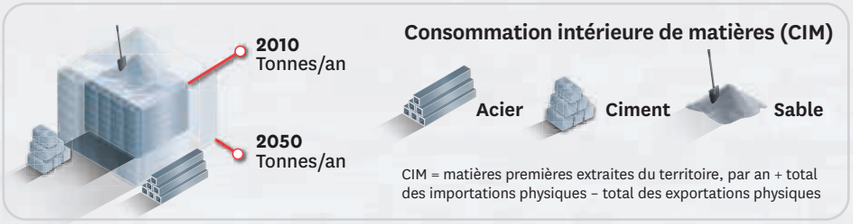
signaux

Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Le poids des villes augmente

D'ici à 2050, la consommation de matériaux de construction à l'échelle mondiale devrait plus que doubler.

En 2050, 80 % de la population mondiale devrait vivre en milieu urbain. Alors que les villes ne cessent de s'étendre, la consommation de matériaux de construction devrait passer de **40 milliards de tonnes en 2010 à 90 milliards de tonnes en 2050.**



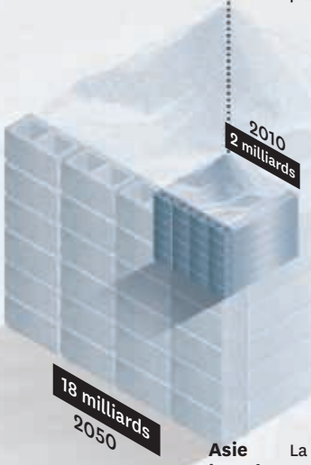
Nombre d'habitants en milieu urbain

Les villes ne représentent que 2 % de la surface terrestre, mais les activités qu'elles abritent consomment plus de 75 % des matériaux de la planète.

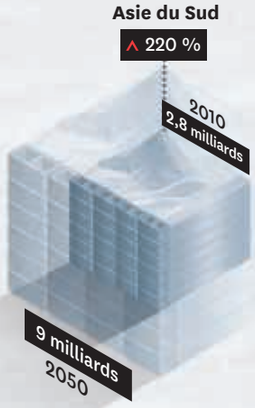


Afrique ^790 %

La population des villes africaines devrait doubler d'ici à 2050, et la consommation de matériaux passer de **2 à 18 milliards de tonnes par an.**



Asie du Sud ^220 %



Asie du Sud-Est ^180 %



Asie centrale et occidentale ^150 %

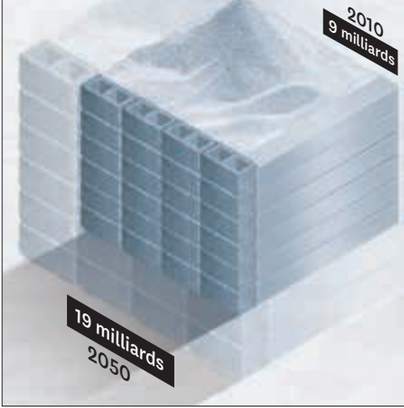


Océanie ^140 %

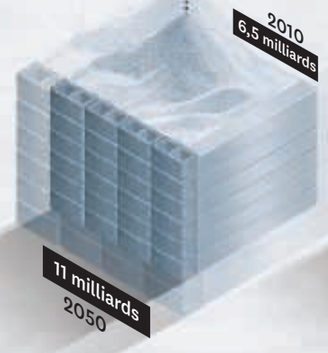


Asie orientale ^115 %

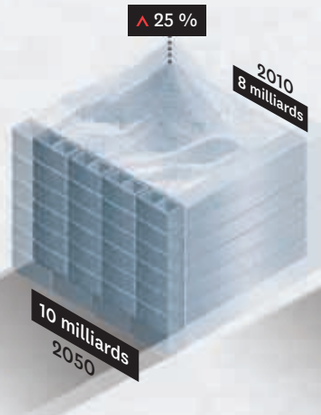
La Chine y est le premier pays consommateur de matériaux. Sa consommation pourrait passer de **4,9 milliards de tonnes en 2010** à **13 milliards de tonnes en 2050.**



Amérique du Sud et Amérique centrale ^70 %



Europe ^25 %



Amérique du Nord ^17 %



Source : ONU, 2022

Source

VISUAL CAPITALIST. Ce site canadien publie des infographies sur des sujets liés à l'économie, mais pas seulement. Parue le 20 avril, celle-ci s'appuie sur le rapport "Le poids des villes" du Programme de l'ONU pour l'environnement. Elle permet de visualiser les effets matériels de l'urbanisation mondiale, mais aussi de rendre compte de son évolution d'ici à 2050 en la comparant à 2010. Le continent africain devrait connaître la plus forte augmentation de la population de ses villes et un bond de la demande en matériaux.

360

MAGAZINE
Margaret Atwood : “Vers une théocratie?” • Idées 42
Brassens dans la langue de Goethe • Culture 44
Les philosophes végans de l’Antiquité • Histoire.....46

Le Far West des plantes vertes

Fausses appellations, espèces imaginaires, boutures volées, photos mensongères... Les plantes exotiques d’intérieur, très à la mode sur Instagram, font l’objet de toutes sortes d’arnaques en ligne. Un business florissant, sur fond de flambée des prix.

—*The Observer* [extraits]
Londres

BOTANIQUE

En mars, une dame a posté un message sur le forum “Am I The Asshole?” [“C’est moi le connard?”] de la plateforme Reddit pour raconter un conflit avec sa nièce de 14 ans, qu’elle ne voulait plus jamais voir de sa vie et à qui elle avait dit d’aller brûler en enfer. Son crime : un vol de plantes.

La dame devait s’absenter pendant quinze jours et elle avait demandé à sa nièce de s’occuper de sa précieuse collection de 35 plantes d’intérieur. En échange de quoi elle lui ferait don de quelques boutures. À son retour, elle a trouvé un massacre. Toutes les créatures en pot avaient eu droit à une coupe drastique, certaines ratiboisées de moitié. Son pothos bleu, son séneçon de Rowley, son *Othonna capensis* Ruby Necklace, son philodendron brandtianum, son pothos doré (un lierre à qui elle avait appris à monter l’escalier)... Tous décimés. La nièce avait prélevé ses boutures à l’avance. Elle n’y était pas allée de main morte avec le sécateur.

Les joyaux de sa collection étaient dans un état pire encore : le philodendron Pink Princess était réduit à deux feuilles, et le *Monstera albo* n’en avait plus que trois.

La dame s’est effondrée, elle a pleuré, fulminé, hurlé sur sa nièce – laquelle avait déjà vendu l’essentiel des boutures. Pour un observateur extérieur, la réponse à la question du forum était évidente. Bien sûr que cette dame était la méchante : sa nièce avait 14 ans, elle avait juste fait une erreur; et puis, ce n’étaient que des plantes.

Les commentateurs à la main verte, en revanche, n’étaient pas du même avis : la nièce avait été prise la main dans le sac. Plusieurs de ces plantes valaient des centaines de livres. Le *Monstera albo,* par exemple, est la plante du moment sur Instagram. Sa valeur a autant grimpé au cours des deux dernières années que celle des cryptomonnaies. Une bouture peut atteindre des milliers de livres. Ce n’était pas une erreur, c’était un vol.

Consultez un avocat, conseillèrent les internautes. Portez plainte. *“L’enfer, ce serait encore trop bien pour elle”,* écrivit l’un d’entre eux. Ils votèrent : non, la dame n’était pas une connasse.

Les gens volent des plantes depuis aussi longtemps qu’elles poussent. Les aventuriers botanistes victoriens ont alimenté une course aux végétaux sur toute la planète pendant qu’au pays, les jardins exotiques devenaient un symbole d’appartenance à la haute société.

Aujourd’hui, le Brexit, la pandémie et les réseaux sociaux ont créé les conditions parfaites de la crise. Les jardineries ayant fermé en 2020 [pour cause de pandémie], les Néerlandais – qui produisent des plantes d’intérieur dans d’immenses serres high-tech – ont arrêté la production, ce qui a provoqué une pénurie mondiale. Dans le même temps, la demande de plantes d’intérieur a explosé. Le Brexit a fait monter les prix, et la crise de l’énergie semble bien partie pour les faire augmenter encore.

Tout ceci ne va probablement faire qu’ajouter à l’intérêt qu’elles suscitent. Montrer une espèce rare ou chérie sur Instagram porte un nom : le *plant flexing* [de *muscle flexing*, qui signifie “montrer ses muscles”]. Les plantes rares qui se vendaient moins de 100 livres [environ 117 euros] il y a deux ou trois ans s’arrachent désormais pour des milliers de livres dans les enchères en ligne. L’année dernière, un Néo-Zélandais a fait les gros titres en vendant un petit plant à huit feuilles de *Rhaphidophora tetrasperma,* aussi appelé *Monstera minima,* pour 14 000 livres [environ 16 000 euros]. Les journaux ont parlé de *“vente record”,* mais plusieurs initiés m’ont raconté avoir vu des plantes se vendre le double.

Le Brexit, la pandémie et les réseaux sociaux ont créé les conditions de la crise. L’an dernier, un Néo-Zélandais a vendu 16 000 euros un petit plant de *Rhaphidophora tetrasperma*.

“J’ai entendu des producteurs tout à fait respectables dire qu’ils demandaient minimum 40 000 dollars pour certaines de leurs variétés, confie Tyler Thrasher, un pépiniériste américain qui présente un podcast à succès intitulé *Greenhouse Rants. C’est en général parce que ces plantes se retrouveront ensuite dans un laboratoire de culture de tissus végétaux, où elles pourront générer des millions de spécimens en deux ou trois ans.”*

Comme pour tout ce qui est précieux, la valeur d’une plante est fonction de sa rareté. Prenez l’une des → 40



PHOTO AARON TILLEY/THE GUARDIAN/EYEVINE

38 ← plus prisées, le *Monstera albo*. Sa valeur tient aux variégations, ces marques blanches uniques qui parsèment ses feuilles. La probabilité qu'un *Monstera* ordinaire (que l'on peut se procurer pour 19 livres chez Ikea) développe des variégations dès sa germination est d'environ 1 sur 100 000. Ce qui n'empêche pas certains de vendre des *"graines de* Monstera variegata*"*, le haricot magique du jardinage d'intérieur.

Il n'est pas rare que les spécimens qui rendent le mieux sur Instagram – ceux dont les feuilles en demi-lune se partagent entre vert pur et blanc neige – partent pour 10 000 livres [près de 11 800 euros] sur eBay, Etsy et Facebook Marketplace. Les boutures – qui constituent le seul moyen fiable d'obtenir par soi-même un *Monstera albo* – atteignent quant à elles des centaines, voire des milliers de livres. Soit dit en passant, le résultat n'est pas garanti : la nature fait parfois que les boutures d'un plant marbré produisent des feuilles entièrement vertes.

Cette bulle des plantes d'intérieur a des ramifications tout ce qu'il y a de plus humain : spéculation, arnaques et crimes véritables. Des collections de plantes ont été volées sous la menace d'une arme ; des jardins botaniques pillés au sécateur ; et on a même vu des vendeurs sans scrupule se mettre à peindre des feuilles en blanc.

Thrasher s'est aperçu que les choses avaient changé quand des gens se sont mis à vendre des *"nœuds"* – environ deux centimètres de tige avec un point de croissance – au lieu de boutures entières, pour maximiser les profits. Ces *"wet sticks"* ["bâtons mouillés"], comme il les a baptisés avec mépris dans l'un de ses podcasts, affichent désormais un prix allant de 50 à quelques centaines de livres. On a pourtant beaucoup de moins de chances d'obtenir un plant à partir d'un nœud qu'à partir d'une bouture entière. Peu importe, cette pratique est désormais tellement répandue qu'elle a même engendré une ligne de tee-shirts baptisée Send Nodes ["Envoyez les nœuds"].

"Vous vendez un truc qui pourrait potentiellement donner une nouvelle plante, explique Thrasher, *et j'insiste lourdement sur le* potentiellement. *Les gens ne peuvent pas se permettre d'acheter une plante adulte qui coûte 3 000 dollars [un peu moins de 2 850 euros]. Alors, si quelqu'un lance :* 'Hé, je vous file un nœud pour 200 dollars', *ils sont prêts à prendre le risque."* Les fulminations du pépiniériste ont eu l'effet inverse de celui attendu : le terme *wet sticks* est devenu le nom courant des nœuds, qui sont maintenant vendus fièrement sous cette appellation.

Des collections ont été volées sous la menace d'une arme, des jardins botaniques pillés au sécateur. On a même vu des vendeurs sans scrupule peindre des feuilles en blanc.

Discutez avec des vendeurs de plantes en ligne et ils vous diront que les nœuds n'étaient qu'un début. Certains proposent des tiges sans même un point de croissance – un vrai *"bâton mouillé"*, qui ne pourra jamais devenir une plante. *"Mais ils les photographient de façon qu'on croie qu'il y en a un"*, explique Grace Morris, qui tient la boutique GracesHouseOfPlants, sur Etsy. La plupart des acheteurs, me fait-on remarquer, penseront que c'est de leur faute si la plante ne pousse pas, ou ne comprendront qu'ils se sont fait arnaquer que bien après les vingt jours de délai de contestation prévus sur PayPal. Le crime parfait.

Jimmy Rideout, de la boutique Etsy JimLovesPlants, dresse pour moi une liste d'arnaques : fausse appellation (*"Quand il est évident que la plante de la photo n'est pas ce qu'on dit qu'elle est"*) ; arnaque sur la taille (*"L'échelle ne figure pas sur la photo et quand vous recevez la plante, elle est bien plus petite que ce qu'elle devrait être"*) ; fraude à la bouture (*"J'ai vu quelqu'un vendre une bouture de pothos doré pour 400 livres [467 euros] en affirmant qu'elle venait d'un* Monstera variegata, *alors qu'on peut en avoir pour 5 livres chez B&Q [une chaîne britannique de jardineries]"*) ; et même des annonces eBay précisant qu'elles ne vendent pas le grand *Monstera variegata* figurant sur la photo.

Une minute. Mais qu'est-ce qu'elles vendent alors ? *"C'est bien ça. Ils ne vendent rien. L'annonce déclare :* 'Je ne vends pas cette plante, je n'ai pas cette plante', *et c'est 450 livres. Ils espèrent tout simplement que quelqu'un cliquera sur* 'acheter' *sans lire la description."*

Plus éhonté encore, ce type qui prétendait sur Facebook avoir un "Calathea makoyana *Pink Diamond"*, une nouvelle variation du *Calathea makoyana* (plante paon) standard, dont le nom n'était *"pas enregistré"* et qui présentait autour des feuilles une trace blanche inédite. Il n'a pas fallu longtemps à Robert McCracken, un amateur qui s'est improvisé détective, pour tirer les choses au clair : *"Je n'ai jamais vu la nature produire une bordure comme celle-là,* écrivit-il dans les commentaires. *Mais j'ai vu un peintre en bâtiment laisser exactement la même trace sur des vitres."*

Sur ce marché frénétique, où la bonne photo postée sur Instagram peut faire qu'une espèce fasse fureur du jour au lendemain et devienne *la* plante à avoir, il y a de l'argent à se faire, sous réserve de pouvoir soutenir de façon convaincante que l'on a fait une découverte.

Ainsi du philodendron Pink Congo qui a brièvement déferlé sur le monde des "plantefluenceurs" en 2019. Il était présenté comme une variante du philodendron Pink Princess, une plante très recherchée qui présente des variégations roses sur les feuilles. Le Pink Congo avait plus que des variégations : la moitié de ses feuilles étaient entièrement recouvertes du plus beau *millennial pink* [le "rose millénial", comme a été surnommée une teinte de rose, entre le beige et le saumon, très en vogue sur les réseaux sociaux]. C'était une plante conçue pour Instagram et elle a fait immédiatement sensation. Elle se vendait en ligne pour des centaines de livres… Du moins, jusqu'à ce que les propriétaires remarquent quelque chose de curieux : le rose vif des feuilles s'est mis à passer, à prendre une teinte plus douce, puis à virer au jaune et, horreur, au *vert*. Qu'est-ce qu'il se passait ?

McCracken – qui est rapidement devenu le Batman des plantes en pot – était sur l'affaire. *"Dès que j'ai vu ça,* me raconte-t-il, *j'ai su que ce n'était pas naturel."*

Ses recherches l'ont mené à un site indonésien (il parle un peu la langue) qui expliquait comment rosir les feuilles d'un philodendron en les vaporisant avec un produit chimique qui stimule la production d'éthylène, la substance qui fait mûrir les bananes et rougir les tomates vertes. Ce n'était pas exactement une arnaque – cette technique était utilisée pour les mariages et les événements –, mais il ne s'agissait assurément pas d'une nouvelle espèce.

McCracken a posté sur Facebook un message qui s'est répandu comme une traînée de poudre, et la demande a presque immédiatement plongé.

Il n'empêche, l'histoire a prouvé une chose : les passionnés sont prêts à payer d'abord, et posent des questions



ensuite. Pas plus tard que l'année dernière, des entrepreneurs en herbe ont affirmé avoir réussi à croiser un philodendron *Spiritus sancti*, une aracée extrêmement rare et précieuse du Brésil qui existe actuellement davantage à l'état cultivé que dans la nature, avec un philodendron Jose Buono aux variégations blanches stables (c'est-à-dire, que l'on peut cultiver à partir d'une graine). Si c'était vrai, c'était une révélation : le Graal des plantes d'intérieur présenterait désormais des feuilles marbrées. Le rêve !

Des photos de jeunes plants ont été postées sur un groupe de jardinage sur Facebook et certains ont payé jusqu'à 1 200 livres [plus de 1 400 euros] pour en avoir un. Or plus ils poussaient et plus les photos mises en ligne par leur propriétaire montraient qu'ils ressemblaient à des Jose Buono – pas du tout à un hybride de *Spiritus sancti*.

"Plus ils grandissaient, plus les prix baissaient", raconte Kristina St Claire, une passionnée de jardinage de Floride, qui a suivi toute l'affaire. Elle a un jour remarqué qu'un certain Aaron Gibbs, qui habitait aussi en Floride, commençait à en vendre sur sa boutique Etsy. Gibbs a exprimé ses doutes et fait procéder à un test ADN. Résultat : la plante en question était un Jose Buono.

Comme pour les cryptomonnaies, l'absence de réglementation joue un rôle fondamental. Les collectionneurs sérieux n'achètent pas sur eBay ou Etsy, mais sur



↑ Vendues moins de 100 euros avant la pandémie, les plantes rares en coûtent aujourd'hui plusieurs milliers. *Photo Aaron Tilley/The Guardian/Eyevine*

des groupes Facebook exclusifs qui rassemblent des amateurs de plantes tropicales. J'ai tenté de rejoindre plusieurs d'entre eux pendant que j'écrivais cet article, et tous m'ont demandé d'accepter une longue liste de conditions générales pour y entrer. La plus commune était *"on ne se moque pas des prix"*. Autrement dit, on s'abstient d'exprimer son incrédulité face au prix astronomique d'une plante (ce qui inclut l'émoji rire, précisait l'un des groupes).

Il existe même des groupes spécialisés dans le *proplifting** – le vol de boutures dans les pépinières et les jardins botaniques –, me confie Kristina St Claire. *"C'est un énorme problème pour les jardins botaniques. Les gens volent tout le temps – et ils en sont fiers. Ils ne voient pas ça comme du vol, alors que cela peut représenter des milliers de dollars."* Elle refuse que les clients qui lui achètent des plantes viennent les chercher chez elle. Comme elle vit en Floride, beaucoup de ses plantes tropicales poussent à l'extérieur, et elle a peur de se faire dévaliser.

Je m'entretiens ensuite avec Carly Cowell, des Jardins botaniques royaux de Kew [près de Londres]. A-t-elle constaté des vols? *"Oui, il y a des pots qui disparaissent. Les gens se servent. Et il est vraiment très difficile de surveiller les boutures."* Après tout, il y a en libre exposition des plantes qui valent des fortunes aujourd'hui.

"Les années précédentes, les producteurs n'avaient pas pu vendre tout leur stock. Maintenant, ils prennent leur retraite grâce aux revenus d'une seule plante."

C'est plutôt le trafic international, encouragé par la frénésie actuelle, qui inquiète Carly Cowell. Les Jardins botaniques royaux appliquent des procédures de contrôle phytosanitaire et des procédures de quarantaine stricts pour éviter la propagation de maladies dans notre horticulture ou notre agriculture. *"C'est un gros problème avec le commerce sur Internet. [La menace] peut venir de n'importe où et décimer les pépinières. J'ai vu des maladies avec lesquelles les plantes vont bien le matin, mais sont toutes mortes le soir."*

Pour en revenir à cette espèce, plusieurs vendeurs m'ont déclaré avoir vu des *Monstera* ordinaires vendus sous le nom d'*albo*, avec des taches de couleur claire sur les feuilles, mais qui étaient en fait des plantes infectées par le virus dit "de la mosaïque". Les Jardins botaniques royaux ont constitué l'année dernière FloraGuard, un organisme chargé de repérer le trafic de plantes, en collaboration avec la police des frontières du Royaume-Uni. Ses agents parcourent Internet à l'aide de programmes d'intelligence artificielle. *"On cherchera des mots comme* wet stick, *mais aussi des espèces bien précises."* Cependant, Facebook n'autorise pas ce service à infiltrer ses groupes privés, ce qui signifie que les vendeurs qui agissent sur ces sites demeurent à l'abri des investigations de Kew, du moins pour le moment.

Enfin, je m'entretiens avec Kaylee Ellen, une youtubeuse à la pointe de la lutte contre les arnaques botaniques. Ses vidéos (par exemple, sur le scandale du Pink Congo) récoltent des centaines de milliers de vues. Elle en paie le prix. Son adresse mail a été ajoutée à son insu à quantité de listes de diffusion, probablement par des vendeurs mécontents. *"Ils ont donné mon adresse à la RSPCA [l'équivalent de la SPA], à des cliniques spécialisées dans l'avortement, des organismes chargés de la prévention du suicide, des organisations religieuses, des trucs liés à la drogue… Et des boutiques qui – comme c'est drôle – vendent des plantes artificielles."* Il y a même quelqu'un qui se fait passer pour elle sur divers forums, de sorte qu'elle reçoit régulièrement des mails de personnes énervées auxquels elle doit répondre : *"Croyez-moi, ce n'était pas moi."*

Les Jardins royaux de Londres ont créé un organisme qui traque sur Internet le trafic de plantes, en collaboration avec la police des frontières du Royaume-Uni.

Kaylee Ellen ne compte pas pour autant faire marche arrière – pas tant que la criminalité végétale continuera de hanter le rebord des fenêtres. Même le tristement célèbre Pink Congo fait son retour, a-t-elle constaté. Après que McCracken a dévoilé le pot aux roses, la plupart des vendeurs ont continué à en proposer, mais accompagnés d'un avertissement précisant que cette couleur rose ne durerait pas. Or, aujourd'hui, *"les avertissements ont mystérieusement disparu"*.

Comme le dit Kaylee Ellen dans une vidéo où elle s'adresse autant à la communauté des passionnés de jardinage qu'à elle-même : *"Il faut juste qu'on veille les uns sur les autres."*

—Stuart McGurk
Publié le 17 avril

*Jeu de mots dérivé de *shoplifting* ("vol à l'étalage") et de *prop root* ("racine-échasse"), soit un type de racine qui pousse à partir du tronc ou de la tige d'un végétal.

SOURCE

THE OBSERVER
Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire, 177 600 ex.
observer.co.uk

Fleuron de la "qualité britannique", le plus ancien des journaux du dimanche (1791), appartient au même groupe que le quotidien *The Guardian* mais est d'obédience libérale. Comme tous les journaux du dimanche britanniques, *The Observer* regorge de suppléments (Sport, Argent, Loisirs, Voyages…) Il est réputé pour ses enquêtes longues, fouillées et sérieuses.

idées.

Margaret Atwood : “Demain, une dictature religieuse ?”

L’autrice canadienne revient sur le débat sur l’avortement dans cette tribune traduite en exclusivité par *Courrier international*. Pour elle, nous y sommes : les États-Unis sont en train de devenir la dictature théocratique prédite dans son chef-d’œuvre dystopique, *La Servante écarlate*.



↙ *Dessin d’*Edel Rodriguez *paru dans* The Washington Spectator, *États-Unis.*

—The Atlantic *Washington*

Au début des années 1980, je m’étais embarquée dans l’écriture d’un roman d’anticipation portant sur un futur dans lequel les États-Unis s’étaient désunis. Une partie du pays était désormais une dictature théocratique fondée sur la doctrine religieuse et la jurisprudence de la Nouvelle-Angleterre puritaine au XVIIe siècle.

J’avais planté le décor dans les environs de l’université Harvard, une institution réputée pour son libéralisme dans les années 1980, mais dont la raison d’être, trois siècles plus tôt, était de former le clergé du puritanisme.

Dans la théocratie imaginaire de Gilead, les femmes n’avaient quasiment aucun droit, au même titre qu’en Nouvelle-Angleterre au XVIIe siècle. Les textes bibliques avaient été triés sur le volet, les passages retenus étaient soumis à une interprétation littérale. Dans la Genèse – en particulier dans la famille de Jacob –, les épouses des patriarches disposaient de femmes réduites en esclavage, appelées “servantes”. Ces épouses pouvaient intimer à leur mari d’avoir des enfants avec les servantes, puis elles déclaraient la progéniture comme étant la leur.

J’ai fini par mettre un point final à ce roman, que j’ai intitulé *La Servante écarlate,* mais j’ai plusieurs fois suspendu son écriture car le propos me paraissait trop invraisemblable. Quelle idiote je fais. Les dictatures théocratiques ne sont pas cantonnées au temps jadis : il en existe un certain nombre aujourd’hui sur terre. Qu’est-ce qui épargnera ce sort aux États-Unis ?

Prenons un exemple. Nous sommes au milieu de l’année 2022 et nous venons de découvrir un projet de décision de la Cour suprême des États-Unis, qui a fuité dans la presse, qui renverserait le droit établi depuis cinquante ans [l’arrêt Roe *vs* Wade], au motif que l’avortement n’est pas cité dans la Constitution américaine et n’est pas *“profondément ancré”* dans *“notre histoire et notre tradition”*. Ce n’est pas faux. La Constitution des États-Unis ne mentionne pas la santé reproductive des femmes. À vrai dire, ce document ne fait aucune mention des femmes.

Les femmes ont été délibérément exclues du droit de vote. En 1776, la guerre d’indépendance avait notamment pour slogan “Pas de taxation sans représentation”, et un gouvernement ayant l’assentiment des gouvernés était vu d’un bon œil à l’époque, mais rien de tout cela n’était valable pour les femmes. Elles ne pouvaient consentir elles-mêmes à leur représentation ou à leur gouvernement ; toute décision passait par l’intermédiaire de leur père ou époux. Les femmes ne pouvaient pas exprimer leur consentement, pas plus qu’elles ne pouvaient le refuser, car elles étaient privées du droit de vote.

Ce qui est un péché dans un cadre religieux précis est sur le point d’être érigé en infraction pour tous.

Cette situation a perduré jusqu’en 1920, année où a été ratifié le dix-neuvième amendement, lequel a suscité une virulente opposition au motif qu’il était contraire à la Constitution dans sa version première. Là encore, ce n’est pas faux. Les femmes ont été privées de personnalité juridique dans le droit des États-Unis bien plus longtemps qu’elles n’ont eu des droits. Si on commence à revenir sur la jurisprudence constante en s’appuyant sur le raisonnement du juge Samuel Alito [auteur du projet de décision de la Cour suprême divulgué dans la presse], pourquoi ne pas contester le droit de vote des femmes ?

La santé reproductive est au cœur du tumulte actuel, mais un seul côté de la pièce est visible : le droit de ne pas donner naissance. Cette pièce a un revers : l’État peut aussi vous interdire de procréer. L’arrêt Buck *vs* Bell, rendu en 1927 par la Cour suprême, a autorisé les pouvoirs publics à stériliser des personnes sans leur consentement. Cette décision a été invalidée par des affaires ultérieures, et les lois des États permettant les campagnes de stérilisation de grande ampleur ont toutes été abrogées, mais l’arrêt Buck *vs* Bell demeure. Cette forme d’eugénisme était autrefois jugée progressiste, et environ 70 000 stérilisations – d’hommes et de femmes, mais de femmes en majorité – ont eu lieu aux États-Unis. On en déduit que la tradition profondément ancrée veut que l’appareil reproductif des femmes

n'appartienne pas aux femmes concernées ; il est la seule propriété de l'État.

Je vous vois venir : ce n'est pas une histoire d'organes, mais de bébés ! Ce qui n'est pas sans susciter quelques questionnements. Est-ce qu'un gland est un chêne ? Est-ce qu'un œuf est une poule ? À quel moment l'ovocyte humain fécondé devient-il un être ou une personne à part entière ? Nos traditions – disons celles de la Grèce et de la Rome antiques, celles des premiers chrétiens – sont hésitantes à ce sujet. À la conception ? Au rythme cardiaque ? Aux premiers coups de pied ?

Croyance en l'âme. Pour les plus intraitables des militants anti-IVG actuels, c'est à la conception, soit le moment, selon eux, où un amas cellulaire se voit doté d'une âme. Cette opinion repose néanmoins sur une conviction religieuse : la croyance en l'âme. Tout le monde ne partage pas cette conviction. Pourtant, tout le monde risque aujourd'hui d'être soumis à des lois rédigées par ces croyants. Ce qui est un péché dans un cadre religieux précis est sur le point d'être érigé en infraction pour tous.

Reprenons le premier amendement de la Constitution. *"Le Congrès ne fera aucune loi qui touche l'établissement ou interdise le libre exercice d'une religion, ni qui restreigne la liberté de la parole ou de la presse, ou le droit qu'a le peuple de s'assembler paisiblement et d'adresser des pétitions au gouvernement pour la réparation des torts dont il a à se plaindre."* Les auteurs de la Constitution américaine, conscients des guerres de Religion meurtrières qui avaient déchiré l'Europe à l'apparition du protestantisme, souhaitaient éviter cet écueil. Il n'y aurait donc aucune religion d'État. Personne ne pourrait être empêché par l'État de pratiquer le culte de son choix.

C'était pourtant simple : si vous croyez que l'âme apparaît à la conception, vous devez vous abstenir de tout avortement, car il constitue un péché dans votre religion. Si cela ne fait pas partie de vos convictions, vous ne devez pas – conformément à la Constitution – être contraint par les convictions religieuses d'autrui.

En revanche, si l'avis du juge Samuel Alito devient en effet la nouvelle jurisprudence constante, alors les États-Unis seront bien partis pour instaurer une religion d'État. Il y avait une religion officielle dans le Massachusetts au XVIIe siècle : en conséquence, les puritains soumettaient les quakers à la pendaison.

Le texte rédigé par le juge Alito prétend se fonder sur la Constitution des États-Unis, mais il repose sur une jurisprudence anglaise du XVIIe siècle, une époque où les croyances en la sorcellerie ont abouti à la mort de nombreuses innocentes. Les procès des sorcières de Salem étaient bel et bien des procès – où siégeaient juges et jurés –, mais y était admise la preuve dite "spectrale", c'est-à-dire l'idée qu'une sorcière pouvait commettre ses méfaits grâce à son double possédé – son spectre. Selon ce raisonnement, même si vous étiez profondément endormie (témoins à l'appui), mais que quelqu'un vous accusait de supposées maltraitances contre une vache à des kilomètres de là, vous étiez coupable de sorcellerie. Et il était impossible de prouver le contraire.

De la même manière, il sera très difficile de réfuter une fausse accusation d'avortement. Une fausse couche ou les déclarations d'un ex-conjoint suffira à vous assimiler à une meurtrière. Les accusations motivées par la vengeance et la malveillance se multiplieront, tout comme les dénonciations pour sorcellerie il y a cinq cents ans.

Si le juge Alito veut faire appliquer les lois du XVIIe siècle, vous seriez bien avisé d'étudier ce siècle avec attention. Est-ce bien l'époque à laquelle vous voulez vivre ?

—Margaret Atwood

Publié le 13 mai

Contexte

Le droit d'avorter menacé

Le 2 mai, un document de travail, un avant-projet d'arrêt publié par **Politico,** révèle que la Cour suprême se prépare à statuer sur l'annulation de l'arrêt Roe *vs* Wade, une décision prise en 1973 qui accorde aux Américaines le droit d'avorter à l'échelle fédérale. L'authenticité de ce document est confirmée le lendemain par la Cour suprême. S'il est rendu (probablement à la fin de juin), ce jugement historique aura pour conséquence de laisser les États décider de l'interdiction, ou non, de l'avortement. De fait, celui-ci deviendra immédiatement illégal dans plus de 25 États conservateurs.

L'autrice



ANGELA WEISS/AFP

MARGARET ATWOOD est une romancière, poète et critique littéraire canadienne. Son roman dystopique *La Servante écarlate*, publié en 1985, décrit une société américaine totalitaire et théocratique, la république de Gilead, dans laquelle les femmes sont asservies, et certaines d'entre elles réduites au rôle de reproductrice. Cette œuvre féministe, adaptée en série en 2017, lui a valu de nombreux prix et un succès international.

Éclairage

Quand l'histoire est revue et corrigée

L'avant-projet rédigé par le juge Samuel Alito, qui vise à annuler l'arrêt Roe *vs* Wade *(lire encadré "Contexte")*, fait référence à des lois du XVIIe siècle, et surtout à la Common Law britannique. L'avortement était-il à ce point tabou chez les pères fondateurs des États-Unis ? Non, répond **The Washington Post** : *"Dans l'Angleterre et les États-Unis du XVIIIe siècle, l'avortement était une pratique suffisamment commune pour être désignée par des expressions argotiques comme* 'attraper froid', 'prendre le remède' *ou* 'tailler les fleurs'." Et, contrairement à ce qu'affirme le juge Alito, à la fin du XVIIIe et au début du XIXe siècle, aucun État n'avait de lois contre l'avortement, rappelle le quotidien américain. La plupart des érudits religieux et juridiques de l'époque ne pensaient pas que *"l'âme"* existait dès la conception, mais seulement à partir du moment où la femme enceinte commençait à ressentir des mouvements fœtaux, généralement entre seize et vingt-deux semaines d'aménorrhée.



n° 1647 du 25 mai au 1er juin 2022



↙ **Le chanteur-compositeur, photographié le 9 octobre 1972.** *Photo AFP*

Georges Brassens dans la langue de Goethe

Le natif de Sète ne s'est jamais produit outre-Rhin, mais nos voisins ne lui en tiennent pas rigueur. Une traduction en allemand de ses chansons vient de paraître. Hommage.

—Frankfurter Allgemeine Zeitung *(extraits) Francfort*

Comme tous les immenses poètes, il puisait dans une multitude de sources, dont beaucoup avaient sombré dans un oubli plus ou moins profond. Il étudiait les poèmes des troubadours médiévaux du sud de la France, où il était né en 1921, lisait les œuvres de Guillaume IX d'Aquitaine, de François Villon, de Rabelais et de Verlaine, mêlait à la rectitude formelle de la poésie classique la verdeur de l'argot parisien, dont il aimait l'humour anarchiste autant qu'il admirait sa créativité langagière et s'en inspirait.

Il brocardait la bourgeoisie et toute forme d'autorité, mettait en boîte le clergé et ses versets, offusquait les pudibonds par son érotisme cru et composait des déclarations d'amour à la chaîne : aux femmes, jeunes et vieilles, aux prolétaires et aux gagne-petit, aux sans-grade et aux exploités, aux candides et aux naïfs, aux débrouillards et aux disciples du bon sens, et à tous ceux chez qui l'amitié, la fidélité, la solidarité et la compassion ne sont pas des vains mots.

Il pouvait évoquer les regrets d'une vie mal vécue, fichue en l'air, ou passée bien trop vite, l'amour enfui, le bonheur sacrifié, l'occasion manquée, tout ce qui appartenait au passé et ne reviendrait jamais. Comme tous les grands poètes, il savait toucher les cœurs au point de la douleur. Pour toutes ces raisons, Georges Brassens est vénéré et admiré, célébré et aimé en France.

Comme le raconte son traducteur [allemand], Gisbert Haefs, il y a aujourd'hui une cinquantaine de rues, places, bibliothèques, théâtres et parcs français qui portent le nom du chansonnier, ainsi que 149 établissements scolaires ou de formation.

Reinhard Mey, Hannes Wader, Franz Josef Degenhardt, Dieter Süverkrüp et tous les auteurs-compositeurs allemands qui ont été influencés par Brassens se rendent volontiers à l'évidence (non sans envie) : la vénération que voue l'Hexagone à tous ses grands chanteurs et chansonniers tels qu'Édith Piaf, Barbara, Jacques Brel [sic], Charles Aznavour ou Léo Ferré n'a pas d'équivalent en Allemagne.

Dans les années 1960 et 1970, quand ses homologues allemands "faisaient des chansons", Georges Brassens, lui, chantait de la poésie. En 1967, l'Académie française lui décerne le Grand Prix de poésie, à lui, l'élève décrocheur, qui a quitté sa ville natale de Sète en 1939 pour monter à la capitale, où il est d'abord manœuvre dans les usines Renault. On imagine mal une plus grande marque de reconnaissance, de la part de l'establishment culturel, pour un non-conformiste qui donnait des concerts au profit de la Fédération anarchiste et n'en recueillait pas moins tous les suffrages, au point d'avoir vendu plus de 30 millions de disques et de CD.

Gisbert Haefs évoque 15 albums dans la discographie de son livre *Georges Brassens. Die Chansons* ["Georges Brassens. Les chansons"], qui vient de paraître [en Allemagne, aux éditions Mandelbaum]. Cette édition bilingue de 600 pages est une entreprise tout bonnement herculéenne, mais aussi hasardeuse, car Brassens en a fait voir de toutes les couleurs à ses traducteurs : il entremêle les registres, passant d'un langage soutenu à la langue parlée, associant des expressions argotiques à une versification rigoureuse, multipliant les sous-entendus, les citations indirectes, les jeux de mots et autres néologismes.

Jeu de massacre. Comment traduire, par exemple, l'expression *"mégères gendarmicides"*? Elle est tirée de la chanson *Hécatombe,* dans laquelle Brassens décrit un crêpage de chignon entre marchandes au marché, qui dégénère en jeu de massacre cocasse. Car lorsque les gendarmes tentent de s'interposer pour tempérer les ardeurs de ces furies, la scène se fait grand-guignolesque. Les amazones qui tombent à bras raccourcis sur la maréchaussée sont baptisées [en allemand] *"Polizerdeppermegären"* ["mégères fracasseuses d'agents de police"].

Dans *Corne d'aurochs,* Brassens se moque d'un type qui n'a pas inventé la poudre. L'exclamation répétée *"Ô gué, ô gué!"* est laissée telle quelle par Gisbert Haefs, qui se contente d'expliquer dans une annotation qu'il s'agit d'une *"exclamation de joie"* comparable au *"hurra"* ou au *"tralala"* allemands. Quant aux *"ventripotents"*

Quand ses homologues allemands "faisaient des chansons", Brassens, lui, chantait de la poésie.

des *Amoureux des bancs publics,* une des plus célèbres chansons de Brassens, ils deviennent dans la traduction de Haefs une *"Bauchokratie"* [un jeu avec le mot allemand *"Bauch"*, qui désigne le ventre]. Gisbert Haefs fait donc ce que doivent s'autoriser les traducteurs en poésie : il ne force rien et se fie dans le doute à son instinct.

Brassens a toujours écrit sur les femmes, dont beaucoup étaient célèbres ou le sont devenues grâce à lui, comme Jeanne (*La Cane de Jeanne*) ou Margot l'ingénue (*Brave Margot*). L'homme n'était pas féministe, et les femmes n'étaient chez lui guère mieux loties que les hommes, mais il savait reconnaître un crétin outrecuidant et, lorsqu'il en avait un face à lui, ne voyait pas de raison de l'épargner. Quand il se désole, dans une de ses chansons [*Le Blason*], qu'en français un synonyme vulgaire de "vulve" serve d'injure adressée indifféremment aux hommes et aux femmes, il se voit accusé de misogynie. Il répond par une chanson [*Misogynie à part*], dans laquelle il recense les différentes catégories d'*"emmerdeuses*"*.

Sur scène, il joue lui-même de la guitare, se faisant simplement accompagner d'une contrebasse. Son style est jugé rudimentaire à dessein, haché, voire gauche. Il ne se produira hors de l'Hexagone qu'à quatre reprises, et jamais en Allemagne. En 1943, il est envoyé dans le Brandebourg, au titre du service du travail obligatoire (STO) mis en place par Vichy, et travaille dans une usine BMW qui fabrique des moteurs d'avion à Basdorf [au nord de Berlin].

Lorsqu'il obtient une permission de dix jours, en mars 1944, il en profite pour aller à Paris et disparaître des écrans radar. Son deuxième disque sortira neuf ans plus tard. Il s'y qualifie lui-même, dans une chanson célèbre, de *"mauvaise herbe"* : *"Je suis de la mauvaise herbe / Braves gens, braves gens / C'est pas moi qu'on rumine / Et c'est pas moi qu'on met en gerbe."*

—Hubert Spiegel
Publié le 19 avril

* En français dans le texte.

Courrier international









Analyser
les points de vue de l'étranger sur la France

Comprendre
l'actualité du monde

Bénéficier
des différents éclairages sur l'histoire

Apprendre
en puisant dans les meilleures sources d'information

Débattre
des grandes questions qui agitent le monde

10,75 € PAR MOIS au lieu de ~~18,23 €*~~

VOTRE ABONNEMENT COMPREND :

1 an
(52 numéros)



+



l'accès au **site Internet** et au **Réveil Courrier** *sur tous vos supports numériques.*

+



EN CADEAU

6 hors-séries
de *Courrier international*
si vous optez pour le prélèvement

Valeur 51 €*

Bon d'abonnement

à retourner à : *Courrier international* - Service Abonnements A2100 - 62066 ARRAS Cedex 9

RCO22BA1647

☐ **Oui, je profite de cette *Offre liberté*** pour **10,75 €** par mois au lieu de ~~18,23~~ €*
et je recevrai ***en cadeau*** les **6 hors-séries** de *Courrier international* au fur et à mesure de leur parution.
Je complète le mandat Sepa ci-dessous.

☐ **Je préfère régler en une fois 129 €** au lieu de ~~218,80~~ €*
par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
https://abo.courrierinternational.com/2022aut01
ou téléphonez au 03 21 13 04 31
(du lundi au samedi, de 9 heures à 18 heures)

Pour commander, scannez le code QR

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ VILLE.....

*Prix de vente au numéro. **Offre réservée aux particuliers, valable jusqu'au 31 juillet 2022 pour un premier abonnement en France métropolitaine.**
Pour l'étranger, nous consulter. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co
En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67-69 avenue Pierre-Mendès-France – 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

Je remplis le mandat de prélèvement Sepa ci-dessous et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67-69 avenue-Pierre-Mendès France – 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Ville : .....

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ ⌊_⌊_⌊_⌊_⌋
IBAN – Numéro d'identification international du compte bancaire

⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊
BIC – Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

.....
Sera rempli par *Courrier international*

Paiement répétitif

Fait à : .....

Le : .....

Signature obligatoire

Organisme créancier :
Courrier international – ICS : FR11ZZZ396542
67, avenue Pierre-Mendès-France – 75013 Paris

** Par rapport au prix de vente au numéro.

RCS Paris 344 760 861 000 71

Courrier international — nº 1647 du 25 mai au 1er juin 2022

histoire.

Pythagore, Sénèque et les autres, philosophes végétariens



Antiquité — Monde romain et grec

Le végétarisme ne date pas d'hier. Les philosophes grecs et romains font partie des premiers à l'avoir adopté.

↗ *Pythagore prônant le végétarisme.* **Tableau de Rubens (1618-1620).** *Photo Eraza Collection /Alamy/Photo12*

—Ha'Aretz *(extraits) Tel-Aviv*

La cause animale peut apparaître comme une préoccupation relativement récente. Toujours est-il qu'elle remonte au début de l'Antiquité. Le poème d'Hésiode *Les Travaux et les Jours* [fin du VIIIe siècle av. J.-C.] est le plus vieil écrit grec à distinguer l'être humain des animaux d'un point de vue philosophique.

Plus tard, au IIIe siècle après J.-C., le philosophe Porphyre de Tyr poursuit en ce sens dans son traité *De l'abstinence* : en tuant des animaux, on introduit plus de violence et d'injustice dans ce monde. Porphyre était ce que l'on appellerait aujourd'hui un défenseur des droits des animaux et un militant végétarien, pour des raisons à la fois religieuses et morales. Ce néoplatonicien pensait que les animaux étaient dotés d'une conscience et d'une mémoire, mais aussi de la capacité d'évaluer une situation, de planifier des actions et de communiquer.

À ses yeux, tuer un animal empêcherait de progresser sur le chemin spirituel, ce à quoi chacun d'entre nous doit pourtant aspirer ; en outre, la consommation de chair animale altère le corps, dégrade la santé et provoque l'obésité (laquelle était aussi mal vue à l'époque qu'aujourd'hui). Porphyre va encore plus loin en disant que tuer un animal inoffensif revient au même que prendre la vie d'un être humain. Il est ainsi un des premiers à affirmer que la vie d'un animal a la même valeur que celle d'un humain.

Le premier militant connu des droits des animaux et du végétarisme est le grand Pythagore, qui vécut au VIe siècle avant J.-C. Aujourd'hui, les enfants apprennent son théorème sur les triangles rectangles, mais on sait que ce mathématicien est aussi le premier à avoir affirmé que la Terre était ronde et que la Lune brillait parce que sa surface reflétait la lumière du Soleil, et à avoir dit de lui-même qu'il était un philosophe, c'est-à-dire un être "qui aime la sagesse".

Avant que le mot "végétarisme" ne soit utilisé pour désigner une alimentation sans chair animale, on parlait de "régime pythagoricien". Reste que, pour Pythagore, ne pas manger de viande n'avait pas grand-chose à voir avec le bien-être animal. C'était un choix dicté par sa croyance en la métempsychose : la transmigration, après la mort, de l'âme vers un autre corps – il est vrai que, si on pense que l'âme se réincarne, cela doit passer l'envie d'avaler une entrecôte. Mais Pythagore avait aussi des considérations philosophiques et éthiques. Selon lui, l'âme humaine se compose de trois principes : l'intellect, la passion et la raison ; les animaux, eux, possèdent à la fois l'intellect et la passion (nécessaires à la conscience), aussi Pythagore considérait-il comme immoral de les maltraiter.

Malgré la "campagne" enflammée de Pythagore en faveur des animaux et sa condamnation de l'alimentation carnée, celle-ci est restée prédominante. Ses enseignements n'ont touché qu'une élite de philosophes, et le végétarisme n'a concerné qu'une petite sphère d'intellectuels.

Porphyre est un des premiers à affirmer que la vie d'un animal a la même valeur que celle d'un humain.

Mais ses réflexions ont poussé d'autres grands penseurs à questionner leur éthique. Par exemple, le philosophe romain stoïque Sénèque a cessé de consommer de la viande, mais il a dû dissimuler ses habitudes alimentaires, et il a même dû y renoncer pour ne pas irriter l'empereur. Car, quand celui-ci n'est autre que Caligula, l'incarnation de la cruauté, qui ne mettrait pas de côté ses convictions végétariennes ?

Sénèque condamnait par ailleurs le dressage des bêtes sauvages et les sanglantes *venationes*, des combats qui opposaient des animaux à d'autres animaux ou à des hommes. Ces jeux étaient le plus souvent des mises en scène à la gloire de la domination romaine. Ils étaient si populaires qu'on allait chercher des bêtes sauvages jusque dans les coins les plus reculés de l'Empire. Le public s'émerveillait de voir exhibées et abattues des créatures plus exotiques les unes que les autres : lions, panthères, hyènes, ours, crocodiles, zèbres, éléphants ou encore hippopotames. Des sources antiques rapportent que lors des cent journées de festivités organisées par l'empereur Titus pour l'inauguration du Colisée, pas moins de 9000 animaux ont été massacrés.

Mais revenons à la consommation de chair animale. Un autre penseur majeur à avoir adopté un régime sans viande et plaidé contre les combats d'animaux est le philosophe grec platonicien Plutarque. Il a écrit de nombreux textes en faveur du végétarisme, arguant que les animaux sont des êtres rationnels qui méritent le respect. Dans son œuvre *Sur l'usage des viandes,* il explique que l'appareil digestif humain n'est pas fait pour digérer la viande animale.

Mais pourquoi l'alimentation carnée a-t-elle perduré dans le monde antique, alors que la majorité de la population était trop pauvre pour acheter de la viande ? Historiquement, la viande est longtemps restée rare et chère. C'était un luxe que peu de gens pouvaient s'offrir. Dans la Grèce antique (comme dans d'autres cultures), sa consommation était étroitement associée à la religion. C'est d'ailleurs lors des fêtes religieuses que les citoyens ordinaires pouvaient "se faire plaisir". Du reste, ne pas manger la viande sacrificielle, c'était comme refuser la volonté des dieux, ainsi que tout le système de la *polis*. Comment rejeter ce qui était fondamentalement lié à l'esprit grec et aux jeux Olympiques, tenus en l'honneur de Zeus ?

—Terry Madenholm

Publié le 25 janvier

LES ÉTOILES DE L'ACPM 2022

À NOS LECTEURS

L'an dernier, nous nous étions engagés à publier nos résultats chaque année, dans un souci de transparence. Ces résultats sont d'abord l'occasion de vous remercier, car c'est vous, abonné ou lecteur plus occasionnel, qui faites le succès de *Courrier international,* que ce soit à travers ses publications papier (hebdomadaire et hors-séries) ou son site.

C'est aussi une façon pour nous de saluer encore la mobilisation sans faille de nos équipes depuis bientôt deux ans avec des crises internationales à répétition, de la pandémie de Covid-19 à la guerre en Ukraine, en passant par l'attaque du Capitole, à Washington.

Plus que jamais, *Courrier international* s'est imposé comme un journal de décryptage à travers d'autres regards, ceux de la presse étrangère. En 2021, vous avez plébiscité cette façon décalée de raconter l'actualité du monde.

En février 2021, *Courrier international* comptait 162 000 abonnés payants papier et numérique, un record historique. Une croissance portée à nouveau par notre site (+13 % d'abonnés numériques en cumul annuel), qui a compté 10,2 millions de visiteurs par mois en 2021. L'hebdomadaire a aussi rencontré son public (+6 %), tout comme nos hors-séries, qui séduisent chaque année près de 60 000 lecteurs.

Ces excellents résultats nous ont valu, il y a trois semaines, comme en 2021, la remise d'une étoile de l'ACPM (l'organisme qui certifie la diffusion de la presse en France) pour la plus forte progression de diffusion en valeur absolue parmi les titres de la presse hebdomadaire.

Au total, *Courrier international* a réalisé en 2021 un chiffre d'affaires de 23,4 millions d'euros, pour un résultat opérationnel de 2 millions d'euros, ce qui représente une hausse de plus de 50 % par rapport à l'année passée. Pour la septième année consécutive, le résultat net est positif, à 1,5 million d'euros.

Ces résultats sont en phase avec ceux du groupe Le Monde, auquel nous appartenons et qui affiche pour 2021 un résultat d'exploitation de 18,4 millions d'euros et un résultat net de 9,5 millions d'euros.

Ces résultats très encourageants nous permettent de continuer à envisager de nouveaux projets éditoriaux. Le 22 mars, nous avons lancé une nouvelle version de notre site, plus ergonomique, avec un nouveau design, l'introduction du mode sombre, et une circulation facilitée entre les rubriques et les articles. Nous vous invitons vivement à la découvrir.

D'autres projets sont en cours : une nouvelle appli, davantage de rendez-vous pour les plus jeunes (Courrier ados et sa déclinaison sur le site), de nouveaux formats…

Que vous soyez nouveau lecteur ou soutien de toujours, tout cela n'aurait pas été possible sans votre confiance. Nous nous joignons à toute l'équipe pour vous remercier, et nous continuerons de faire tout notre possible pour nous en montrer dignes.

Claire Carrard (*directrice de la rédaction*) et **François-Xavier Devaux** (*président du directoire*)

ACPM
LE TIERS DE CONFIANCE
LA VALEUR DES MÉDIAS



C'est tous ensemble que l'on peut agir pour l'environnement.

Rejoignez les 4MILLIONS de clients ENGIE[1] qui ont fait le choix des offres d'électricité verte.[2]

ENGIE

1er fournisseur d'électricité verte

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

(1) Source ENGIE interne au 10/04/2022, suivi des offres vertes. (2) Pour les particuliers (sites résidentiels) en offres à prix de marché d'électricité verte en France métropolitaine, hors Corse (au 30/09/2021). Électricité verte : 1kWh consommé = 1kWh d'électricité renouvelable injecté dans le réseau (source des garanties d'origine ENGIE : 63% hydraulique, 36% éolien, 1% solaire).

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011€ - RCS NANTERRE 542 107 651. © Charles Mamarot.